

APPRENDRE A VAINCRE

Du coup d'Etat à la résistance
populaire au Chili



NO.2

DOSSIER MOBILISATION

SOMMAIRE

| | |
|---|------|
| Apprendre à vaincre | P.3 |
| Ouvrir le dialogue ou mobiliser les masses; | |
| Entrevue avec Miguel Enriquez, juillet 1973 | |
| Le complot fasciste se réalise | P.7 |
| le 11 septembre | P.8 |
| -la répression | P.10 |
| -mission des forces armées | P.12 |
| -uncle Sam strikes again | P.15 |
| -la reconstruction nationale | P.17 |
| Révisionnisme et contre-révolution au Chili | P.19 |
| Vers la création d'un front révolutionnaire | P.22 |
| -le Parti socialiste | P.26 |
| -le MIR | P.30 |
| -le MAPU | P.35 |
| -le Parti communiste | |
| -déclaration conjointe de Rome | P.45 |

MOBILISATION

La publication de la revue MOBILISATION est assurée conjointement par des militants venant des groupes suivants:
 LE CAP ST-JACQUES,
 LE CAP MAISONNEUVE,
 LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE,
 L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC (APLQ).

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'œuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes œuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

A Montréal vous pouvez trouver MOBILISATION:
 -au CAP Maisonneuve, 3902 Ontario est
 -à l'APLQ, 2074 Beaudry
 -à la Librairie Progressiste, 1867 Amherst

A Paris, vous trouverez MOBILISATION à la librairie
 La joie de lire, 40 rue Saint-Séverin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec
 Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

Introduction

Apprendre à vaincre

Du coup d'Etat à la résistance populaire au Chili

Le coup d'Etat fasciste des militaires chiliens a une portée qui dépasse largement la vie politique intérieure d'un peuple. Le 11 septembre 1973 a d'abord visé à détruire tous les acquis des trois années du gouvernement d'Unité Populaire.

Mais la junte militaire chilienne au pouvoir, c'est aussi une victoire temporaire de l'impérialisme américain et c'est enfin un échec de la "transition pacifique" vers le socialisme. Au Chili, le peuple et les révolutionnaires n'ont pas tardé à tirer des leçons des événements et le mouvement de résistance populaire s'organise en conséquence. Il s'agit maintenant d'apprendre à vaincre, de renverser de façon définitive toutes les forces réactionnaires.

De ces événements au Chili, tous les peuples et tous les révolutionnaires du monde doivent tirer des leçons, de façon à ce que non seulement au Chili mais ailleurs la classe ouvrière soit mieux préparée à mener sa lutte jusqu'à la victoire. C'est ce à quoi le présent dossier de MOBILISATION veut contribuer; le but n'est pas de condamner "la voie chilienne" parce qu'elle a subi un échec mais plutôt de fournir des documents et des analyses qui permettent de mieux comprendre un certain nombre de lois historiques du mouvement révolutionnaire. Par exemple: l'armée sert de garantie exclusivement à la légalité bourgeoise favorable aux impérialistes et à la bourgeoisie nationale;

- sans la constitution de milices populaires et le contrôle de l'armée par la classe ouvrière, un gouvernement au service des intérêts populaires ne peut se maintenir au pouvoir;

- la violence révolutionnaire est nécessaire pour riposter à la violence réactionnaire et pour qu'un gouvernement populaire ou socialiste puisse maintenir et consolider son pouvoir.

En fonction également du soutien à apporter à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, il nous apparaît important d'évaluer les positions exprimées par les principales forces de la résistance. Il ne s'agit pas de décortiquer ici les divergences entre les partis et organisations mais plutôt d'insister sur le fait que deux courants de pensée, le nationalisme bourgeois et le réformisme, viennent contrecarrer avec force les efforts révolutionnaires des Latino-américains. Et ces deux courants sont loin d'être

absents au Québec.

La lutte contre l'ennemi principal ne doit pas faire oublier la lutte politique et idéologique à mener contre les conceptions erronées au sein de la classe ouvrière et dans les organisations révolutionnaires. A ces deux fronts de lutte s'ajoute la nécessité de l'unité des forces révolutionnaires face à l'ennemi impérialiste; un important pas en avant dans cette direction a été réalisé depuis le coup d'Etat au Chili. Il s'agit de la formation d'une "Junte de coordination révolutionnaire", annoncée le 13 février en Argentine, et composée du MIR du Chili, de l'Armée de libération nationale [ELN] de Bolivie, de l'Armée révolutionnaire du peuple [ERP] d'Argentine et du Mouvement de libération nationale [Tupamaros] d'Uruguay.

Au lendemain de la victoire électorale de l'Unité Populaire, en 1970, a commencé une période où les travailleurs et les masses populaires du Chili ont vu la réalisation de certaines de leurs revendications. Mais déjà, les forces impérialistes - ITT, CIA et autres - avaient mis en branle leur offensive contre révolutionnaire. Et sur le plan intérieur, les affrontements de classes ne furent une surprise pour personne mais les différents partis politiques de l'Unité Populaire et les organisations de masses n'ont pu sortir victorieux de ces affrontements. Dès ce moment, le MIR a apporté son appui à l'UP, tout en avançant des positions théoriques fort justes. Il disait d'une part que "le triomphe électoral de la gauche constitue un gain immense sur le chemin de la conquête du pouvoir et qu'il favorise le processus révolutionnaire au Chili et, d'autre part, que tant que l'appareil étatique et ses structures militaro-bureaucratiques resteront intactes, il sera impossible d'aller plus loin; l'Etat restera un instrument de domination et continuera à jouer un rôle de classe".

Pour les militants socialistes au Québec et pour tous ceux qui appuient la résistance du peuple chilien, il s'agit maintenant de renforcer la solidarité internationale contre le fascisme et l'impérialisme. Cela se fera en soutenant politiquement et financièrement la lutte révolutionnaire au Chili, en accentuant l'isolement de la junte fasciste, en attaquant la politique canadienne de collaboration avec la junte et de discrimination envers les réfugiés, et finalement, en tirant les leçons des acquis et des erreurs qui ressortent de la lutte du peuple chilien.



Sur plus de 2,600 milles de long, coince entre la cordillère des Andes et l'Océan Pacifique, le Chili intéresse les impérialistes spécialement à cause de ses richesses en cuivre, salpêtre et fer. Le coup d'Etat a balayé les victoires de la classe ouvrière sur l'impérialisme et la bourgeoisie.

FORMULE D'ABONNEMENT

- \$2.50 pour un abonnement individuel d'un an (10 numéros)
- \$ _____ pour _____ abonnements collectifs d'un an (\$2.50 chacun)
- \$ _____ pour les numéros précédents suivants _____
- \$0.50 pour les DOSSIERS suivant _____ TOTAL _____
- \$5.00 pour _____ abonnements de soutien
- \$5.00 pour _____ abonnements pour l'étranger (par avion)

Faire parvenir votre paiement à: MOBILISATION
 3902 Ontario est
 Montréal 403

Nom _____

Adresse _____

Les endroits où vous pouvez vous procurer MOBILISATION sont indiqués au début de la revue.

Avant le coup d'Etat Ouvrir le dialogue ou mobiliser les masses

(entrevue avec Miguel Enriquez, juillet 1973)

Pendant les trois derniers mois du gouvernement d'Unité Populaire, de juin à septembre 1973, la question d'ouvrir le dialogue et celle de ne pas emprisonner le mouvement de masse dans la légalité bourgeoise ont souvent polarisé les positions. Sur ces questions, le MIR a maintenu une position indépendante par rapport à l'UP; il s'est opposé à la ligne de la "transition pacifique" tout en travaillant à l'unité et à l'organisation des masses en préparation de la lutte armée.

Dans son numéro du 31 juillet 1973, la revue chilienne Punto Final publiait une importante entrevue avec Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR. En voici la traduction.

PF: Au cours des dernières semaines, diverses forces politiques ont parlé de rechercher un "consensus minimum" par le "dialogue" afin de résoudre la crise politique et économique qui secoue le pays et éviter la guerre civile. Qu'en pensez-vous?

ME: En fait, ce qu'on appelle aujourd'hui "dialogue" ou "recherche d'un consensus minimum" est un projet politique et programmatique que les secteurs réformistes de l'Unité Populaire ont continuellement proposé depuis le début de la période actuelle: un projet de conciliation



de classes antagoniques.

Bien qu'il ait connu diverses formulations, ce projet politique n'a toujours eu que deux seuls buts: emprisonner la politique de l'Unité Populaire dans le cadre étroit de l'institutionnalité bourgeoise et mettre sur pied une série d'alliance avec une des fractions bourgeoises fondamentales.

Au cours des dernières années, cette double intention a connu diverses expressions; les plus significatives ont été: les garanties constitutionnelles de 1970, qui ne représentaient rien d'autre que la garantie écrite du respect à l'ordre bourgeois; les tentatives d'entente avec les syndicats patronaux de la grande industrie, de la construction et de la grande bourgeoisie agraire au cours de l'été 1971; la protection qu'on essaya de leur assurer à l'intérieur des politiques gouvernementales au cours des années 1971-72 et en partie, 1973; la tentative d'entente avec le Parti Démocrate-Chrétien en juin 1972; le grave compromis avec l'Etat capitaliste qu'on essaya d'institutionnaliser entre octobre 1972 et mars 1973 avec le cabinet Unité Populaire-général; etc.

Mais, en période de crise du système de domination capitaliste, comme nous en traversons une présentement, ce projet politique n'est pas réalisable. Les classes patronales prises dans leur ensemble ont compris clairement qu'au delà des garanties que les secteurs réformistes offraient à une de leurs fractions, la montée de la classe ouvrière et du peuple exigeait non seulement quelques réformes qui, en frappant une des fractions

bourgeoises, permettaient de conserver l'ordre bourgeois, mais bien des transformations qui menaceraient l'ensemble des classes dominantes comme telles et l'ordre bourgeois lui-même.

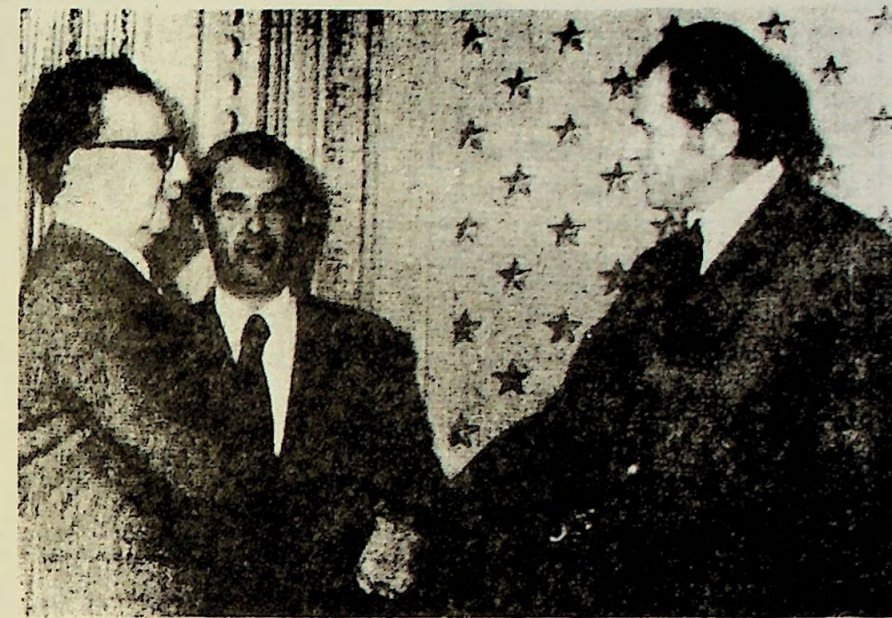
Ainsi, le mouvement de masses, ses luttes, son organisation, sa conscience et son activité ont de fait empêché la collaboration de classes et ont rompu les cadres que la direction réformiste prétendait lui imposer. Le mouvement de masses ne s'est pas limité à frapper seulement une fraction de la grande bourgeoisie agraire; il a plutôt attaqué l'ensemble de cette bourgeoisie. Il n'a pas limité les mobilisations aux seuls monopoles industriels, mais il s'est plutôt proposé d'arracher à la bourgeoisie industrielle toutes ses usines. La classe ouvrière n'a pas cédé de privilèges aux grandes compagnies de construction et de distribution; au contraire, elle s'est battue pour que l'ensemble de ces compagnies passe aux mains de tout le peuple. Le mouvement de masses ne s'est pas emprisonné dans la rigidité de la légalité bourgeoise; au contraire, au moyen de l'action directe des masses, il a arraché aux grands patrons des villes et de la campagne chilienne leurs biens de production et il a commencé à créer peu à peu ses propres organes de pouvoir.

Par son action directe, le mouvement de masses ne s'est pas limité à empêcher la collaboration de classe. Il a pressonné et poussé le gouvernement à aller plus loin que ce que proposaient certains secteurs de l'Unité Populaire.

Sauf pour ce qui est de quelques périodes de courte durée, le pilier du gouvernement a été deux grands partis ouvriers qui, subissant l'influence d'une base sociale d'appui fondamentalement ouvrière et populaire, amenèrent le gouvernement, malgré les intentions et la résistance des secteurs réformistes, à légitimer ce que le mouvement de masses lui imposait. C'est à cause de cela également que la propre pratique politique et sociale du gouvernement a contribué à l'échec de la collaboration de classes.

La dernière période de l'Unité Populaire a été caractérisée par l'affrontement entre exploités et exploités, entre travailleurs et patrons. Les tentatives de déformer le caractère de l'affrontement politique et social en le présentant en termes de "démocratie vs fascisme" ou de "patrie vs anti-patrie" afin de justifier les garanties de collaboration de classes ont échoué jusqu'à maintenant en plus d'avoir fini par diviser le peuple et la gauche. S'il est certain que la classe ouvrière, en tant que classe d'avant-garde, a besoin d'alliances de classes, ses alliés ne sont pas ceux "d'en haut", mais bien ceux "d'en bas".

Toute tentative d'alliance de classes de la classe ouvrière avec des fractions de la grande bourgeoisie finira par isoler la classe ouvrière de ses alliés véritables: les pauvres de la campagne et de la ville, les citoyens des "ceinturons de misère" (pobladores) et les paysans. C'est avec eux



L'ouverture officielle du dialogue: le président Allende donne la main au sénateur Patricio Aylwin, chef de l'opposition démocrate-chrétienne.

que la classe ouvrière doit forger l'alliance révolutionnaire.

Revenons maintenant à la question. Vu qu'hier les tentatives de collaboration de classes ont échoué et n'ont fait que diviser le peuple, et, étant donné qu'aujourd'hui la lutte des classes s'est accentuée et s'est polarisée à l'extrême, il sera encore plus difficile de retomber dans cette tentative; et se cela advenait, les conséquences en seraient funestes.

Le but fondamental qui est celui d'éviter la guerre civile ne sera pas atteint de cette manière. Ce sera plutôt par ce chemin que la guerre civile sera précipitée, et cela, dans des conditions encore plus défavorables pour les masses.

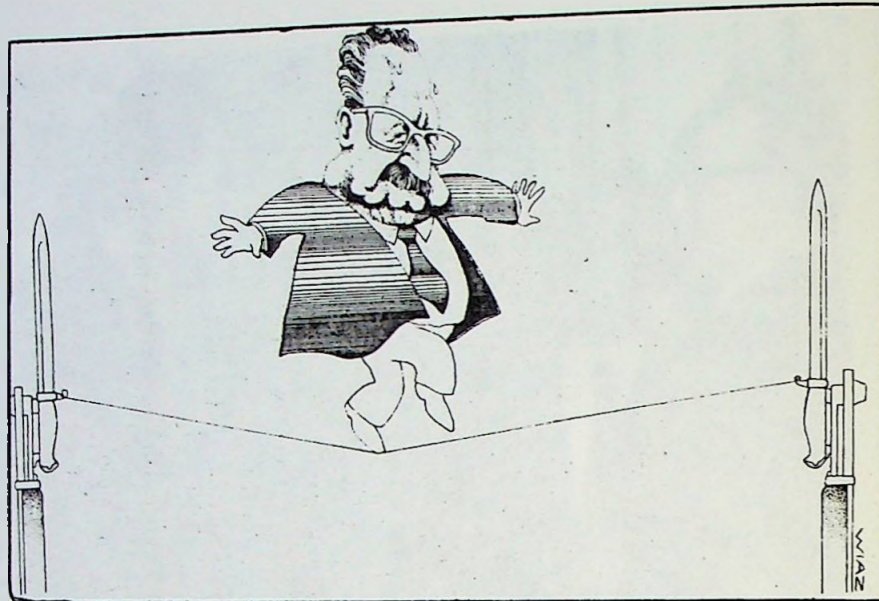
Nous vivons un moment où les deux grands blocs sociaux se surveillent et prennent position. Nous venons de sortir d'une tentative de coup d'Etat, mais les putschistes (beaucoup d'entre eux sont très actifs encore aujourd'hui) restent toujours impunis. Les fractions bourgeoises fondamentales se proposent de manoeuvrer, et manoeuvrent de fait, en vue de renverser le gouvernement.

Après la tentative de coup d'Etat, la force de la classe ouvrière et du peuple et le choix anti-putschiste d'importants secteurs des officiers des Forces Armées ont été clairement démontrés. De telle manière que les classes patronales ont été obligées d'élaborer une nouvelle tactique, la tactique de mettre en place peu à peu des officiers putschistes et d'utiliser le chantage politique institutionnel, en fait une tactique qui leur permet en premier lieu de désarticuler et de diviser la classe ouvrière tout en opposant les Forces Armées au peuple, pour après renverser le gouvernement et réprimer les travailleurs avec un minimum de résistance.

La tactique proposée par certains secteurs de l'Unité Populaire et du gouvernement de gagner du temps, d'ouvrir le "dialogue" et d'en arriver à un "consensus minimum", indépendamment des intentions de ceux qui le proposent et sous la pression et la menace putschiste, le chantage et l'infiltration putschiste, porte en soi un projet de collaboration de classes qui provoquera la division du peuple et le la gauche et pour autant l'affaiblissement du camp des travailleurs. Dans la conjoncture actuelle, cela implique la capitulation du gouvernement et son renversement ultérieur.

Avec qui dialogue-t-on? Avec le Parti Démocrate-Chrétien, un parti bourgeois et réactionnaire où prédomine l'influence d'Eduardo Frei, partisan déclaré de la mise en échec du gouvernement et de son renversement. Pourquoi dialogue-t-on? Pour pacifier le pays? Objectif louable, mais difficile à atteindre si pour cela il faut accorder des garanties et laisser d'importants secteurs putschistes impunis. Que recherche-t-on comme "consensus minimum"? Si cela signifie la remise des grandes usines à leurs propriétaires, cela ne fera que pacifier les patrons et provoquer la colère des ouvriers. S'il s'agit de promulguer la réforme constitutionnelle Hamilton-Fuentealba, cela équivaudrait à la capitulation du gouvernement face aux classes patronales. Si c'est pour décapiter et castrer le développement du Pouvoir Populaire, cela signifierait fermer et même empêcher toute issue révolutionnaire.

Nous sommes tous d'accord pour que le gouvernement dialogue, mais qu'il dialogue avec les travailleurs et non avec les patrons. C'est quand même inconcevable que le ministre Briones, le "ministre du dialogue", lance un appel aux dirigeants démocrates-chrétiens et qu'en même



temps il refuse de dialoguer avec les travailleurs du Cordon Vicuna-Mackenna et qu'il ordonne la répression des manifestations populaires à Barrancas.

Personne ne veut la guerre civile. S'il y a une manière de paralyser les putschistes, c'est bien en lançant une contre-offensive qui, par sa force, les écrasera et leur liera définitivement les mains. Toute tactique qui implique des concessions ne fera que diviser le peuple et la gauche et c'est justement par cette brèche que les putschistes essayeront de passer.

PF: Ceux qui proposent la recherche d'un "consensus minimum" le font à partir d'une analyse de la corrélation de forces d'où ils tirent la conclusion qu'il faut dialoguer pour gagner du temps. Qu'en pensez-vous?

ME: Commençons par la question de gagner du temps. L'idée de gagner du temps est survenue immédiatement après le 29 juin, c'est-à-dire il y a presque un mois. Ce problème n'a pas besoin d'être abordé d'une manière théorique. Voyons l'expérience de ce mois de répit que nous venons de vivre. Voyons si nous avons gagné ou si nous avons perdu des forces depuis un mois.

Quand avons-nous le plus de forces? Hier, avec les putschistes en retraite ou aujourd'hui avec ces mêmes putschistes qui peu à peu se préparent et attendent la meilleure occasion pour tomber sur le dos des travailleurs?

A quel moment étions-nous les plus forts? Hier avec toutes les usines et les terres occupées et avec la classe ouvrière et le peuple en pied de guerre, ou aujourd'hui avec la classe ouvrière soumise aux expulsions, aux descentes des Forces Armées et des Carabiniers et aux discussions sur la constitution des trois secteurs économiques?

Quand avons-nous le plus de forces? Hier, avec le peuple et les Forces Armées unis contre les putschistes, ou aujourd'hui avec la "Loi Maudite" destinée à dresser des obstacles et à provoquer des affrontements entre les Forces Armées et les travailleurs.

A quel moment avons-nous le plus de forces? Hier, avec les putschistes et les réactionnaires cachés ou obligés de s'expliquer, ou aujourd'hui avec ces mêmes personnes insolentes, à l'offensive, utilisant le chantage et talonnant les travailleurs et le gouvernement?

Et finalement, et ce qu'il y a de pire, à quel moment étions-nous les plus forts? Hier, alors que la classe ouvrière, le peuple et la gauche étaient unis face à l'agression patronale et putschiste, ou aujourd'hui où les divisions commencent à se faire sentir au sein du peuple et de la gauche, divisions et polémiques qui ont été causées par tous ceux qui hésitent?

Le "répit" et la "trêve" que nous avons connus ne nous a pas donné plus de forces, au contraire. Toute personne qui propose de gagner du temps doit en premier lieu expliquer sa tactique et surtout pourquoi il entend gagner du temps. Quant à la corrélation de forces, nous croyons qu'elle est plus favorable à la classe ouvrière et au peuple aujourd'hui, alors que nous luttons contre le putschisme, que demain, après avoir fait des concessions aux patrons.

Les dernières semaines ont démontré la force, le niveau de conscience et la combativité de la classe ouvrière et du peuple, et la force des groupes d'officiers, de sous-officiers, d'hommes de troupe et de soldats opposés au coup d'Etat au sein des Forces Armées.

Finalement, l'importance ce n'est pas de mesurer passivement la corrélation de forces actuelle mais bien d'accumuler rapidement les forces pouvant être générées par une tactique audacieuse et adéquate; combien de forces peuvent être perdues, comme cela se fait maintenant, avec une tactique hésitante et défensive!

PF: Mais alors, vous proposez une tactique qui précipite l'affrontement armé?

ME: Non. C'est une fausse manière de poser le problème, comme le font d'ailleurs les secteurs hésitants de la gauche.

Nous soutenons qu'il est possible de gagner du temps. Pas au prix de perdre nos propres forces. Mais bien sur la base d'une tactique qui permette d'accumuler des forces rapidement et ainsi de paralyser et de désarticuler les putschistes. Nous proposons une tactique qui puise ses forces fondamentalement dans le mouvement de masses et qui reconnaisse qu'il est possible d'accumuler encore plus de forces parmi la classe ouvrière et le peuple. Une tactique qui ne recule pas face aux protestations et aux menaces des tenants du coup d'Etat et de la réaction et qui assume avec courage et fermeté la tâche d'inciter les membres des Forces Armées à désobéir aux appels en faveur du coup d'Etat.

Cette tactique est celle d'une contre-offensive révolutionnaire et populaire qui, en arborant le Programme Révolutionnaire du Peuple et en luttant pour la démocratisation des Forces Armées et le développement du Pouvoir Populaire, permette d'accumuler des forces rapidement.

Une tactique qui stimule la mobilisation et l'action directe des masses.

Une tactique dont le point culminant serait un appel de la CUT à une grève nationale pour paralyser le putschisme en mettant en échec la tactique d'infiltration et en permettant de fortifier et de multiplier les Commandos Municipaux, en permettant d'étendre le développement du Pouvoir Populaire aux provinces pour hisser les pobladores, les paysans et les étudiants au même niveau de mobilisation auquel est arrivée la classe ouvrière.

Une tactique qui oblige à l'adoption d'une série de mesures immédiates pour résoudre les problèmes de ravitaillement et de revenu des travailleurs et des membres des Forces Armées et des Carabiniers à même les profits des capitalistes.

Une tactique qui en finisse une fois pour toutes avec la propriété privée sur toutes les grandes terres, les usines, les compagnies de distribution et les compagnies de construction.

Une tactique qui, par les forces accumulées, désarticule le putschisme là où il se trouve.

Une tactique qui résiste aux concessions, qui fasse passer à l'aire sociale toutes les grandes compagnies contrôlées par les ouvriers et qui impose le contrôle ouvrier sur les compagnies étant restées au secteur privé.

Une tactique qui permette le regroupement des révolutionnaires et l'action commune de toute la gauche.

En somme, une tactique qui en finisse avec les hésitations et l'attitude défensive de certains et qui paralyse l'action des putschistes.

L'unique tactique qui permette d'éviter la catastrophe et que permette de vaincre. Il en est encore temps.

Le complot fasciste se réalise

Au fur et à mesure que les préparatifs du complot fasciste devenaient plus manifestes, que les différents remaniements du cabinet Allende n'apportaient pas les solutions nécessaires, les partis de droite accusaient avec de plus en plus d'insistance le gouvernement Allende d'être illégal, entre autres parce qu'il ne prenait pas de mesures pour faire remettre aux patrons les usines occupées par les travailleurs depuis le 29 juin, lors de la tentative dirigée par le Colonel Souper de prendre d'assaut le palais présidentiel.

Les appels au coup d'Etat militaire se font de plus en plus fréquents; à la mi-juillet, la Centrale unique des travailleurs (CUT) réitère l'état d'alerte dans ses rangs et réaffirme le bien fondé des occupations d'entreprises par les ouvriers mais condamne toute action ouvrière tendant à déborder les cadres politiques établis par la direction. Quant à la question du "dialogue", à peu près tous les partis font connaître leur réponse. Le Parti communiste et le Parti démocrate-chrétien déclarent tous deux qu'ils acceptent que le dialogue soit entrepris "afin d'éviter la guerre civile". Le Parti national condamne le dialogue proposé, étant donné qu'un tel dialogue ne peut être entrepris avec un gouvernement "illégal". Le Parti socialiste et le MIR condamnent également cette ouverture au centre. Mais le MIR ne se contente pas de dénoncer; il organise l'occupation d'un grand secteur industriel de la capitale—le cordon Vicuna-Mackenna—par les ouvriers de 50 usines de taille moyenne ou petite occupées depuis le 29 juin. L'occupation dure plusieurs heures et vise à informer le président Allende de la volonté des travailleurs de ne pas reculer dans leurs positions.

Dans les premiers jours du mois d'août, la Marine continue ses préparatifs en vue du coup d'Etat et redouble ses efforts pour couper court au travail de politisation effectué par le MIR et le Parti socialiste au sein des forces armées. Trois semaines plus tard, un mandat d'arrêt est levé contre Carlos Altamirano, secrétaire général de Parti socialiste, Oscar Garretón, secrétaire général du MAPU et Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, par un tribunal naval en raison de leur "participation directe" dans la tentative de soulèvement au sein de la Marine de guerre chilienne. Les deux premiers dirigeants faisant partie de la représentation parlementaire de l'Unité Populaire et jouissant ainsi de l'immunité

prévue par la constitution, n'auront rien à craindre de la part de la Marine. Mais Miguel Enriquez, lui, ne jouit pas de l'immunité parlementaire. C'est donc dans les derniers jours du mois d'août que le secrétaire général du MIR devra passer à la clandestinité.

Le 20 août, le général Gustavo Leigh est nommé commandant en chef de l'aviation, en remplacement du général César Ruiz qui a démissionné après avoir été pendant dix jours ministre des travaux publics et des transports, en plein grève des "camionneurs". La cérémonie d'investiture est marquée par une manifestation des



épouses d'officiers fascistes pour protester contre le gouvernement "marxiste et illégal" actuellement au pouvoir. Le 23 août, le général Carlos Prats démissionne à la fois de son poste de commandant en chef et de son poste de ministre de la défense en indiquant que sa présence au sein du cabinet ne fait que stimuler les putschistes dans leur campagne scissionniste au sein de l'armée chilienne.

Le 4 septembre, l'ambassadeur américain à Santiago, Nathaniel Davis, part pour Washington afin d'informer le président Nixon des derniers préparatifs du coup. A Santiago, une manifestation est organisée pour célébrer le troisième anniversaire de l'arrivée du président Allende au pouvoir. Plus d'un million d'ouvriers et de sympathisants manifestent leur décision de pousser plus avant le "processus chilien". Il s'agit là de la plus grande manifestation jamais vue dans toute l'histoire du Chili. Pendant plus de six heures, des colonnes d'ouvriers défilent face à la tribune présidentielle.

Mais la campagne organisée par la droite pour obtenir la démission du président se

poursuit: la grève des propriétaires de camion, commencée le 25 juillet, continue de plus belle. Dans les grands centres urbains, la nourriture et l'huile à chauffage se font de plus en plus rares; les stocks de blé sont pour ainsi dire réduits à zéro. Allende réitère sa volonté de rester au pouvoir et il déclare, le 8 septembre, que le seul choix qu'il lui reste, c'est le plébiscite ou le dialogue. De son côté, le MIR déclare que la seule alternative restant au peuple chilien c'est la contre-offensive révolutionnaire ou la défaite.

Un nouvel appel public et direct au coup d'Etat est fait le 9 septembre par le président du Parti national, Sergio Onofre Jarpa, qui somme à nouveau les militaires de se retirer du cabinet. La démocratie-chrétienne de son côté refuse à dialoguer "tant que l'Unité Populaire ne renoncera pas à son programme économique". En plus, ce parti exige que des élections présidentielles soient déclenchées. En d'autres mots, les démocrates-chrétiens cherchent à éliminer le gouvernement populaire.

Ce même jour, les locaux du poste de télévision no 9, appelé communément "le canal du peuple" sont pris d'assaut par les carabiniers. Ce poste appartenait à l'Université du Chili mais il était occupé par les travailleurs depuis plusieurs mois. Le "canal du peuple" diffusait des émissions spécifiquement révolutionnaires. Il constituait en quelque sorte un symbole de la combativité et de l'audace de la classe ouvrière.

Devant cela, le Parti communiste avertit les ouvriers de rester alertes face à la menace putschiste mais il déclare qu'il desire absolument poursuivre le dialogue avec le Parti démocrate-chrétien.

Quant au Parti socialiste, les idées y sont tout autres. Carlos Altamirano prononce un important discours où il fait le bilan du gouvernement populaire et reconnaît l'échec de la stratégie de l'Unité Populaire. Il termine son intervention en déclarant une fois de plus: "ce n'est pas en dialoguant qu'on évitera le coup d'Etat. Ce sera en comptant sur la seule force des travailleurs et du peuple".

Finalement, au dernier jour du gouvernement d'Unité Populaire, les propriétaires de commerce, les ingénieurs, les techniciens, les avocats, les pilotes et les propriétaires de camions sont tous en grève dans tout le pays.

Le Parti communiste publie une nouvelle déclaration dans laquelle il blâme la démocratie-chrétienne pour son nouveau refus de dialoguer. Le Parti en appelle à la mobilisation générale: il demande aux ouvriers d'augmenter leur vigilance et de bien occuper leur poste de combat.

En fin d'après-midi, des navires de guerre de la Marine chilienne se dirigent en haute mer afin de rejoindre les navires américains, uruguayens et brésiliens qui participent aux manœuvres annuelles UNITAS.

Tard dans la nuit, une grande opération d'épuration au sein des forces armées est déclenchée. Dans les Forces aériennes, 150 officiers identifiés comme étant opposés au coup d'Etat sont arrêtés et fusillés sur le champ. Un peu partout, des officiers, des sous-officiers, des soldats et



"Conformément à la constitution, l'armée ne fait pas de politique". Luis Corvalan

Le 11 septembre

Le soir du 11 septembre, la Marine chilienne a rendez-vous avec la Marine américaine, aux larges des côtes, dans le cadre des exercices navals "UNITAS": les Forces Armées chiliennes avaient gardé de très bonnes relations avec les USA, surtout sous le gouvernement de l'Unité Populaire. Le détachement naval de Valparaiso revient subrepticement le même soir et commence à bloquer tous les ports du Chili. Le 11 au matin, à 5 heures, l'Unité de l'Infanterie de la Marine au port de Valparaiso occupe tous les édifices publics et bloque les communications. Ce n'est que lorsque les officiers sont assurés de la réussite du plan à Valparaiso que ceux-ci entrent en action dans le reste du pays.

Vers 6 heures et demie du matin, Allende est averti du complot et se rend immédiatement au palais de la Moneda, siège du gouvernement, avec les 23 membres de sa garde personnelle et des armes. Du palais présidentiel, le président s'adresse par radio et télévision gouvernementale au peuple du Chili. Comme pour l'insurrection ratée du 29 juin, il demande aux travailleurs de prendre leur poste de combat et d'occuper leurs usines.

Mais la tactique du repli dans les usines pour paralyser l'économie du pays et empêcher le putsch (31.000 centres de travail ont été occupés le 29 juin) n'est pas à la mesure de la réaction fasciste des militaires. Le coup d'Etat en cours est de son côté préparé de toute l'histoire de

des marins sont mis sous arrêt et passés par les armes pour le seul délit d'être fidèles à la constitution.

Tout est prêt. Il est 5 heures du matin. Le bras armé de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain lance l'offensive finale.

l'Amérique Latine. Les fichiers ont été préparés depuis longtemps, les méthodes pour éradiquer la résistance dans les usines ont été amplement étudiées surtout après la tentative du 29 juin et les centres de militantisme révolutionnaires ont été repérés au cours des descentes effectuées en vertu de la "Loi Maudite".

L'attaque de la Moneda

Pendant que le président Allende s'adresse aux travailleurs, le mouvement d'insurrection militaire s'étend. Les Forces Armées entrent en action à Santiago. Les troupes encerclent le palais Salvador Allende est destitué et sommé de se rendre.

Radio Corporacion (du parti Socialiste) transmet les dernières paroles du président. A la demande de l'Armée, Allende répond: "Je porte à la connaissance du peuple que je ne renoncerai pas à mon poste et que je défendrai par ma vie l'autorité dont il m'a investi. En ce moment, les avions des Forces de l'Air passent en face de la Moneda, palais du gouvernement. Cela marquera l'infamie de ceux qui ont trahi la patrie et le peuple". Sommé une dernière fois de se rendre, le président Allende répond: "Je ne renoncerai pas, je ne ferai pas..." Le bombardement de Radio Corporacion interromp le message du président. Les locaux de l'édifice sont complètement rasés ainsi que Radio Nacional appartenant au MIR.

Pendant plus de vingt minutes, le palais est bombardé par les Forces Aériennes et puis des attaques au sol. A l'intérieur de

palais la résistance est dirigée par le président Allende lui-même. Augusto Olivares, directeur du canal de télévision national et ami personnel du président est le premier à tomber. Il meurt héroïquement une arme à la main. Allende, pour sa part, blessé plusieurs fois durant le combat, meurt également en résistant. Les combats ne s'éteignent que deux heures après la mort du président.

Durant l'attaque au palais, d'autres détachements de l'armée sont chargés de raser tous les locaux des organes de diffusion et des partis de l'Unité Populaire et des organisations de gauche. Après la réussite de cette partie du plan, les Forces Armées commencent à émettre. Seule la chaîne de radio et de télévision des Forces Armées a le droit d'émettre.

A peine quelques heures après le coup d'Etat, Santiago offre un spectacle de désolation. Le palais de la Moneda est presque entièrement détruit, le siège social du parti Socialiste est complètement rasé, les locaux du parti Communiste et du MAPU sont sérieusement endommagés après avoir été mitraillés pendant plusieurs heures. Plus de 26 édifices publics sont détruits par l'Aviation. Les rues sont désertes sauf pour ce qui est des véhicules blindés qui traquent leur vacarme un peu partout dans la ville.

Le premier communiqué de la Junte

Le premier communiqué annonce la formation de la Junte militaire composée par le général Augusto Pinochet, général en chef des Forces Armées, le général Gustavo Leigh, commandant en chef des Forces de l'Air, l'amiral José Toribio Merino, chef de la zone navale de la Marine, et le général en chef Cesar Mendoza des Carabiniers (police militarisée). La Junte s'identifie comme un mouvement de libération nationale. Le communiqué annonce que le président Allende a été destitué et que le soulèvement des Forces Armées est dû à "l'extrême gravité de la crise économique, sociale et morale qui est en train de détruire le pays". Les Forces Armées ordonnent "aux ouvriers, employés et aux professionnels qui occupent leurs centres de travail de s'abstenir de faire des actes de provocation. Les Forces Armées et les Carabiniers entreprennent une action historique pour libérer la patrie du joug marxiste". Les Forces Armées ordonnent par la même occasion aux étrangers qui sont au Chili "dans une situation illégale" (i.e. les exilés politiques) de se présenter au ministère de la Défense et tente de "tranquilliser" les travailleurs en déclarant que leurs conquêtes ne seront fondamentalement pas affectées. Elles ordonnent aussi à tous les dirigeants des partis de l'Unité Populaire et aux anciens ministres du gouvernement renversé de se présenter pour être jugés. Une liste des dirigeants des partis et mouvements de gauche sommés de se présenter est diffusée. Dix-sept dirigeants ont leur tête



Le président Allende à l'intérieur de la Moneda, le 11 septembre. Entouré de ses collaborateurs immédiats, ils résistera jusqu'à la mort aux attaques de la junte.

mise à prix: Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti Socialiste est en tête de la liste; Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste (détenu vers le 28 septembre), Oscar Garretón, secrétaire général du MAPU (réfugié à l'ambassade de Colombie), Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR (toujours dans la clandestinité), la secrétaire personnelle du président Allende, Maria Contreras dite la Payita (la petite paysanne) qui est restée au palais présidentiel durant l'attaque et qui a assisté Salvador Allende jusqu'à ses derniers moments, plusieurs comman-

dants du MIR, Luis Figueroa, président de la CUT, membre du Parti Communiste et ancien ministre du Travail dans le gouvernement de l'Unité Populaire (réfugié à l'ambassade de Suède), quelques dirigeants révolutionnaires du parti Socialiste et d'autres partis de l'Unité Populaire.

Les Forces Armées coupent les communications vers l'extérieur, ferment les frontières, contrôlent les communications à l'intérieur du pays, suspendent les vols de cabotage de LAN-Chile et dressent des barrages sur toutes les routes du pays.



Tout l'arsenal militaire a été déployé pour prendre d'assaut le palais présidentiel.

Dans les semaines qui ont précédé le coup d'Etat, les Forces Armées avaient fait circuler dans leurs rangs une brochure sur l'histoire tronquée des événements d'Indonésie en 1965. Cette brochure racontait que le Parti Communiste d'Indonésie avait supposément commis toutes sortes d'atrocités contre les Forces Armées du pays. La brochure donnait d'amples informations sur la répression des forces révolutionnaires indonésiennes. En même temps, les militaires avaient commencé à envoyer à tous les militants révolutionnaires, les dirigeants politiques et syndicaux, aux journalistes et aux leaders de la gauche, une carte numérotée portant la sinistre inscription **DJAKARTA**. Cette même inscription fut peinte un peu partout sur les murs de Santiago et des autres villes. Cette campagne de terreur psychologique laissait déjà prévoir la brutalité de l'insurrection du 11 septembre.

Le matin du 11 septembre, plusieurs centaines d'officiers et de soldats constitutionnalistes sont mis sous arrêt et passés devant les tribunaux militaires. Quelques uns, dont ceux qui ont collaboré avec le gouvernement de l'Unité Populaire, sont fusillés sur-le-champ. C'est le cas notamment du général Sepulveda Esqueda, des Carabiniers. Les Forces Armées font savoir à la population que "toute personne prise en flagrant délit de sabotage ou de résister à l'évacuation de son centre de travail sera fusillée sur-le-champ, sans autre forme de procès". D'ailleurs, les ouvriers n'ont rien à craindre et n'ont pas de raison pour résister au coup d'Etat fasciste puisque: "les travailleurs qui n'ont pas obtenu leur poste par sympathie politique et qui n'ont pas "les mains tachées de sang" (!) n'ont rien à craindre de la Junte. Les Forces



Toute littérature marxiste est saisie et brûlée par l'armée.

Armées viennent pour libérer les travailleurs et pour restaurer la justice sociale".

La répression

L'heure de la libération nationale bourgeoise et fasciste a sonné pour les Chiliens. Les heures sombres que commencent à vivre les travailleurs et les militants révolutionnaires ne font qu'approfondir le fossé qui oppose irrémédiablement les classes antagoniques.

Tous les journaux, revues, livres, affiches, publications de gauche trouvés dans les maisons privées, les librairies, les maisons d'édition, ou les imprimeries sont brûlés sur la place publique et les détenteurs de cette littérature sont arrêtés.

Les édifices où les francs-tireurs sont retranchés sont impitoyablement bombardés par les Forces Aériennes lorsque l'artillerie lourde n'arrive pas à avoir raison de la résistance. L'industrie textile SUMAR, centre de résistance héroïque aux mains du pouvoir ouvrier est bombardée; bilan: de 500 à 600 morts et le reste (600) détenu et dans bien des cas torturé au Stade National de Santiago. Le Centre de Communication et le ministère des Finances subissent le même sort. A l'Université Technique, la répression a fait plus de 200 morts. Le campus de l'Université Catholique de Santiago est la scène d'une dure et longue bataille de plusieurs jours. A la mine de Lota-Schwaager, les militaires enferment 410 ouvriers dans les galeries et dynamitent toutes les bouches de sortie...

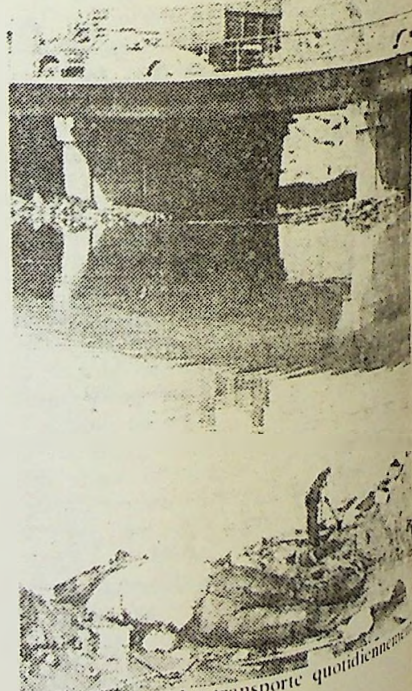
Les détenus se font raser la tête et, à la moindre résistance, ils sont fusillés sur-le-champ. Les maisons de Santiago sont perquisitionnées une à une; partout à travers le Chili de grandes opérations de ratissage sont menées inlassablement jour et nuit. Après le passage des soldats, tout est saccagé, brisé, pillé, volé. Les travailleurs sont détenus à la moindre suspicion. L'argent trouvé en leur possession grossit les poches des soldats. Les Forces Armées encouragent la délation en offrant des primes alléchantes.

Les tortures infligées aux détenus vont de la flagellation aux chocs électriques sur les organes génitaux. Quelques membres du Parti Socialiste arrêtés au local du parti sont forcés de marcher pieds nus sur toute la documentation en flamme trouvée dans les bureaux. Un dirigeant du Parti Communiste est pendu par les organes génitaux. Le poète et chanteur de folklore Victor Jara, détenu le 12 septembre, est amené au Stade National, racontent quelques rescapés vénézuéliens, et se met à chanter des chants révolutionnaires. Les soldats lui cassent les poignets pour l'empêcher de jouer de la guitare, puis se mettent à le battre en lui donnant des coups sur la tête; ils le laissent saigner jusqu'au lendemain. Peu après, Jara est

trouvé mort dans une rue de la capitale. Un groupe folklorique surpris en plein milieu d'une répétition se fait massacrer par une patrouille militaire qui fait irruption dans le local.

Le fleuve Mapocho, qui traverse la ville de Santiago, ramène à tous les matins les cadavres des ouvriers et des paysans exécutés la veille. Plusieurs rescapés étrangers qui ont pu passer par leur ambassade pour sortir du Stade National de Santiago et des autres villes, racontent que les fleuves du Chili sont jonchés de cadavres. A l'extérieur de la capitale, les fascistes se débarrassent des cadavres des paysans en jetant blessés et morts dans les rivières ou à la mer. A Santiago, l'incinérateur fonctionne jour et nuit et, à la morgue, une employée a révélé à un journaliste américain vers la fin septembre, qu'elle avait vu passer au-delà de 2.000 cadavres. Les cadavres qui y ont été vus portent tous les marques de torture et ont tous le visage déformé, traversé par une balle sous le menton. D'autres cadavres sont jetés dans la mer par des hélicoptères ou dans les forêts de la Cordillère des Andes; des dizaines de militants sont jetés dans la mer du Pacifique au cours des supposés transferts du Stade National de Santiago aux îles du Pacifique, transformées en camps de concentration. Les ouvriers trouvent à tous les matins des cadavres aux arrêts d'autobus portant des traces de torture: quelques fois ils sont encore agonisants. Seulement à Antofagasta, Gladys Marin, députée du Parti Communiste, a rapporté l'assassinat de 3.500 ouvriers.

Dans les casernes, les femmes sont violées, les prisonniers nus sur le plancher servent de tapis aux soldats qui passent en les battant. Dans les garnisons, Valparaiso, Iquique, Talcahueno, Valdivia,



Le fleuve Mapocho transporte quotidiennement des cadavres.



Le Stade National de Santiago après le putsch.

Santiago, etc, les fusilllements sommaires en masse sont chose courante. Quelques-uns ont pu entendre les cris des torturés qui demandaient à être fusillés plutôt que de continuer à servir de cobaye au sadisme, au dévouement et à la haine des militaires. L'Organisation Mondiale de l'Enfance (ONU) et la Voix des Enfants de l'Amérique du Sud se sont élevées contre le massacre des enfants au Chili, victimes entre autres des bombardements et du couvre-feu.

Chaque région est laissée à la responsabilité des nouveaux intendants militaires. Les localités sont envahies par les soldats. Les hommes sont arrachés brusquement de leur domicile et amenés vers une destination inconnue. Plusieurs jours après, les femmes retrouvent les corps de leurs maris déformés par les tortures dans les forêts environnantes. D'autres sont tout simplement fusillés en bloc devant la population. Dans d'autres localités, les hommes sont étendus par terre et les soldats visent indistinctement; puis les corps sont entassés dans un camion, sans égard des blessés et des morts et sont jetés du haut des hélicoptères dans les forêts ou dans la mer. Toutes ces mesures visent à rendre impossible le décompte des morts par la résistance. La résistance pour sa part emporte avec elle les corps des combattants tombés durant les attaques.

Lorsque les casernes et les postes de police ont été bien remplis, les prisonniers sont entassés sur des bateaux entre autres à Valparaiso, où les épidémies et la faim font oeuvre de la mort.

Contre l'intervention de plus en plus répétée des chefs d'Etat contre la peine de

mort imposée par la Junte, celle-ci a promis de garantir les droits des prisonniers et d'autre part elle joue de subterfuge. En plus des fusilllements sur-le-champ des résistants, elle utilise la Loi de la Fuite; à tous les jours des dizaines et des dizaines de militants un peu partout au Chili sont fusillés pendant que supposément ils tentent de fuir du camp de concentration ou des camions blindés dans lesquels ils ont transférés.

Des sources très fiables avancent le chiffre de 25.000 morts au Chili. La Junte nie catégoriquement ce chiffre et s'en tient au nombre de 500 morts dont 37 soldats. La CIA, quant à elle, estime à 3.000 le nombre de civils morts depuis la prise du pouvoir par les Forces Armées.

Le Stade National de Santiago s'est fait une triste réputation pour les fusilllements massifs des ouvriers ainsi que les tortures et les mauvais traitements dont ils sont sujets.

A l'arrivée au Stade, les prisonniers passent dans une pièce aménagée sous les gradins, pour y subir un interrogatoire sommaire qui décide de leur sort. Certains ont pu assister au fusillement dans cette même pièce des prisonniers. Après l'interrogatoire, les prisonniers forment deux files. Dans les premières semaines du coup d'Etat, la file des condamnés à mort était toujours plus longue. La femme d'un journaliste vénézuélien raconte que son mari "a vu les files des condamnés à mort passer devant lui tous les jours. Les files comptaient de 30 à 50 prisonniers chacune. Après chaque vague de fusilllements, les soldats sortaient les corps dans d'énormes sacs de toile bleu et les lançaient dans un camion. A tous les

matins, les soldats lavaient avec de grands jets d'eau les flaques de sang accumulées dans les gradins, et les souliers des morts formaient des piles". Deux Américains ont assisté au fusillement de quelques 400 à 500. Ils racontent que les condamnés chantent l'Internationale jusqu'au moment où le fusillement éteint leur voix. La Junte nie évidemment les fusilllements massifs au Stade et déclare que: "Pour nous, la mort est quelque chose de douloureux".

Dans les pobladores (quartiers extrêmement pauvres à très forte densité de population et où il faut compter de 6 à 7 enfants par famille) et dans les cordons industriels, les militaires ont lancé toute leur artillerie pour écraser dès le début la résistance. Les cordons de Cerrillos et de Vicuna MacKena sont ceux qui ont subi le plus de pertes au point de vue du nombre de militants. Les pobladores et les communes Lo Hermida, Che Guevara, San Miguel, Maipu et Padre Hurtado ont été encerclés puis mitraillés et bombardés. Au campement (poblador) Lo Hermida, les habitants ont mené une dure lutte contre l'invasion des soldats. Lorsque le campement a été encerclé par les troupes, les citoyens ont dressé une barrière avec les femmes et les enfants. Les soldats les ont repoussés violemment en les fusillant. Le campement Lo Hermida n'existe plus aujourd'hui. Après les bombardements et le massacre, des bulldozers sont venus "nettoyer" le campement. A la commune San Miguel, un hôpital populaire a été bombardé au napalm provoquant 200 morts parmi les malades et le personnel de l'hôpital. Le monument érigé au Che, a été un des premiers objectifs des troupes dans cette commune. Dans le cordon du Macul, 14 ouvriers ont été pendus avec des

Dans les semaines qui ont précédé le coup d'Etat, les Forces Armées avaient fait circuler dans leurs rangs une brochure sur l'histoire tronquée des événements d'Indonésie en 1965. Cette brochure racontait que le Parti Communiste d'Indonésie avait supposément commis toutes sortes d'atrocités contre les Forces Armées du pays. La brochure donnait d'amples informations sur la répression des forces révolutionnaires indonésiennes. En même temps, les militaires avaient commencé à envoyer à tous les militants révolutionnaires, les dirigeants politiques et syndicaux, aux journalistes et aux leaders de la gauche, une carte numérotée portant la sinistre inscription DJAKARTA. Cette même inscription fut peinte un peu partout sur les murs de Santiago et des autres villes. Cette campagne de terreur psychologique laissait déjà prévoir la brutalité de l'insurrection du 11 septembre.

Le matin du 11 septembre, plusieurs centaines d'officiers et de soldats constitutionnalistes sont mis sous arrêt et passés devant les tribunaux militaires. Quelques uns, dont ceux qui ont collaboré avec le gouvernement de l'Unité Populaire, sont fusillés sur-le-champ. C'est le cas notamment du général Sepulveda Esqueda, des Carabiniers. Les Forces Armées font savoir à la population que "toute personne prise en flagrant délit de sabotage ou de résister à l'évacuation de son centre de travail sera fusillée sur-le-champ, sans autre forme de procès". D'ailleurs, les ouvriers n'ont rien à craindre et n'ont pas de raison pour résister au coup d'Etat fasciste puisque: "les travailleurs qui n'ont pas obtenu leur poste par sympathie politique et qui n'ont pas "les mains tachées de sang" (!) n'ont rien à craindre de la Junte. Les Forces



Toute littérature marxiste est saisie et brûlée par l'armée.

Armées viennent pour libérer les travailleurs et pour restaurer la justice sociale".

La répression

L'heure de la libération nationale bourgeoise et fasciste a sonné pour les Chiliens. Les heures sombres que commencent à vivre les travailleurs et les militants révolutionnaires ne font qu'approfondir le fossé qui oppose irrémédiablement les classes antagoniques.

Tous les journaux, revues, livres, affiches, publications de gauche trouvés dans les maisons privées, les librairies, les maisons d'édition, ou les imprimeries sont brûlés sur la place publique et les détenteurs de cette littérature sont arrêtés.

Les édifices où les francs-tireurs sont retranchés sont impitoyablement bombardés par les Forces Aériennes lorsque l'artillerie lourde n'arrive pas à avoir raison de la résistance. L'industrie textile SUMAR, centre de résistance héroïque aux mains du pouvoir ouvrier est bombardée; bilan: de 500 à 600 morts et le reste (600) détenu et dans bien des cas torturé au Stade National de Santiago. Le Centre de Communication et le ministère des Finances subissent le même sort. A l'Université Technique, la répression a fait plus de 200 morts. Le campus de l'Université Catholique de Santiago est la scène d'une dure et longue bataille de plusieurs jours. A la mine de Lota-Schwaager, les militaires enferment 410 ouvriers dans les galeries et dynamitent toutes les bouches de sortie...

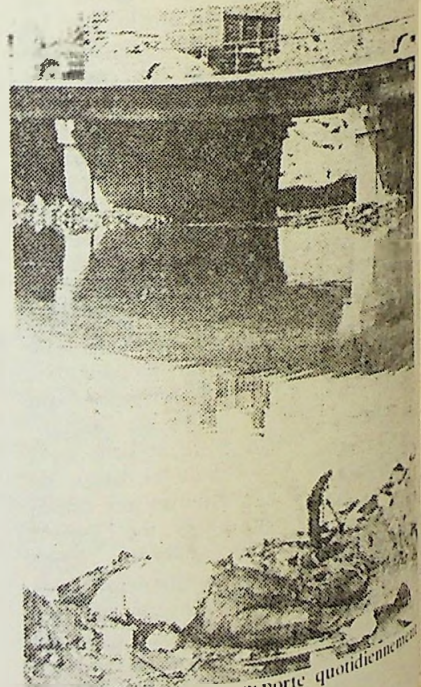
Les détenus se font raser la tête et, à la moindre résistance, ils sont fusillés sur-le-champ. Les maisons de Santiago sont perquisitionnées une à une; partout à travers le Chili de grandes opérations de ratissage sont menées inlassablement jour et nuit. Après le passage des soldats, tout est saccagé, brisé, pillé, volé. Les travailleurs sont détenus à la moindre suspicion. L'argent trouvé en leur possession grossit les poches des soldats. Les Forces Armées encouragent la délation en offrant des primes alléchantes.

Les tortures infligées aux détenus vont de la flagellation aux chocs électriques sur les organes génitaux. Quelques membres du Parti Socialiste arrêtés au local du parti sont forcés de marcher pieds nus sur toute la documentation en flammes trouvée dans les bureaux. Un dirigeant du Parti Communiste est pendu par les organes génitaux. Le poète et chanteur de folklore Victor Jara, détenu le 12 septembre, est amené au Stade National, racontent quelques rescapés vénézuéliens, et se met à chanter des chants révolutionnaires. Les soldats lui cassent les poignets pour l'empêcher de jouer de la guitare, puis se mettent à le battre en lui donnant des coups sur la tête; ils le laissent saigner jusqu'au lendemain. Peu après, Jara est

trouvé mort dans une rue de la capitale. Un groupe folklorique surpris en plein milieu d'une répétition se fait massacrer par une patrouille militaire qui fait irruption dans le local.

Le fleuve Mapocho, qui traverse la ville de Santiago, ramène à tous les matins les cadavres des ouvriers et des paysans exécutés la veille. Plusieurs rescapés étrangers qui ont pu passer par leur ambassade pour sortir du Stade National de Santiago et des autres villes, racontent que les fleuves du Chili sont jonchés de cadavres. A l'extérieur de la capitale, les fascistes se débarrassent des cadavres des paysans en jetant blessés et morts dans les rivières ou à la mer. A Santiago, l'incinérateur fonctionne jour et nuit et, à la morgue, une employée a révélé à un journaliste américain vers la fin septembre, qu'elle avait vu passer au-delà de 2.000 cadavres. Les cadavres qui y ont été vus portent tous les marques de torture et ont tous le visage déformé, traversé par une balle sous le menton. D'autres cadavres sont jetés dans la mer par des hélicoptères ou dans les forêts de la Cordillère des Andes; des dizaines de militants sont jetés dans la mer du Pacifique au cours des supposés transferts du Stade National de Santiago aux îles du Pacifique, transformées en camps de concentration. Les ouvriers trouvent à tous les matins des cadavres aux arrêts d'autobus portant des traces de torture, quelques fois ils sont encore agonisants. Seulement à Antofagasta, Gladys Marin, députée du Parti Communiste, a rapporté l'assassinat de 3.500 ouvriers.

Dans les casernes, les femmes sont violées, les prisonniers nus sur le plancher servent de tapis aux soldats qui passent en les battant. Dans les garnisons, à Valparaiso, Iquique, Talcahueno, Valdivia,



Le fleuve Mapocho transporte quotidiennement des cadavres.



LE STADE NATIONAL DE SANTIAGO APRÈS LE PUTSCH.

Santiago, etc. les fusillades sommaires en masse sont chose courante. Quelques-uns ont pu entendre les cris des torturés qui demandaient à être fusillés plutôt que de continuer à servir de cobaye au sadisme, au dévouement et à la haine des militaires. L'Organisation Mondiale de l'Enfance (ONU) et la Voix des Enfants de l'Amérique du Sud se sont élevées contre le massacre des enfants au Chili, victimes entre autres des bombardements et du couvre-feu.

Chaque région est laissée à la responsabilité des nouveaux intendants militaires. Les localités sont envahies par les soldats. Les hommes sont arrachés brusquement de leur domicile et amenés vers une destination inconnue. Plusieurs jours après, les femmes retrouvent les corps de leurs maris déformés par les tortures dans les forêts environnantes. D'autres sont tout simplement fusillés en bloc devant la population. Dans d'autres localités, les hommes sont étendus par terre et les soldats visent indistinctement; puis les corps sont entassés dans un camion, sans égard des blessés et des morts et sont jetés du haut des hélicoptères dans les forêts ou dans la mer. Toutes ces mesures visent à rendre impossible le décompte des morts par la résistance. La résistance pour sa part emporte avec elle les corps des combattants tombés durant les attaques.

Lorsque les casernes et les postes de police ont été bien remplis, les prisonniers sont entassés sur des bateaux entre autres à Valparaiso, où les épidémies et la faim font oeuvre de la mort.

Contre l'intervention de plus en plus répétée des chefs d'Etat contre la peine de

mort imposée par la Junte, celle-ci a promis de garantir les droits des prisonniers et d'autre part elle joue de subterfuge. En plus des fusillades sur-le-champ des résistants, elle utilise la Loi de la Fuite; à tous les jours des dizaines et des dizaines de militants un peu partout au Chili sont fusillés pendant que supposément ils tentent de fuir du camp de concentration ou des camions blindés dans lesquels ils ont transférés.

Des sources très fiables avancent le chiffre de 25.000 morts au Chili. La Junte nie catégoriquement ce chiffre et s'en tient au nombre de 500 morts dont 37 soldats. La CIA, quant à elle, estime à 3.000 le nombre de civils morts depuis la prise du pouvoir par les Forces Armées.

Le Stade National de Santiago s'est fait une triste réputation pour les fusillades massives des ouvriers ainsi que les tortures et les mauvais traitements dont ils sont sujets.

A l'arrivée au Stade, les prisonniers passent dans une pièce aménagée sous les gradins, pour y subir un interrogatoire sommaire qui décide de leur sort. Certains ont pu assister au fusillement dans cette même pièce des prisonniers. Après l'interrogatoire, les prisonniers forment deux files. Dans les premières semaines du coup d'Etat, la file des condamnés à mort était toujours plus longue. La femme d'un journaliste vénézuélien raconte que son mari "a vu les files des condamnés à mort passer devant lui tous les jours. Les files comptaient de 30 à 50 prisonniers chacune. Après chaque vague de fusillades, les soldats sortaient les corps dans d'énormes sacs de toile bleue et les lançaient dans un camion. A tous les

matins, les soldats lavaient avec de grands jets d'eau les flaques de sang accumulées dans les gradins, et les souliers des morts formaient des piles". Deux Américains ont assisté au fusillement de quelques 400 à 500. Ils racontent que les condamnés chantent l'Internationale jusqu'au moment où le fusillement éteint leur voix. La Junte nie évidemment les fusillades massives au Stade et déclare que: "Pour nous, la mort est quelque chose de douloureux".

Dans les pobladores (quartiers extrêmement pauvres à très forte densité de population et où il faut compter de 6 à 7 enfants par famille) et dans les cordons industriels, les militaires ont lancé toute leur artillerie pour écraser dès le début la résistance. Les cordons de Cerrillos et de Vicuna MacKena sont ceux qui ont subi le plus de pertes au point de vue du nombre de militants. Les pobladores et les communes Lo Hermida, Che Guevara, San Miguel, Maipo et Padre Hurtado ont été encerclés puis mitraillés et bombardés. Au campement (poblador) Lo Hermida, les habitants ont mené une dure lutte contre l'invasion des soldats. Lorsque le campement a été encerclé par les troupes, les citoyens ont dressé une barrière avec les femmes et les enfants. Les soldats les ont repoussés violemment en les fusillant. Le campement Lo Hermida n'existe plus aujourd'hui. Après les bombardements et le massacre, des bulldozers sont venus "nettoyer" le campement. A la commune San Miguel, un hôpital populaire a été bombardé au napalm provoquant 200 morts parmi les malades et le personnel de l'hôpital. Le monument érigé au Che, a été un des premiers objectifs des troupes dans cette commune. Dans le cordon du Macul, 11 ouvriers ont été pendus avec des

chaines sur la place publique pour qu'ils servent de leçon" (!).

La Junte se justifie

Au milieu de toute cette répression barbare, Oscar Bonilla, ministre de l'Intérieur de la Junte fasciste, s'est rendu accompagné de quelques journalistes étrangers, dans les pobladores Ho Chi Minh et Nanca Hua Su "pour connaître personnellement les problèmes des citoyens et tenter de solutionner les problèmes aigus de ces campements". Face aux journalistes, il fait dire aux habitants "dûment sélectionnés et intimidés" qu'ils n'ont pas été bombardés, qu'ils n'ont pas subi de répression et que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Bonilla finit la visite en prenant un verre de vin avec la population et en dansant la cueca! Cette visite improvisée "doit prouver aux yeux des journalistes que la Junte n'est pas venue pour réprimer les travailleurs mais plutôt pour "les libérer du joug marxiste et de la dictature du prolétariat" et que la population est avec la Junte. Trois semaines plus tard, le chef naval de la province de Valparaiso informe qu'une perquisition dans le campement Ho Chi Minh a permis de localiser plus de 200 bâtons de dynamite et de gélatine.

Pour se consacrer comme "mouvement de libération nationale", les militaires s'installent dans un édifice rebaptisé aux yeux du nom de "Diego Portales", précurseur du fascisme chilien, "parce qu'il a dirigé une dictature" expliquent-ils.

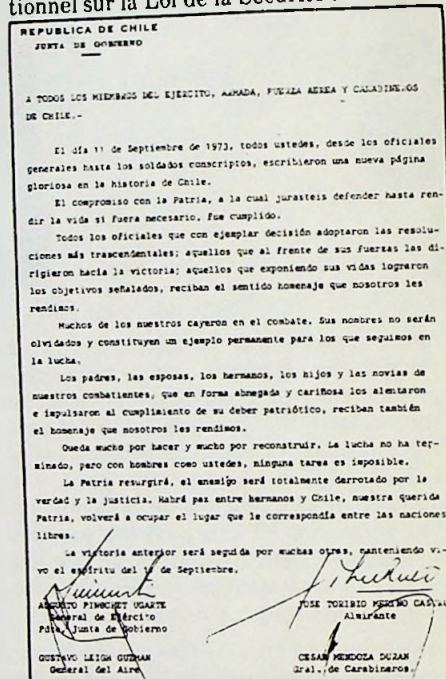
Affectés par les protestations mondiales, les militaires imposent une rude censure de presse. Les journalistes étrangers qui ne s'en tiennent pas aux prescriptions de la Junte et qui "diffusent des nouvelles diffamatoires et non conformes à la vérité" sont pourchassés et même passés devant les tribunaux militaires. Cette mesure s'inscrit au niveau national dans l'objectif de dépolitisation du pays et au niveau international, elle vise à faire le silence autour du Chili et empêcher que le pays ne soit le point de mire.

Pour justifier ses crimes, la Junte diffuse largement la découverte d'un supposé plan de la gauche révolutionnaire. Ce plan qui n'a jamais existé que dans la tête des militaires fascistes, avait pour but "d'instaurer une dictature marxiste". Le plan "Z" devait être mis à exécution le 18 septembre, jour de la fête de l'indépendance nationale du Chili. Selon les militaires, le plan consistait à assassiner tous les officiers rebelles au gouvernement constitutionnel de même que tous les dirigeants de l'opposition, durant le défilé militaire. La Junte militaire explique que son intervention visait à la mise en échec dudit plan. Le 11 septembre, les Forces Armées ont voulu "prendre le mouvement par surprise et contrecarrer leurs plans assassins". Le matin du coup d'Etat, la Junte dit avoir eu la confirmation de

l'existence de cette vaste opération en revisant les papiers du sous-secrétaire du Ministère de l'Intérieur, Daniel Vergara. D'ailleurs, les Forces Armées ont préparé un document de 267 pages expliquant le "bien-fondé" de leur intronisation dans les affaires gouvernementales. Le besoin senti par les Forces Armées de refaire leur image internationale prouve la précarité de leurs propositions.

«Mission» des forces armées

Le mouvement d'insurrection militaire fonde son intervention directe dans le renversement du gouvernement constitutionnel sur la Loi de la Sécurité Nationale.



Lettre des 4 membres de la Junte, tirée d'une revue destinée aux troupes.

Le capitaine Alejandro Medina Lois a publié en 1966 dans un numéro spécial de "Mémoire de l'Armée du Chili", la définition militaire du concept de la Sécurité Nationale. Selon Medina, la Sécurité Nationale, c'est : "l'intégration et la coordination de toutes les activités d'une nation afin de pouvoir affronter dans de bonnes conditions les risques d'un conflit, lequel conflit, en cas de défaite, peut signifier la mort de la nation comme entité indépendante (concept de "souveraineté") ou bien la perte de parties importantes de son patrimoine territorial et humain (survivance de l'Etat bourgeois)". (Punto Final, no.189). La Sécurité Nationale ou la "jouissance et l'exercice de la souveraineté" et "l'existence et la survivance de l'Etat bourgeois" devient le système de protection de la bourgeoisie contre l'ascension du pouvoir ouvrier, l'argument pour l'intervention des Forces Armées dans la vie politique d'un pays et l'écran de fumée derrière lequel se cache la bourgeoisie et l'impérialisme pour réprimer le mouvement ouvrier et populaire et reprendre le pouvoir.

Assurer l'existence de l'Etat bourgeois

L'existence du "gouvernement marxiste d'Allende" menaçait sérieusement l'Etat National bourgeois. Ce sont les Forces Armées qui doivent assurer l'existence de l'Etat bourgeois menacé par le Pouvoir Populaire. Les Forces Armées s'interposent comme "médiateur apolitique" pour "remettre l'ordre, la discipline et la hiérarchie au sein du peuple chilien puisque le gouvernement marxiste d'Allende a semé le chaos et la haine parmi les Chiliens et dans les institutions du pays". "Nous ne sommes ni de droite, ni au centre, ni de gauche. Nous ne voulons pas instaurer un régime à la brésilienne ou à la péruvienne. Nous voulons instaurer un régime chilien".

Depuis l'avènement au gouvernement de l'Unité Populaire et spécialement la dernière année de son administration, l'opposition, en l'occurrence la bourgeoisie et ses associations patronales et professionnelles, n'ont cessé d'inciter les militaires à la révolte pour "sauvegarder la souveraineté nationale". Devant les appels incessants de la bourgeoisie à coup d'Etat militaire, l'Unité Populaire s'est penchée de plus en plus dangereusement vers le "dialogue".

Cet appel à prendre en main la destinée d'un pays qui s'orientait "imprudemment vers la libération des travailleurs et vers la création du Pouvoir Populaire, s'est fait au nom de la Constitution (le Parlement avait déclaré inconstitutionnel le gouvernement de l'Unité Populaire) et du "projet national". Selon les protagonistes du coup d'Etat militaire, s'il est vrai que les militaires doivent respect et obéissance à la Constitution et aux Lois auxquelles ils ont juré fidélité (c'est-à-dire au président qui est nominalement le Général en chef des Forces Armées), "il arrive, à un moment donné de l'histoire de la vie d'une nation, que la Constitution et les lois ne soient pas en accord avec le projet national" et de ce fait "le devoir militaire est d'obéir avant tout au projet national". Le projet national brandi devient le fer de lance pour décapiter le mouvement ouvrier et pour "remettre l'ordre, la discipline et la hiérarchie au sein du peuple chilien et des institutions du pays". Oscar Bonilla a d'ailleurs déclaré "qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat militaire mais bien d'un coup d'Etat National que demandait depuis longtemps la grande majorité des Chiliens" (c'est-à-dire la grande majorité des bourgeois chiliens).

La nouvelle idéologie militaire L'intervention militaire au Chili, en dépit de la "tradition démocratique" de la bourgeoisie du pays et de ses Forces Armées, correspond à la "nouvelle idéologie militaire". Cette "idéologie" qui prend place dans la vie politique de tous les pays d'Amérique

Latine, affirme que le militaire n'est plus spécifiquement et exclusivement lié aux intérêts de la bourgeoisie mais plutôt profondément lié aux intérêts de la Sécurité Nationale.

"Les militaires exacerbés par l'inefficacité des gouvernements en place et face au chaos économique sont disposés à jouer leur rôle autoritariste et libérateur". Ces paroles prononcées par Nelson Rockefeller en 1969 ressemblent étrangement à celles utilisées par la Junte militaire chilienne dans son premier communiqué, comme d'ailleurs celles de tous ceux qui se sont installés au pouvoir depuis quelques années. Les Forces Armées latino-américaines (et aujourd'hui chiliennes) s'emparaient du pouvoir devant la menace croissante des mouvements populaires (au Pérou, les Forces Armées lient à la Sécurité Nationale le développement économique du pays).

La vague d'indépendance nationale en Amérique Latine, qui a surgi après le triomphe de la Révolution Cubaine, engage une lutte sans merci contre les intérêts américains et contre la bourgeoisie compradore. Evidemment, la bourgeoisie a tenté de se tailler une place dans cette lutte pour dévier les masses laborieuses du contenu révolutionnaire de leur revendication et pour se renégocier une participation accrue dans le flux de l'excédant économique. Mais comme pour toutes les vagues antérieures d'indépendance en Amérique Latine, la bourgeoisie se trouve aujourd'hui plus qu'hier encore devant l'impossibilité historique de récupérer l'élan révolutionnaire du mouvement populaire et ouvrier plus conscient, plus déterminé et plus révolutionnaire. Poussés par la bourgeoisie et activement soutenues par l'impérialisme, les Forces Armées prennent pour la Xème fois la relève des partis bourgeois pour mater le mouvement ouvrier.

Mais le besoin de changer, superficiellement s'entend, les structures pour désamorcer le courant révolutionnaire et pour récupérer le mouvement ouvrier et populaire au nom du besoin pressant d'entreprendre la reconstruction nationale, permet à l'impérialisme "d'éduquer" les militaires dans "cette nouvelle idéologie" et de leur prêter "une mission historique" à accomplir pour freiner tant bien que mal ce volcan en ébullition.

Le "projet national" protégé par la Sécurité Nationale en cas de conflit de classes, met en application et concrétise son action par la "reconstruction nationale" au moyen d'un supposé "pacte social". Pour réaliser leur but, les Forces Armées chiliennes doivent atteindre trois objectifs fondamentaux: "Extirper le cancer marxiste", "nettoyer le pays des étrangers qui ont insufflé et qui insufflent une idéologie étrangère (le marxisme) et qui sont venus au Chili pour assassiner les Chiliens", et "dépolitiser la nation chilienne pour refermer le fossé que l'Unité Populaire a

creusé en divisant la société en droite et en gauche".

Pour les partisans de l'intervention de l'armée sur la scène politique, "la dictature militaire" constituait la seule alternative possible à la "dictature marxiste" qui se préparait. Le "pouvoir militaire" tel que défini dans le concept de Sécurité Nationale est farouchement opposé au Pouvoir Populaire né du "projet marxiste" comme l'appellent les militaires. L'essence même de la doctrine fasciste oppose la "nation" au "marxisme" qui, selon les fascistes, nie l'Etat National au profit de l'Etat International. C'est dans cette opposition et dans la sublimation fasciste de la nation qu'apparaît la nécessité de "l'épuration de la nation et de la race".



Les fusils et le sourire...

Pour "extirper le cancer marxiste", bret pour enlever ce corps étranger, la Junte militaire propose l'élimination de tous les étrangers au Chili. La chasse aux étrangers "propagateurs et instigateurs d'une idéologie étrangère" ouvre la voie à la "chilinisaiton du pays". Tout ce qui est étranger autant au niveau idéologique (!) que physique implique un danger concret contre la chilinisation, selon la Junte. Plus de 14.000 "étrangers indésirables" sont venus au Chili pour "assassiner les Chiliens" et les "enchaîner à une idéologie en complète discordance avec la nature même des Chiliens" et surtout en complet désaccord avec le "projet national" tel que défini par les Forces Armées. Tous ceux qui ont le teint un peu foncé et l'accent différent du Chilien moyen sont considérés comme dangereux et sont arrêtés sur-le-champ pour subir toute la rigueur de la xénophobie et de l'hystérie fascistes. S'ils sont trouvés dans un foyer de résistance, ils sont abattus sur place avant même les Chiliens (tous ceux qui résistent sont fusillés sur-le-champ). Les Boliviens (environ 4.000), les Uruguayens (3.000), et les Brésiliens (1.200) sont ceux contre lesquels la Junte met le plus de "rafinements" dans sa répression.

Détruire les acquis de l'Unité Populaire L'identification de la Junte dans ses communiqués et son rôle comme supposé

Mouvement de Libération Nationale revêt donc une signification spéciale. Car, en somme, les Forces Armées sont le bras armé de la bourgeoisie et les protecteurs de la conception bourgeoise de la Nation. Selon la Junte, il faut récupérer l'idéologie de la libération nationale mais en la dépouillant du marxisme-léninisme. Le vice-amiral Ismael Huerta, ministre des Relations Extérieures, a expliqué à l'Assemblée générale de l'ONU que le nouveau gouvernement du Chili veut contribuer à s'identifier au Tiers-Monde et aux pays non-alignés. Et même si pendant son discours, 69 délégations, en majorité des pays du Tiers-Monde, se sont retirées de la salle de conférence en signe de protestation contre le fascisme, Huerta a poursuivi son discours en déclarant qu'ils continueraient à prendre place dans le mouvement anti-impérialiste et que les militaires s'opposaient à la politique des compagnies multinationales. Dans une conférence de presse donnée après son discours, Huerta a écarté la possibilité de remettre les entreprises nationalisées sous le gouvernement antérieur à leurs propriétaires. Malgré ces belles paroles anti-monopolistiques, l'existence de la bourgeoisie vaut plus que la récupération d'une plus importante partie du flux de l'excédent économique drainé jusqu'exclusivement vers les USA. Entre la menace du mouvement ouvrier et un mécontentement passager sur l'expansion de l'impérialisme, mieux vaut s'accommoder de l'impérialisme, allié sûr et tout-puissant, qui assure de toute façon son existence. La Junte va donc remettre 400 entreprises nationalisées pendant les gouvernements antérieurs (la majorité sont américaines) et s'apprête à remettre le reste des entreprises nationalisées ou en voie de l'être sous le gouvernement de l'Unité Populaire, avec indemnisation. La Junte "s'arroge le droit de reconsidérer voire même laisser à l'Etat les secteurs stratégiques de l'économie" comme le cuivre. La libération nationale et la souveraineté qui ont "obligé" les militaires à agir pour renverser le gouvernement constitutionnel, s'exprime clairement par la remise en place de la dépendance face à la métropole. Pour appliquer dans les faits son "projet de libération nationale", la Junte militaire a déchainé une chasse à l'homme sans précédent dans l'histoire de l'Amérique Latine (le Salvador a vécu quelque chose de semblable en 1934, lorsque, les communistes ayant gagné les élections, un coup d'Etat sanguinaire vint mettre fin à la légalité constitutionnelle). Le général Aquiles Lopez, à la tête d'une délégation sportive chilienne, rendue en Colombie, a déclaré dans une conférence de presse que la Junte ne pouvait pas compter sur l'appui de plus de 20% des Chiliens. La chasse aux sorcières, comparable aux heures les plus sombres de l'Allemagne nazie doit, selon les militaires, "effacer la haine entre les Chiliens et faire en sorte que "tous les



Le général Pinochet, en uniforme de combat; il compte rester à son poste pendant plus de cinq ans, avec l'aide des impérialistes et de toutes les forces réactionnaires.

Chiliens recommencent à fraterniser sans distinction politique"; en d'autres mots, la Junte veut "redonner le sourire aux Chiliens" en touchant chaque Chilien, chaque famille par les massacres, les tortures, les emprisonnements et les décrets économiques anti-populaires.

"Les conquêtes des ouvriers ne seront fondamentalement pas affectées" a communiqué la Junte. Elle assure qu'ils auront "une participation dans la gestion des entreprises pour éviter que cette revendication ne soit la consigne et le prétexte d'une caste de dirigeants pour prendre le pouvoir total". Elle précise par le fait même qu'elle "ne fera pas marche

les salaires comme le gouvernement de l'Unité Populaire l'avait convenu pour le mois d'octobre; elle accorde une augmentation de salaire de 340% pendant que, d'autre part, elle décrète des augmentations de prix astronomiques (combustible: 1.100%; autobus: 300%; viandes, pain, sucre, lait, huiles domestiques, jusqu'à 600% etc...) en avertissant que le peuple chilien devra se serrer la ceinture pour "réparer les pots cassés"; elle décrète la semaine de 48 heures et l'obligation de travailler 4 heures sans rémunération le samedi matin; elle donne l'ordre de remettre presque toutes les entreprises nationalisées ou en voie de l'être sous le gouvernement de l'Unité Populaire; elle entreprend des négociations avec Anaconda et Kennecott pour mieux "sauvegarder la souveraineté nationale"; elle défait la collectivisation des terres agricoles et remet les titres individuels aux "paysans", c'est-à-dire aux anciens propriétaires; pour dépolitiser le pays, elle retire et brûle tous les livres scolaires qui peuvent avoir une influence idéologique et toute la littérature de gauche; elle annule les diplômes des gradués des Universités de Concepcion et de l'Université Catholique de Santiago parce que beaucoup d'étudiants appuyaient l'Unité Populaire.

Plus de 100.000 détenus et 25.000 morts et l'état de Siège décrété pour au moins un an, voilà la méthode pour "remettre en ordre le pays et rétablir la justice et la hiérarchie au sein d'un pays rongé par le cancer marxiste".

Le général Leigh des Forces de l'Air, explique que "les restrictions et la censure sont le prix que doivent payer les Chiliens pour avoir goûté à un autre type de liberté". "Nous sommes anti-sectaires et anti-revanchistes, mais nous n'acceptons pas la critique et la propagande politique aux mains des citoyens." Pour dépolitiser le Chili et entourer d'un vide le pouvoir politique bourgeois, il faut effacer du cerveau des Chiliens tout ce qui se rapporte à la politique, enlever tout contenu politique aux revendications des travailleurs et pour mieux préciser, la Junte décrète que la grève est un motif de congédiement et d'emprisonnement. En somme, il faut rayer la classe ouvrière de la vie politique pour éviter le danger de la dictature du prolétariat et retourner artificiellement au moment où le prolétariat n'a pas sa conscience de classe propre et se trouve dans l'impossibilité d'entreprendre jusqu'au bout la lutte des classes.

Dans la conception bourgeoise du pouvoir, la majorité n'a pas droit de cité. La minorité bourgeoise, seule capable d'exploiter rationnellement la force de travail et d'accumuler la plus-value, fondements de la société capitaliste, doit assurer sa domination sur la société. Dans ce processus de vide politique, la Junte a proscrit tous les partis de l'Unité Populaire et toutes les organisations de

gauche ou marxistes: la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) est mise hors-la-loi. En plus, le 22 septembre, la Junte suspend pour un temps indéfini les activités de tous les partis politiques et du même coup toute propagande ou critique contre le régime est interdite; et finalement, la Junte annonce la rédaction d'une nouvelle Constitution corporatiste "qui ne permettra plus l'émergence d'un gouvernement de gauche".

Uncle Sam strikes again

Les spécialistes américains du coup d'Etat

Les USA n'ont pas caché leur soulagement à l'annonce du renversement de l'Unité Populaire. La NACLA, une organisation américaine qui étudie la pénétration et la domination américaine en Amérique Latine, a rendu public un article qui révèle l'existence "d'une équipe d'experts en coup d'Etat" de la CIA au Chili. L'équipe formée par 40 membres de la CIA, entre autres par Arnold M. Isaacs, James E. Anderson, Deane Hinton, Frederick Latrash, John B. Tipton, Raymond A. Warren, Daniel N. Arzac, Keith W. Wheelock, a été créée durant la campagne présidentielle d'Allende en 1970. Nathaniel Davies, ambassadeur des USA au moment du coup d'Etat, fait également partie de l'équipe. Nathaniel Davies fut membre du personnel de l'Office des services stratégiques (OSS), qui a précédé la CIA. Il est réputé pour être un expert en questions d'anti-communisme. (Il vient d'être nommé directeur général du Service extérieur des USA en remerciement pour ses bons services rendus au Chili). Cette équipe n'est qu'une des nombreuses qui ont oeuvré dans tout le continent à chaque fois que les intérêts impérialistes s'affrontaient à une situation explosive. Le Guatemala en 1954, le Brésil en 1964, la Bolivie en 1971, l'Uruguay et le Chili en 1973 ne sont quelques exemples de l'intervention yankee dans les affaires internes des Etats latino-américains.

Nathaniel Davies a aussi travaillé au Guatemala entre 1968 et 1971 avec Deane Hinton (1968-69) durant la campagne de "pacification" au cours de laquelle furent assassinées 20.000 personnes. Hinton fut transféré en 1969 au Chili et la même année il revient à Washington où il devient assistant directeur du Conseil sur la politique économique internationale (CPEI). Le CPEI avait pour mission stratégique d'étrangler économiquement le gouvernement de l'Unité Populaire. Harry Shlaudeman, chef-adjoint de la mission américaine de l'ambassade yankee au Chili, était à Saint-Domingue en 1965 lors de l'invasion américaine. Keith Wheelock, à l'ambassade yankee au Chili durant la campagne de 1970, était apparemment le contact avec le groupe fasciste chilien Patria y Libertad. (Patria



y Libertad a été mis sur pied, entre le 4 septembre, jour des élections et le 4 novembre 1970, jour de la prise du pouvoir par Allende; Patria y Libertad avait pour mission de terroriser la population et d'influencer le Parlement qui devait ratifier la nomination d'Allende au poste de président. L'enlèvement du général en chef des Forces Armées, le général Schneider, avait donc pour but d'empêcher l'ascension au pouvoir de Salvador Allende. Le refus de Schneider de participer au complot contre le président élu Allende, et plus tard, sa résistance consciente contre le nouveau complot, entraîna son assassinat et consacra l'entrée en scène du groupe fasciste).

Quelques jours après le coup d'Etat, les USA ne se sont pas gênés pour avouer qu'ils connaissaient d'avance la date du coup d'Etat, mais, comme plusieurs dates (à savoir, le 8, le 9 et le 11 septembre) leur avaient été communiquées, "ils n'avaient pas accordé plus d'importance à ces rumeurs"...Le 4 septembre, Nathaniel Davies s'envolait vers les USA pour revenir le 9 septembre. La dernière phase du plan CENTAURO, préparé depuis deux ans par la CIA, était commencée bien qu'il soit tombé entre les mains du

gouvernement populaire deux jours avant le 11 septembre.

Les dollars américains pour le coup d'Etat

Pendant que l'impérialisme essayait par tous les moyens d'étrangler le gouvernement de Salvador Allende et de semer le chaos, pendant qu'il lui refusait toute aide financière et intervenait personnellement au niveau des organisations financières internationales, l'impérialisme yankee maintenait de très bonnes relations avec les Forces Armées chiliennes. Dans la seule année 1973 les USA ont financé l'équipement militaire à raison de \$12.5 millions et l'entraînement des officiers à raison de \$950.000. Pour 1974, présumant sans aucun doute le renversement du gouvernement populaire et l'établissement d'une Junte militaire, les USA avaient prévu \$1 millions pour financer l'entraînement des officiers, c'est-à-dire un des plus hauts subsides à cet effet dans le monde.

Quelques semaines avant le coup d'Etat, les USA accordaient des crédits pour l'achat de nouvelles armes. Ce nouvel armement comprenait des chars d'assaut



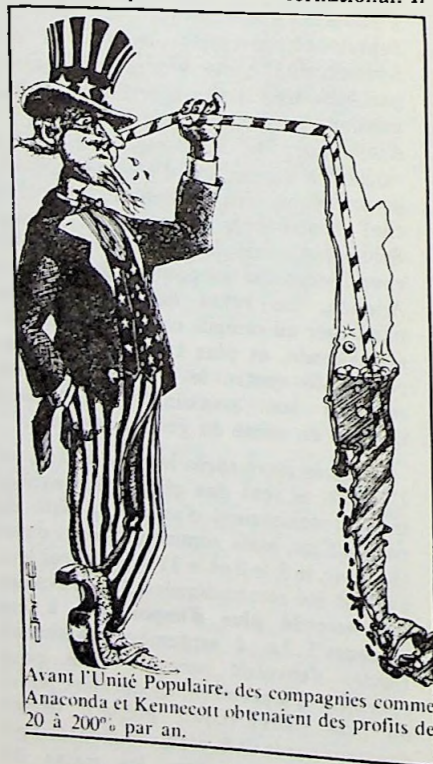
Avant et après le coup, les dollars américains financent la junte.

et des fusées air-sol ultra-modernes. Ces fusées hautement perfectionnées sont téléguidées par télévision comme celles utilisées lors des bombardements des digues et des hôpitaux au Vietnam du Nord. Trois ou quatre jours avant le coup d'Etat, les Forces Armées chiliennes demandaient aux USA de précipiter l'envoi de ces armes. Le 11 septembre au matin, le palais de la Moneda était bombardé avec ces mêmes fusées.

Gladys Marin, député et dirigeante du Parti Communiste a dénoncé l'utilisation de ces fusées lors du bombardement du palais et même laissé entrevoir la possibilité que ce soient des Américains qui aient piloté les Thunderbirds qui ont servi le 11 septembre au matin. Cette possibilité s'explique par le fait que le 7 septembre, 32 avions américains atterrisaient à Mendoza, ville argentine à la frontière du Chili, et que seulement 15 sont retournés aux USA 6 jours après, les 17 autres ayant "disparu". De plus, l'équipe d'acrobatie des Thunderbirds était stationnée à Santiago le jour du coup d'Etat. Pas une seule fusée n'a raté son but et toutes ont atteint spécifiquement l'aile où étaient installés les bureaux du président et du ministre de l'Intérieur. D'autre part, le Pentagone avait ordonné que trois destroyers et un sous-marin de la Marine des USA se rendent dans les ports du Chili le 11 au matin. Les bateaux de guerre participant aux manœuvres d'UNITAS ont servi de station-relais pour les communications de la Junte. Au début du mois d'octobre, 35 agents spéciaux américains, spécialistes dans la contre-insurrection et préparés par la US ARMY, arrivaient au Chili, en faisant une escale à l'aéroport de Ezeiza en Argentine, pour s'embarquer dans des avions des Forces Armées chiliennes et le 14 septembre, deux avions des Forces Armées chiliennes allaient chercher du personnel militaire américain dans une base de la Zone du Canal de Panama.

La "reconnaissance" de la Junte par les USA

Nonobstant, les USA ne reconnaîtront pas tout de suite le nouveau gouvernement. Dissinger a expliqué que les USA n'ont pas voulu attiser l'opinion publique mondiale comme en 1964 pour le coup d'Etat au Brésil. A l'époque, les USA avaient même reconnu quelques heures avant que le coup d'Etat ait lieu, le nouveau gouvernement fasciste qui avait renversé le gouvernement progressiste de Joa Goulart. De plus, la tradition démocratique bourgeoise du Chili, le processus chilien de "la voie pacifique vers le socialisme", la grande politisation des travailleurs chiliens faisaient du Chili, depuis l'ascension au pouvoir de Salvador Allende, un point de mire international. Il



Avant l'Unité Populaire, des compagnies comme Anaconda et Kennecott obtenaient des profits de 20 à 200% par an.

semblait important pour les USA de ne pas apparaître tout de suite compromis dans le complot pour le renversement de l'Unité Populaire. Mais, son intervention connue dès le début du gouvernement de l'Unité Populaire, sa politique d'étranglement économique, ses subsides aux grèves patronales, aux journaux (au moins \$400,000 ont été donnés aux journaux d'opposition de droite), ses "services" rendus durant le coup d'Etat aux putschistes, etc., n'ont pu être comoullés par un "gros silence" de 11 jours. C'est donc 11 jours après le coup d'Etat militaire que les USA reconnaissent le nouveau gouvernement. Avec la reconnaissance officielle des USA viennent les crédits, dont un premier de \$24 millions pour l'achat de 120,000 tonnes de blé, et toute l'assistance militaire nécessaire pour la survivance de la Junte. Certains produits qui avaient disparu sous le gouvernement de Salvador Allende et qui alimentaient les gros bonnets du marché noir, réapparaissent maintenant dans les grands magasins comme par magie. Mais il va de soi que seule la classe bourgeoise peut se payer le luxe d'un ravitaillement complet, y compris les produits qui sont réapparus dans les magasins pour la première fois depuis 1971. Comme auparavant, il y a plein de choses dans les vitrines mais peu d'acheteurs.

Les USA demandent à la Junte d'envoyer des émissaires plutôt que de s'adresser à l'ambassade pendant un certain temps afin d'éviter de mettre en évidence la participation et l'aide américaines aux militaires. Le 16 septembre, deux émissaires de la Junte partaient vers les USA pour accélérer les démarches de reconnaissance et d'assistance économique. Depuis, un va-et-vient continué entre les USA et le Chili s'est établi. Le chaos économique, politique et social créé par le coup d'Etat nécessite les bons soins de la métropole. A ce moment, les USA font savoir aux émissaires qu'il existe un "sentiment de gêne" dans les milieux officiels des USA. On leur demande alors de s'efforcer de donner un visage "un peu plus démocratique" au Chili pour éviter de donner prise aux protestations mondiales. Mais les USA leur réitérent leur confiance inébranlable dans leur "projet de libération nationale" même si la réaction traditionnelle de la bourgeoisie latino-américaine.

Pour "assurer la survivance du nouveau gouvernement du Chili", le BID qui avait congelé et refusé les demandes répétées de subsides du gouvernement de l'Unité Populaire, s'appête à allouer un prêt de 75 millions de dollars à la Junte. La France de son côté a accordé un crédit de \$50 millions à la Junte pour l'achat de véhicules militaires de tout type pour compenser le retrait des crédits des pays scandinaves, qui ont protesté contre le coup d'Etat et le fascisme au Chili.

La reconstruction Nationale

Qui appuie la Junte

L'organisation fasciste "Patria y Libertad" s'est sabordée pour permettre à la Junte d'agir en toute liberté et parce que les objectifs de la Junte correspondent en tous points avec ceux de cette organisation paramilitaire d'extrême-droite. Roberto Thieme, dirigeant de Patria y Libertad, s'est vu retirer les charges qui pesaient contre lui. Arrêté quelques semaines avant le coup d'Etat, la Junte s'est empressée de le libérer quelques heures à peine après son arrivée au pouvoir. Dans une conférence de presse, le groupe fasciste a exprimé sa confiance absolue dans les Forces Armées ainsi que la convergence des objectifs. L'organisation a quand même fait remarquer qu'il serait plus prudent pour la Junte de préciser clairement son idéologie plutôt que de tergiverser dans un "ni à droite, ni au centre, ni à gauche". Elle a précisé que l'idéologie permet d'agir avec conséquence. Cette mise en garde amicale n'a pas empêché le groupe d'être à la tête d'une association paramilitaire chargée par la Junte de la répression et des tortures dans les casernes militaires et des exécutions sommaires à travers tout le Chili.

Les dirigeants du parti National, adversaires farouches de l'Unité Populaire depuis son ascension au pouvoir, réunis au siège social du parti, trois jours après le coup d'Etat, ont commenté dans une atmosphère d'indescriptible euphorie la mission des Forces Armées. Les Forces Armées venaient de "libérer le pays du joug marxiste" qu'ils dénonçaient depuis toujours. Tous les arguments utilisés par la Junte pour justifier son intervention étaient repris par les dirigeants du parti National. Ils demandaient à la Junte en plus de proscrire les partis marxistes de suspendre indéfiniment les autres partis politiques "afin de mener à bien la reconstruction nationale, de dépolitiser les Chiliens et de les éloigner de la vie politique".

Le parti Démocrate-Chrétien, le parti du dialogue avec l'Unité Populaire, a manifesté son accord absolu avec la Junte. Patricio Aylwin, président du parti, a fait un appel à tous les Chiliens pour qu'ils "coopèrent à tous les niveaux et dans tous les secteurs avec les Forces Armées, qui viennent de libérer le pays du joug marxiste, pour la reconstruction nationale". Aylwin explique que son parti est un parti de gauche mais non marxiste-léniniste et que pour autant son parti était en accord avec beaucoup de réformes entreprises par l'Unité Populaire, sauf que la ligne marxiste de l'ancien gouvernement a semé le chaos et l'anarchie au sein



Jeunes membres de Patria y Libertad, avant le coup d'Etat; ils ont participé à de très nombreuses opérations de sabotage pendant les derniers mois de l'Unité Populaire.

du peuple chilien. "Le coup d'Etat était nécessaire pour rétablir l'ordre au Chili".

Le président de la Démocratie-Chrétienne rajoute que les militaires devront rester au moins deux ans au pouvoir pour réaliser la reconstruction nationale. Aylwin dit "qu'il est urgent et nécessaire de rédiger une nouvelle constitution du style de la constitution française mais adaptée au contexte chilien". Cette constitution devra limiter les pouvoirs du président et en donner plus au Parlement. Mais Aylwin refuse le droit aux Forces Armées de rédiger cette nouvelle constitution vu le caractère temporaire de leur autorité politique. Il se permet de critiquer la proscription des partis et organisations marxistes car selon lui "les idées ne se combattent pas par décret mais par les idées". Il nie les assassinats massifs et mentionne au contraire le "plan d'assassinats massifs des dirigeants de l'opposition que l'extrême-gauche avait élaboré pour le jour de l'indépendance nationale".

L'Eglise catholique, par la voix de son archevêque de Santiago, le cardinal Raul Silva Henríquez, fidèle à sa tradition capitaliste bougeoise, fait une déclaration d'appui aux militaires. Après une rencontre avec les membres de la Junte et après leur avoir chanté une messe, le cardinal "réitère sa confiance dans les Forces Armées parce que l'Eglise croit dans le courage et le patriotisme des militaires pour mener le Chili sur le chemin de la légalité" et souhaite "qu'enfin tous les Chiliens redeviennent frères et se tendent la main". Elle demande malgré

tout "de la modération face au vaincus" car dit-elle "ce sont des idéalistes sincères". L'archevêque dit s'inquiéter des "fausses nouvelles" qui sont arrivées jusqu'au Saint-Père (qui a déploré les récents événements au Chili) Le cardinal Raul Silva Henríquez explique que le Saint-Père a une vision erronée de ce qui se passe au Chili parce qu'il a reçu les informations par des voies non officielles, c'est-à-dire par des prêtres qui ont été expulsés ou qui ont fui le Chili. Le cardinal Henríquez affirme à la Junte qu'il se charge d'informer le Saint-Père sur la situation réelle du Chili et de la "grande mission" qu'ont entreprise les Forces Armées de "manière désintéressée" pour la reconstruction nationale. Pour ce faire, le cardinal archevêque de Santiago a entrepris une tournée à travers les USA, le Canada et l'Europe pour éclairer les gens sur la situation du Chili. Cette tournée s'est terminée par une entrevue avec le Saint-Père.

Le syndicat des camions, par l'entremise de son président Léon Villarin, la Confédération Unique des Professionnels du Chili (CUPROCH), présidée par Juan Bazan et la Confédération des Travailleurs des Transports Terrestres par la voix de son président Juan Salas accordent tous leur appui à la Junte et annoncent une tournée aux USA, au Canada et en Europe "pour faire connaître la véritable situation au Chili sous le gouvernement de l'Unité Populaire, la nécessité du coup d'Etat, le chaos dans lequel le marxisme a plongé le pays et le vrai visage du Chili sous le régime militaire", c'est-à-dire sur ce qui se



Le Parti démocrate-chrétien s'est prononcé en faveur de la junte, tout comme il s'était prononcé en faveur de la grève des propriétaires de camions. C'est surtout le secteur majoritaire du PDC, dirigé par l'ex-président Frei, qui a favorisé le putsch.

Le Parti démocrate-chrétien s'est prononcé en faveur de la junte, tout comme il s'était prononcé en faveur de la grève des propriétaires de camions. C'est surtout le secteur majoritaire du PDC, dirigé par l'ex-président Frei, qui a favorisé le putsch.

El Mercurio, journal exprimant l'opinion de l'aile extrémiste de droite au sein de la Démocratie-Chrétienne, a préparé une édition spéciale destinée à l'étranger pour faire connaître la "vérité" sur la situation actuelle au Chili et pour donner en détails

le supposé plan de "l'extrême-gauche" pour décapiter l'opposition au Chili.

Dans cette "grande oeuvre de reconstruction nationale", les militaires ont pu compter sur l'aide des forces fascistes internationales. Mise à part l'aide financière et militaire yankee, les bateaux de la US Navy ainsi que ceux de la Marine de guerre du Brésil et de l'Uruguay qui naviguaient au large des côtes chiliennes ont fournis à la Junte chilienne des vivres et du matériel militaire au cours des premiers jours de rébellion fasciste. Le Brésil, l'Uruguay, le Guatemala et le Paraguay ont été les premiers à reconnaître la Junte chilienne. A cet égard, la Junte a déploré les mauvaises relations que le gouvernement de l'Unité

Populaire entretenaient avec le Brésil, grand gagnant dans le renversement politique du Chili, et avec la Bolivie. Le bloc fasciste de l'Amérique Latine avec leur maître yankee ont de plus systématiquement ravitaillé en plasma sanguin les Forces Armées chiliennes. Le Collège des médecins du Venezuela avait commencé une campagne internationale contre l'abus subis par des infirmières de certains hôpitaux dont celui de San Juan de Dios à Santiago pour avoir refusé de retirer du sang aux prisonniers civils blessés.

Le Brésil et l'Uruguay ont également collaboré concrètement par l'envoi d'effectifs des services secrets de leur pays pour aider la Junte dans l'emploi des tortures et pour permettre d'identifier les militants révolutionnaires brésiliens et uruguayens. La Bolivie, qui avait posté des troupes le long des frontières du Chili, a entraîné 400 membres de l'organisation fasciste Patria y Libertad dans la province de Santa Cruz. Cet entraînement militaire a été fourni conjointement avec le Brésil qui a les pieds bien placés pour empêcher le va-et-vient entre les deux frontières. Péron, pour sa part, a envoyé deux jours avant son élection, des souhaits de réussite à la Junte dans son projet de reconstruction nationale. L'Argentine fournit aussi l'aide de son Aviation pour la recherche des commandos qui traversent les frontières régulièrement pour des attaques-surprise en territoire chilien. De plus, 42 exilés qui avaient réussi à s'échapper du Chili en traversant les frontières ont été remis à la Junte; 15 d'entre eux ont été fusillés aussitôt passée la frontière.



Le quotidien El Mercurio a été un des trois premiers quotidiens autorisés par la junte et à en devenir un porte-parole quasi officiel.

Révisionnisme et contre-révolution au Chili

Cet article de Stephen Torgoff a été publié dans l'hebdomadaire Guardian, de New York, le 26 septembre 1973.

Malgré la force actuelle de l'impérialisme américain et de ses alliés fascistes, les ouvriers et les paysans chiliens répliquent coup pour coup afin de libérer le pays. L'intervention américain au Chili vient de la même source que celle qui a été employée pour détruire des mouvements anti-impérialistes au Cambodge, en Bolivie, en République Dominicaine, en Indonésie, au Congo, au Guatemala et en Iran. Mais en montrant qu'ils devaient avoir recours à la terreur systématique, les impérialistes n'ont qu'encouragé la lutte contre eux-mêmes.

Tous les progressistes du monde expriment leur solidarité avec la juste lutte du peuple chilien. Comme le Vietnam l'a démontré, la lutte armée du peuple peut balayer n'importe lequel oppresseur, quelle que soit sa puissance.

Mais des milliers de Chiliens sont morts dans un combat particulièrement inégal et pour lequel ils n'étaient pas préparés. Ceux qui refusent de reconnaître les erreurs commises au Chili font en sorte que les mêmes défaites soient subies par d'autres.

La leçon à tirer du Chili, c'est que sans une direction juste, un prolétariat qui avait démontré son esprit combattif, sa détermination et sa force pendant des années de lutte n'a pas été capable de consolider ou même de protéger ses acquis. En réalité, une direction incorrecte l'a retenu, l'a divisé de ses alliés et a assuré la victoire de ses ennemis.

Les partis "communistes" révisionnistes ont soutenu la "voie chilienne vers le socialisme" comme étant le modèle de leur stratégie. Le Chili a démontré le résultat de cette stratégie.

Les révisionnistes ont réussi à influencer des millions de Chiliens, y compris une grande partie de la classe ouvrière, parce qu'ils ont pris la terminologie marxiste-léniniste et ont prétendu représenter la tradition révolutionnaire des ouvriers. Mais ils ont consciemment violé ce que Lénine lui-même a appelé la règle principale de la révolution: "Le prolétariat ne peut pas remporter de victoire sans gagner la majorité de la population de son bord. Mais limiter ce gain à une majorité de votes dans une élection selon la légalité bourgeoise, ou en faire une condition, est une grossière bêtise ou de la pure déception pour la classe ouvrière".

Le gouvernement d'Allende était une

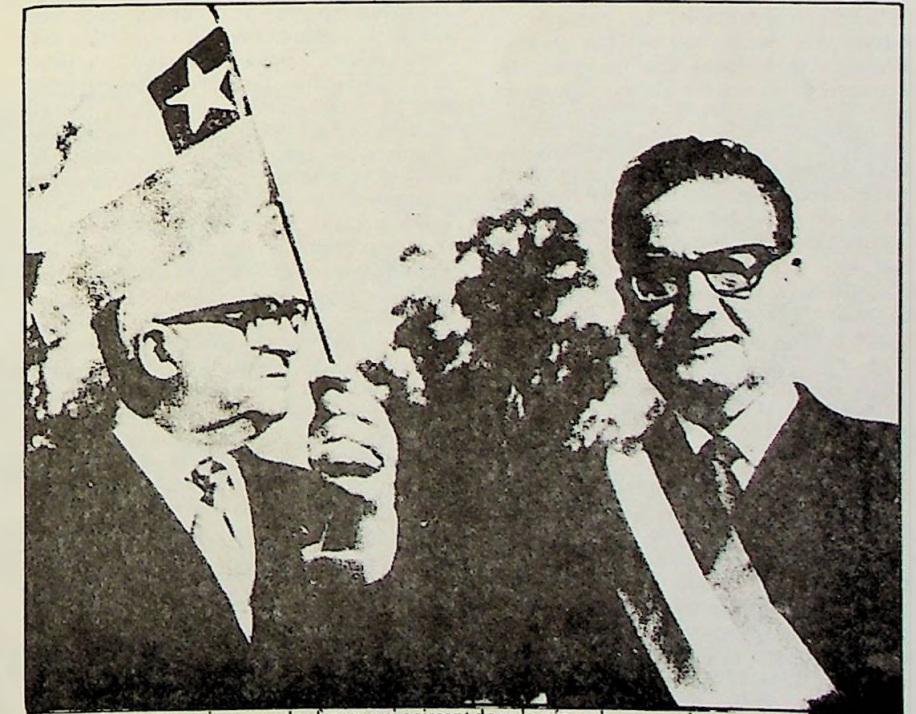
coalition de diverses forces qui dès le début a été dominé par le Parti Communiste. Ce parti se moquait du marxisme qu'il prétendait représenter et enseignait que le droit de vote avait modifié les lois de l'histoire—que les ouvriers et paysans chiliens pouvaient chasser leurs exploiters du pouvoir par le scrutin et ensuite s'asseoir.

La très grande majorité des ouvriers et des paysans était pour le gouvernement d'Unité Populaire. Ses réformes pendant trois ans ont amélioré les conditions de vie de presque tous les Chiliens. Le chômage a disparu, les salaires ont augmenté de 30%, beaucoup de paysans ont reçu des terres, et pour la première fois les travailleurs ont pu goûter aux droits démocratiques que les riches ont toujours connus.

Cependant, le 11 septembre, ces réformes ont été annulées par les impérialistes et leurs alliés qui ont infligé un dur coup aux forces populaires pour tout ce qu'elles avaient gagné.

POURQUOI L'ELECTION D'ALLENDE

Ce n'est pas parce qu'elle le désirait que la classe dirigeante chilienne a permis à Allende d'accéder au pouvoir. C'est la



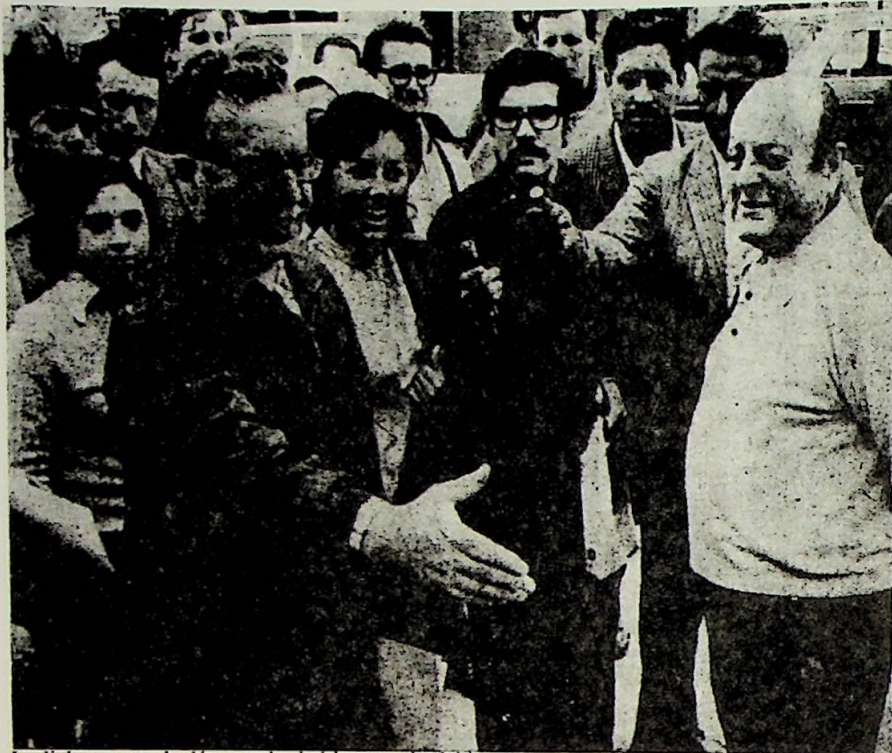
"Nous sommes aux prises avec des forces qui agissent dans la pénombre, sans drapeau, munies d'armes puissantes." Allende à l'ONU, 4 décembre 1972

lutte du peuple qui a arraché cette concession. L'élection d'Allende, en 1970, était une conséquence de la lutte révolutionnaire des masses pendant dix ans dans les usines, dans les champs et dans les rues, une lutte qui s'intensifiait de jour en jour et qui menaçait de mettre un terme à la capacité de la bourgeoisie à continuer de gouverner à sa manière.

Le mouvement révolutionnaire a provoqué une première division au sein de la classe dirigeante chilienne—les monopolistes, grands propriétaires fonciers et bureaucrates, tous bien liés aux intérêts américains—Pour les propriétaires fonciers et certains petits industriels, le fascisme s'imposait immédiatement. Mais pour les monopolistes "libéraux", il valait mieux céder un peu pour sauver le tout. Les "libéraux" espéraient qu'en permettant l'accession d'Allende au pouvoir ils pouvaient sauver la démocratie bourgeoise de la révolution prolétarienne par le biais de partis qui avaient de l'influence dans la classe ouvrière.

Malgré qu'Allende était le président, les propriétaires fonciers et les monopolistes gardaient leur mainmise sur la structure de l'Etat, la constitution qu'ils avaient eux-mêmes établie pour exploiter le peuple, le système judiciaire et les prisons, l'administration bureaucratique et surtout les mêmes forces armées et policières qu'ils avaient créées pour protéger leur hégémonie.

La victoire de l'UP représentait un grand pas en avant pour les ouvriers et paysans mais elle posait un problème. Est-ce que les partis qui prétendaient représenter les intérêts de la classe ouvrière utiliseraient la victoire démocratique de l'UP pour élargir et approfondir le



Le dialogue avec la démocratie chrétienne a vite été interrompu; les "libéraux" du pdc ont préféré se tourner vers les militaires.

mouvement de masse, pour libérer l'énergie et l'initiative sans borne des ouvriers et des paysans, pour créer de nouvelles formes de pouvoir populaire et préparer les masses à bâtir une dictature démocratique des ouvriers et des paysans? Ou est-ce que la victoire d'Allende servirait à propager le mythe que quelques bons gars au pouvoir peuvent transformer l'histoire?

Qu'est-ce que le PC "enseignait" aux travailleurs? C'est que la victoire d'Allende représentait "un passage du pouvoir des mains des anciens groupes dirigeants aux mains des ouvriers, des paysans et des autres secteurs progressistes".

Qu'est-ce que le PC définissait comme tâche principale de la classe ouvrière, maintenant qu'Allende était au pouvoir? "La tâche essentielle du mouvement", déclarait le comité central du PC en 1970, "est de gagner la bataille de la production". Jusqu'au matin où les tanks entouraierent Santiago, le PC incitait le peuple à "appuyer les militaires progressistes" et à "s'unir pour la constitution et contre la guerre civile"—quand il était très clair que la constitution n'était qu'un torchon pour ceux qui préparaient la guerre civile.

Mail il y avait un arrière-fond théorique au travail du PC. Il disait que la contradiction principale au Chili se situait entre tout le peuple chilien et l'impérialisme, malgré le fait que les impérialistes n'avaient pas de contrôle direct sur le Chili et comptaient sur leurs alliés chiliens pour sauvegarder leurs intérêts. Cela veut dire que l'objet de la lutte pour les ouvriers et les paysans était de s'unir avec la bourgeoisie "libérale" pour protéger la

fondé sur le pouvoir des ouvriers et des paysans.

La bourgeoisie "libérale", courtisée avec ferveur par le PC pendant des années de "dialogue" et de "pactes" pour obtenir une "trêve", n'était pas une bourgeoisie nationale qu'un mouvement révolutionnaire fort pouvait séparer du camp de l'impérialisme. Les "libéraux", le Parti Démocrate-chrétien, étaient en effet sous l'influence de quelques monopoles complètement contrôlés par le capital américain.

LES PIEGES DE LA "TRANSITION PACIFIQUE"

Malgré leurs belles paroles sur "l'unité nationale" et "la transition pacifique", les révisionnistes ont bloqué le développement d'un véritable front uni anti-impérialiste et ont envoyé les couches intermédiaires dans les bras de la grande bourgeoisie. A cause de l'opposition du PC à une réforme agraire complète, une grande partie de la paysannerie n'a pas été mobilisée.

Les capitaux américains ont plus pénétré le Chili que d'autres pays voisins, comme l'Argentine, qui a été capable de se distancier un peu de l'impérialisme sous la direction d'une bourgeoisie nationale. Au Chili, cependant, l'énorme pouvoir des impérialistes et de leurs monopoles compradores au Chili, engendrait une crise économique constante qui frappait non seulement les ouvriers et les paysans mais acculait aussi contre le mur la petite-bourgeoisie. Cette petite-bourgeoisie se trouvait face à une situation impossible: la combinaison de l'inflation du crédit restreint et d'une économie stagnante éliminait ses épargnes et ses possibilités. Vers la fin des années 1950, une partie de cette couche a commencé à s'intégrer au PC qui sortait d'une longue période de clandestinité. Les faiblesses idéologiques du parti et sa composition petite-bourgeoise et aristocrate-syndicale formaient un mariage parfait. Malgré son appui dans la classe ouvrière après une longue histoire de lutte, le PC chilien est devenu un parti mené par la petite-bourgeoisie "radicalisée" et guidée par ses intérêts de classe.

La description de Lénine des origines de classe du révisionnisme ressemble étrangement à la liste des cadres du PC chilien. "Cadres des syndicats légaux, parlementaires et autres intellectuels qui se créent aisément et tranquillement des positions dans le mouvement de masse, certains groupes des ouvriers les mieux payés, des employés de bureau, etc." Dans la perspective de ces classes, dit-il, "se trouve les racines les plus profondes de leur indécision, leurs hésitations, leurs efforts vains et incessants de verser du vin nouveau dans les vieilles bouteilles du vieil appareil bureaucratique de l'état." L'essence de ce révisionnisme était, selon Lénine, "le manque de confiance dans les masses, la peur de leur indépendance, l'agitation devant leur énergie révolutionnaire au lieu d'un appui complet et sans réserve."

Au Chili, comme ailleurs, la ligne révisionniste s'est distinguée par une tentative de limiter la classe ouvrière aux activités syndicales et de lier le mouvement ouvrier à une direction bourgeoise. Comme le mouvement de masse haussait le niveau de ses revendications, le PC l'a divisé en faisant reculer des masses d'ouvriers et en les séparant des groupes d'avant-garde. Les révisionnistes ont fait de leur mieux pour reconcilier le prolétariat à l'état bourgeois et pour éviter une scission ouverte avec la bourgeoisie compradore.

Mais poussé par ses conditions de vie, la classe ouvrière a commencé à s'éloigner de ces pratiques. Les occupations d'usines ont commencé sur une petite échelle, tout de suite après la victoire d'Allende. Pendant que l'UP vacillait devant les provocations de la bourgeoisie, des centaines de milliers d'ouvriers s'opposaient à la direction révisionniste, occupaient leurs usines pour la gérer eux-mêmes. Dans les derniers mois, les ouvriers ont commencé à établir des conseils régionaux dans les cordons industriels autour de Santiago. Ces nouvelles formes d'organisation, même sans jamais avoir été consolidées, représentaient un progrès important pour la conscience et l'organisation de classe, en unifiant des centaines d'ouvriers en lutte. Le PC a tenté de repousser ce développement, d'abord en s'opposant à toute déviation "ultra-gauchiste" qui visait "l'établissement d'un pouvoir parallèle au gouvernement populaire." Ensuite, quand cela fut rejeté par la base du PC, les révisionnistes ont essayé de saboter de l'intérieur les conseils régionaux d'entreprises en les liant le mieux possible au mouvement syndical et à sa direction. Chaque

tentative de la classe ouvrière de s'organiser et de s'occuper de l'ensemble de la société et de l'état était attaquée par les révisionnistes qui disaient que le fait même de soulever le problème de pouvoir de l'état était une attaque contre Allende.

Dans une dernière tentative de sauver la constitution, le gouvernement de l'UP—sous insistance du PC— a permis le passage d'une loi sur le contrôle des armes à feu qui avait comme effet d'empêcher la possession d'armes par des particuliers. Pendant les deux mois précédant le coup d'état, l'armée, la marine, l'aviation et les carabiniers, s'appuyant sur cette loi et sur la liberté complète que le gouvernement leur accordait ont effectué des descentes et des perquisitions dans les usines, sur les fermes occupées par les paysans, dans les bureaux des syndicats et dans les maisons d'ouvriers. Il s'agissait de manoeuvres qui leur avaient été enseignées par leurs "conseillers" américains, utilisant à la fois hélicoptères et soldats à pied pour entourer leurs proies, saisissant non seulement des armes à feu mais aussi des couteaux, des gros outils et n'importe quoi qui pouvait servir d'arme.

Le mot d'ordre du PC pendant ce temps était de "se rallier autour des forces armées patriotiques" et il condamnait les "extrémistes" qui avaient pris le risque de "provoquer" les militaires. Cependant, beaucoup d'ouvriers n'écoutaient plus.

Voyons cette citation du New York Times: "Il y a trois semaines, des analystes diplomatiques et militaires américains ont prédit un coup militaire imminent à cause de la tension accrue dans les forces armées au sujet de la multiplication des groupes d'ouvriers armés autour de Santiago. Dans la proclamation de la Junte militaire

qui a pris le pouvoir aujourd'hui, ces groupes sont identifiés comme la cause de la révolte."

Aussi longtemps que les révisionnistes étaient au pouvoir, aussi longtemps que la classe ouvrière agissait selon les règles du jeu de la bourgeoisie, le jeu se poursuivait. Mais lorsque les ouvriers ont commencé à s'opposer aux dirigeants révisionnistes, les impérialistes et leurs alliés ont envoyé l'armée pour mettre fin au gouvernement. La bourgeoisie "libérale", les démocrates-chrétiens ont déjà assumé la direction du nouveau régime fasciste.

La même ligne avancée par les révisionnistes comme "la voie chilienne vers le socialisme" est encore vivante avec la "voie italienne" en Italie, la "voie britannique" en Angleterre, et aux Etats-Unis, c'est le PC et sa "coalition anti-monopole" pour "la transformation sociale pacifique, par les organisations populaires, au sein de la constitution américaine".

Toute l'histoire a été faite par la lutte incessante des masses contre leur oppression et leur exploitation. Lorsque, comme conséquence de cette lutte, on réussit à arracher des réformes, il faut les protéger. Mais ceux qui tentent de tromper les masses en identifiant ces réformes à la révolution, qui tentent d'arrêter le processus en criant victoire pendant que la bataille se poursuit, ces opportunistes sont objectivement des agents des oppresseurs du peuple.

Au Chili, la direction révisionniste a joué le rôle d'un détachement organisé des impérialistes au sein de la classe ouvrière, l'instrument trop efficace qui a retenu la marche révolutionnaire des masses laborieuses et a assuré la victoire des fascistes.



Vers la création d'un front révolutionnaire

Bien que le coup d'Etat s'est déroulé le 11 septembre avec la prise du palais de la Moneda dans l'après-midi, dès le 10 septembre, les travailleurs et les militants révolutionnaires ont commencé à s'embusquer pour résister et défendre leur gouvernement.

RESISTANCE SPONTANEE. DES DE DEBUT

A Valparaiso et Vina des Mar, le 10, les travailleurs et les militants révolutionnaires d'armement tant bien que mal et se réfugient dans les collines environnantes. A Valparaiso, les résistants redescendent à la ville le 11, dans l'après-midi, lorsque la Marine fait savoir que quelque mille otages surpris pendant la nuit seront

fusillés sur le champ s'il ne se rendent pas. Les communications sont déjà coupées et l'Armée a commencé les fusillades sommaires. A Vina des Mar, c'est 2.000 otages que les forces armées détiennent. Un combat très inégal s'engage mais les canons ont vite raison des pistolets: les bâtiments de guerre de la Marine, ancrés devant ces deux villes, menacent de tirer à bout portant.

Dans la Marine, plusieurs constitutionnalistes se rangent du côté de la résistance et emportent armes et munitions. Dans la nuit du 10 au 11 septembre, l'Aviation passe par les armes 150 officiers. L'Armée, la Marine et les Carabiniers en font autant. Ces fusillades ne sont que des avertissements et doivent empêcher la formation de groupes

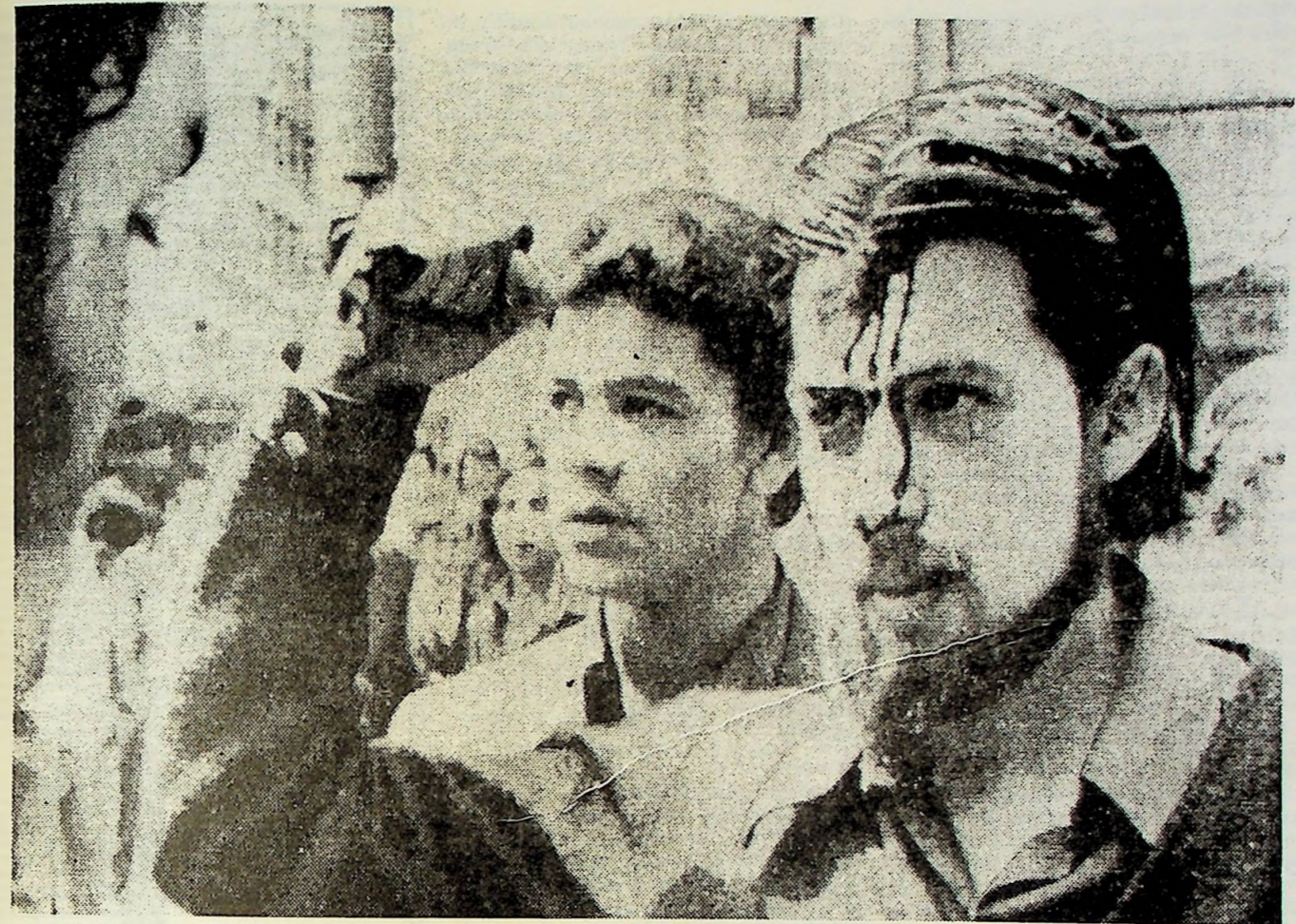
constitutionnalistes à l'intérieur des troupes. Mais ces fusillades ont au contraire provoqué, dans beaucoup de cas, des mutineries.

Au régiment Buin, à Santiago, un groupe constitutionnaliste se soulève et résiste pendant un jour et demi; le régiment San Bernardo, dans le sud, combat pendant deux jours contre les forces putschistes; à l'école de sous-officiers des Carabiniers à Santiago, 180 étudiants et 28 officiers se rebellent pendant trois jours et repoussent les forces armées; à Concepcion, le régiment Chacabuco se soulève. Ils sont tous écrasés rapidement. Mais les forces armées ne peuvent pas compter sur le monolithisme parfait des troupes. Un dirigeant du MIR confirmera d'ailleurs que durant les perquisitions plusieurs fois des soldats et même des officiers ont fermé les yeux sur les armes en demandant tout simplement qu'elles ne servent pas contre eux.

Une des tâches du MIR a été et reste, de concientiser les soldats-Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, et Carlos Altamirano, secrétaire général du parti Socialiste de même que Oscar Carreton secrétaire général du MAPU, ont été inculpés pour subversion au sein des forces armées. Le MIR rajoute que l'action révolutionnaire contre les forces armées doit être minutieusement étudiée pour ne pas cimenter l'union des militaires autour d'actes téméraires.

C'est entre autres une des raisons qui amène le MIR à proposer la création d'un Front Révolutionnaire, regroupant tous les partis de l'Unité Populaire et le MIR, contre le fascisme et pour l'instauration du pouvoir populaire. La résistance spontanée au début du coup d'Etat pour démontrer le refus des travailleurs et des ouvriers au putsch, doit aujourd'hui faire place à l'action avant tout disciplinée, coordonnée et bien étudiée.

Durant les 4 premiers jours, la résistance des ouvriers, travailleurs et étudiants. S'est manifestée par l'occupation de leurs centres de travail et d'études et par



Malgré les brutalités des forces de l'ordre, le courage et la détermination du peuple chilien continuent de se manifester.

l'action spontanée des franc-tireurs. De leurs centres de travail, les ouvriers et les travailleurs repoussent les soldats qui viennent les déloger. Des franc-tireurs s'embusquent dans les arbres et les édifices publics.

Pour briser cette rébellion contre le nouveau pouvoir militaire, les forces armées lancent sur les travailleurs "récalcitrants" les chars d'assaut, les fusées, l'Aviation, etc. Plus de 26 édifices publics sont partiellement ou complètement détruits à la suite de l'action des forces aériennes pour déloger les ouvriers et les franc-tireurs.

Parmi les gestes spontanés de révolte contre le régime fasciste, on rapporte l'exécution sommaire d'un policier qui avait lui-même exécuté deux de ses supérieurs; une députée du Parti communiste à l'annonce du coup d'Etat s'empare d'un camion militaire et abat 12 soldats avant d'être elle-même tuée.

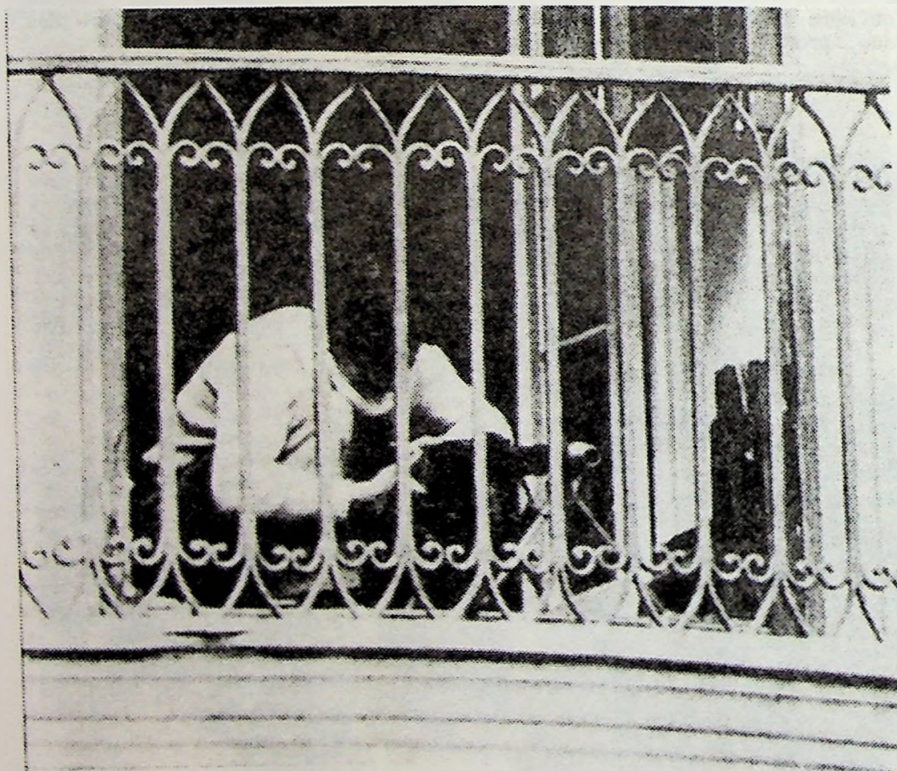
Après quelques jours, la Junte croit avoir écrasé tous les foyers de résistance. Les cordons ont été durement bombardés et beaucoup de militants sont tombés au

combat; les pobladores ont subi le même sort. Mais des commandos apparaissent: "les commandos de l'Université Populaire et les Brigades armées du MIR" comme les appellent la Junte entrent en action un peu partout à travers le Chili. Plusieurs radios clandestines entrent sur les ondes des forces armées pendant quelques minutes et donnent des nouvelles sur la situation au Chili et sur la résistance qui "manque d'armes, de munitions et de vivres" mais qui affronte les forces armées. Pendant les premiers jours chaque foyer de résistance se croyait le seul survivant du massacre à cause de l'isolement que les militaires maintiennent de chaque région. Ces commandos attaquent d'abord les patrouilles militaires et les carabiniers pour se procurer des armes et des munitions. La résistance spontanée recommence elle aussi. L'action des franc-tireurs en arrive à être tellement efficace qu'elle menace le contrôle des routes importantes par les forces armées.

La résistance qui a commencé dans les cordons, a son point de ralliement dans ces mêmes cordons. Ces cordons, bastions forts de la résistance, du militantisme et de la conscience des ouvriers et des travailleurs servent aujourd'hui de lieu de rencontre des partis de l'Unité Populaire

et du MIR pour la constitution du Front Révolutionnaire afin d'unifier la résistance et la diriger afin de vaincre le fascisme et la réaction bourgeoise.

L'offensive de la résistance préoccupe grandement les militaires. Le général Augusto Pinochet avoue d'ailleurs la grande préoccupation de la Junte face à l'ampleur de la résistance et aux pertes subies par les forces armées. Il explique la difficulté rencontrée dans leur lutte contre la résistance par le fait que le MIR possède de grandes quantités d'uniformes militaires. Pour rendre inutilisables les uniformes que le MIR a en sa possession, les soldats portent un brassard blanc arborant un dessin d'animal. Le brassard est changé furtivement à tous les trois jours. De plus, les officiers se promènent avec des uniformes de simple soldat pour éviter les attaques des commandos. Le 15 septembre, le général Gustavo Leigh est attaqué par un commando. Le commando a surpris le général, membre de la Junte et chef de file des ultra-fascistes, au sortir de sa maison; 15 personnes sont mortes dans le combat mais le général s'en est sorti indemne. Plusieurs attaques des commandos se réalisent dans les riches quartiers résidentiels où les militaires demeurent. La femme du général



Dès les premières heures de l'attaque militaire, des tireurs se sont embusqués pour résister au fascisme.

Pinochet a déclaré à ce sujet que tous les soirs leur maison était mitraillée.

La guérilla s'installe partout. Une attaque au poste-frontière El Candado pour récupérer des vivres, des armes, des munitions et des uniformes fait 4 morts chez les soldats dont le lieutenant-chef du poste. Les militants identifiés comme membres du MIR sont recherchés intensément avec l'aide de l'aviation argentine; mais la battue reste infructueuse à cause de la complicité des banqueanos (passeurs) de la Cordillère. Les banqueanos sont réputés pour connaître les refuges naturels de la Cordillère et pour être capables de traverser les frontières par des passages qu'eux seuls connaissent. Dans une attaque à une garnison de Valdivia, José Gregorio Liendo, mieux connu sous le nom de Commandante Pepe du MIR et entraîneur militaire de l'organisation, est détenu et fusillé.

La résistance armée s'étend et s'organise dans de nombreuses villes. Les travailleurs s'affrontent directement aux militaires et des milliers d'entre eux sont assassinés. Des grèves surgissent, à Chuquicamata, les ouvriers se retranchent dans la mine et sont encerclés par les chars d'assaut; à Arica, des ouvriers s'emparent d'une forteresse datant de la première guerre d'indépendance; à Lota, près de Concepcion, les mineurs font la grève, 410 sont enfermés dans les galeries et 200 sont détenus. Dans la province de Valdivia, à Panquipulli, 3,000 ouvriers se réfugient dans les forêts et dans les montagnes du Nevada après avoir désarmé des patrouilles militaires et des policiers. Des hélicoptères ont mitraillé sans relâche la région. Des 3,000, il reste aujourd'hui 700 ouvriers, passablement bien armés qui continuent le combat et abattent fréquemment les hélicoptères. Cette région devient donc un des bastions forts de la résistance populaire armée, alors que plus de 4,000 soldats dépêchés des provinces de Valdivia, Cautin, Osorno patrouillent constamment la région.

Dans la précordillère de El Arraya, près de Santiago ainsi que dans la précordillère de la Sierra Maestra près de Linares, la guérilla populaire est tellement potentiellement menaçante que les patrouilles militaires font évacuer les villages de la région pour essayer d'isoler la résistance et couper l'aide de la population à la guérilla.

A Angol et à Paso Hondo, les commandos attaquent et s'emparent des uniformes, des vivres et des munitions des régiments. A Santiago, les attaques sont incessantes; dans le cordon industriel de Macul, des ouvriers tentent de s'emparer d'une usine d'eau lourde; ils blessent un carabinier et réussissent à s'enfuir. Le 12 octobre, un commando composé de 10 à 50 personnes attaque une patrouille militaire sur la rue

Carlos Dittborn. L'attaque se déroule près du Stade National où des milliers de militants et d'ouvriers sont détenus. L'attaque dure plusieurs heures. Le groupe, poursuivi par des carabiniers et des soldats, se retranche dans une école, puis poursuit le combat dans les environs d'une église. De là, des hélicoptères des forces armées interviennent, mais des francs-tireurs apparaissent dans les édifices voisins et se chargent de harceler les hélicoptères. C'est la plus grande opération de la guérilla, vue de Santiago depuis le coup d'Etat. Plusieurs casernes militaires ont été attaquées dont l'école militaire O'Higgins à Santiago. Un rapport non confirmé mais digne de foi fait mention de près de 2,000 morts parmi les forces armées à la suite des attaques de la résistance armée.

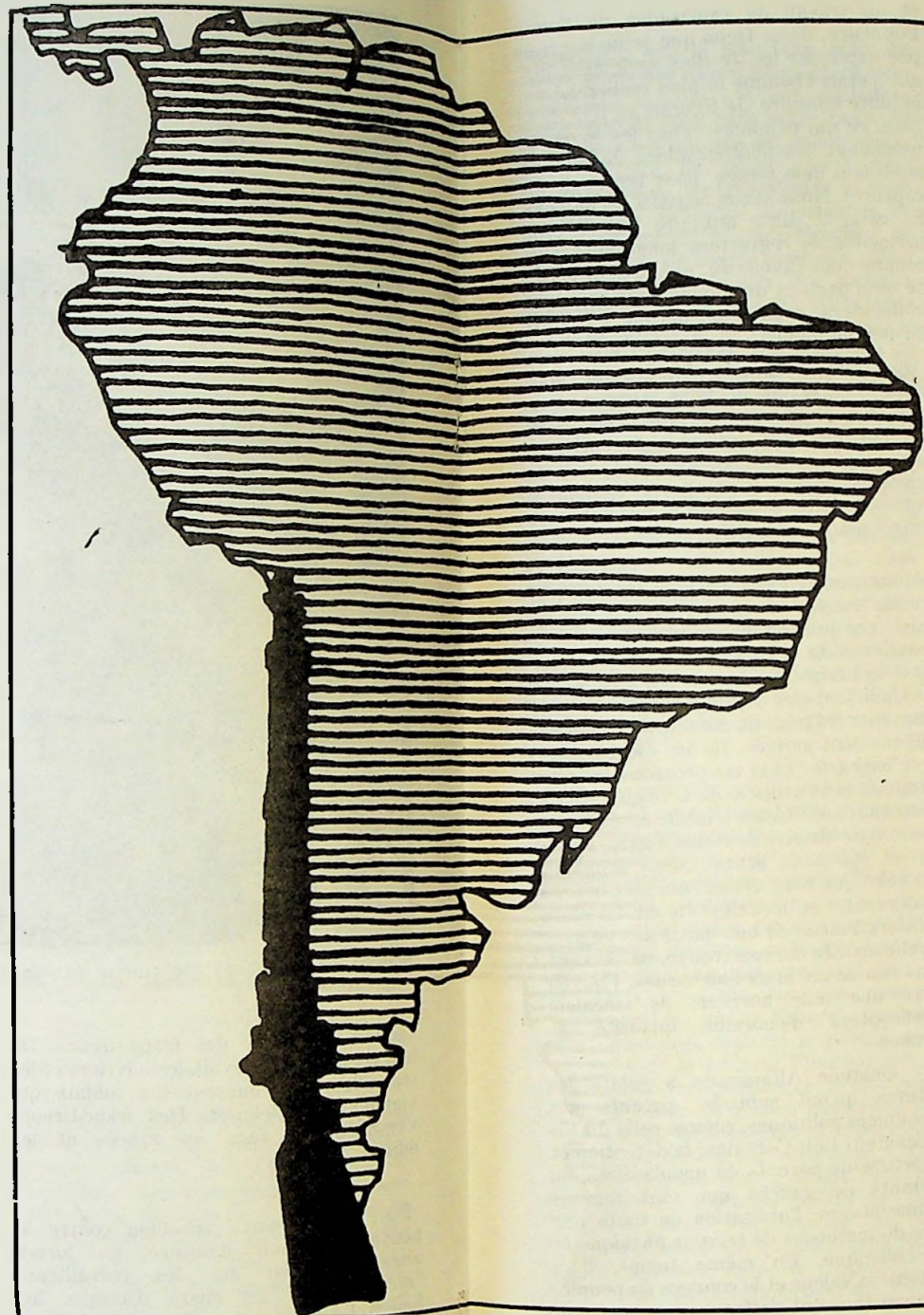
DEFENDRE SES INTERETS DE CLASSE

Il est nécessaire de rappeler ici que la résistance si peu armée et spontanée que les ouvriers et les travailleurs ont opposée au nouveau régime militaire constitue la réponse claire de la volonté inaliénable des travailleurs de défendre leurs intérêts de classe.

Dès les premiers moments du coup d'Etat, la CUT a refusé de donner quelque mot d'ordre que ce soit pour mobiliser les masses, manifester et opposer une résistance aux forces armées. De plus, la CUT n'a pas voulu donner le mot d'ordre de la grève générale, comme pour la tentative ratée du 29 juin, parce que selon elle, c'était organiser à coup sûr le suicide des ouvriers et des travailleurs. La base du Parti communiste, quant à elle, s'est trouvée complètement désorientée puisqu'aucune consigne ou directive n'est venue diriger l'action des militants communistes. A ce sujet, le Parti communiste et la CUT ont fait parvenir des messages à l'extérieur à travers les Partis Communistes pour expliquer que "le peuple chilien se trouve actuellement dans un repli tactique pour ne pas permettre à la Junte de décapiter le mouvement ouvrier comme elle l'entendait".

La résistance armée spontanée est donc née de la conscience des travailleurs en face de leurs conquêtes et du pouvoir qu'ils étaient en train de se donner. Seuls le mot d'ordre du président Salvador Allende, le matin du coup d'Etat et son exemple sans précédent de résister aux forces armées en mourant en dirigeant la résistance au palais de la Moneda et en combattant, ont donné le signal à la classe ouvrière et à ses alliés de résister au coup d'Etat fasciste.

Devant le vide dans lequel se retrouvaient les ouvriers, obligés de retourner au travail sous peine d'emprisonnement ou de congédiement, l'aile



radicale du Parti socialiste, que dirige Carlos Altamirano, donne la consigne de ralentir le travail et de faire de la propagande orale. Des dizaines d'ouvriers se font ainsi arrêter sur la rue "pour avoir parlé contre la Junte". Le général Pinochet a été obligé de reconnaître le tort immense que cause le ralentissement du travail sur la production du pays. Environ un tiers des professeurs des écoles primaires, secondaires, normales et environ un tiers aussi des étudiants sont congédiés ou voient leur diplôme annulé. Les professeurs d'Université renoncent massivement pour protester contre l'intromission des forces armées dans leur centre d'études. Un grand nombre de professeurs de tous les niveaux sont condamnés à 30 ans et plus de prison, pour être membre du Front des Travailleurs

Révolutionnaires, section ouvrière du MIR.

Pour faire face aux démissions, à la résistance pacifique des ouvriers et aux congédiements massifs, la Junte a appelé d'urgence l'armée de réserve et tous les officiers retirés pour être capable d'assurer sa mainmise dans tous les domaines. Après deux mois d'administration fasciste, la résistance armée prend corps, s'intensifie, s'unifie et ne laisse aucun repos aux fascistes chiliens.

VAINCRE LA BOURGEOISIE NATIONALE ET L'IMPERIALISME

La nécessité et l'obligation d'unir, de coordonner, de discipliner et d'organiser

la résistance sous toutes ses formes à partir d'un commandement unique pour affronter et vaincre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme a favorisé la rencontre de tous les partis de l'Unité Populaire et du MIR.

Après un manque de consigne et d'orientation révolutionnaires, beaucoup d'ouvriers et de militants ont compris le besoin impérieux d'unifier la résistance armée afin de répondre rapidement et efficacement à la réaction fasciste avant que les forces armées ne viennent à bout de l'éparpillement, de l'isolement et surtout de la spontanéité de la résistance armée. S'il est vrai qu'à l'heure actuelle la résistance se tait pour mieux répondre au fascisme, ce silence ne correspond pas à l'attentisme mais bien à une période fébrile et hautement active d'organisation et de réorganisation.

Le manque de préparation au coup d'Etat et surtout à la réaction fasciste a frappé beaucoup de militants, bien que la Junte ait aussi frappé sans distinction et à l'aveuglette dans beaucoup de cas. Le Parti communiste est sans doute celui qui a été le plus durement affecté. Beaucoup de cadres sont tombés. L'idéologie du parti empêchait de croire réellement à l'imminence d'un coup d'Etat fasciste. Sa politique de dialogue et de collaboration de classes pour repousser la réaction fasciste de la bourgeoisie a désarmé et désorienté les militants mais leur a quand même servi de leçon. Le Parti communiste dans un de ses nombreux communiqués qu'il a fait parvenir à l'extérieur, reconnaît que la répression s'est abattue spécialement et durement sur le parti. Luis Corvalan, son secrétaire général, et plusieurs autres membres du Comité Central ont été détenus, beaucoup ont été torturés et sont aujourd'hui complètement anéantis physiquement et mentalement. Le Parti communiste déclare que beaucoup d'erreurs ont été commises sous le gouvernement de l'Unité Populaire et que l'Unité Populaire n'a pas assez réalisé l'ampleur de la réaction qui se préparait. Mais s'il tire des leçons du coup d'Etat militaire, le Parti communiste n'en continue pas moins à critiquer le MIR: "Il ne faut pas oublier que les positions, les attitudes et les actions de l'extrême-gauche ont causé de sérieux dommages au processus". Mais il rajoute bien vite que l'heure est à l'unité pour permettre la victoire du peuple chilien.

Pour ce qui est de l'aile radicale du Parti socialiste, il semble que ses structures soient intactes ou presque. D'ailleurs quelques jours après le coup d'Etat, Mariano Sanchez, secrétaire général des Jeunesses Socialistes déclarait que ses camarades et lui-même étaient passés à la clandestinité le 10 septembre devant l'imminence du renversement du gouvernement populaire.

Le MIR était passé à la clandestinité plusieurs jours avant le coup d'Etat. Et

même si beaucoup de militants miristes sont morts en combattants dans les cordons et dans les pobladores, ses structures sont intactes ainsi que la presque totalité de ses dépôts d'armes et de matériels. Il en est de même pour les militants de l'importante revue révolutionnaire Punto Final, dirigée par Manuel Cabiesses Donoso, dont les locaux ont été trouvés vides le 11 au matin à la grande fureur des militaires, selon les dires de plusieurs témoins. Ce qui n'a pas empêché les soldats de tout saccager et de brûler tout ce qui se trouvait dans les locaux.

Mais la nécessité de lancer rapidement une contre-offensive révolutionnaire a permis la réunion de tous les partis de l'Unité Populaire et le MIR pour créer un front révolutionnaire. Mais ce regroupement ne se fait pas sans quelques heurts. Il reste à souligner que pour la première fois depuis la formation du MIR, au début des années 60, le Parti communiste a accepté de rencontrer le MIR (avec les autres partis) et compris la nécessité de l'adhésion du MIR au front.

Le Parti communiste veut la création d'un grand front anti-fasciste qui engloberait toute personne qui s'oppose au fascisme au Chili y compris certains secteurs de la démocratie chrétienne. C'est la même politique du dialogue avec la démocratie chrétienne qui prévaut une fois de plus. L'erreur subjective du Parti communiste réside dans son analyse du fascisme. Ce qui ressort de ce type de front, c'est la lutte contre une forme de capitalisme, qui est l'organisation fasciste, et non pas une lutte contre le système capitaliste dans son entier qui se donne tantôt une organisation démocratique bourgeoise, tantôt une organisation fasciste selon les besoins politiques du moment. Le fascisme apparaît au moment où le mouvement ouvrier est imminemment fort et prêt à prendre le pouvoir. Dans cette phase révolutionnaire de la lutte des classes, il importe, pour remporter la victoire, de ne plus se représenter la bourgeoisie en fractions plus ou moins "progressistes" et plus ou moins fascistes. Au Chili, l'appui de toute la bourgeoisie à la Junte militaire (sauf quelques bourgeois peut-être) exprime amplement où il faut la situer. Cet appui vient autant du parti d'extrême-droite que du "parti du dialogue", défini par son président, Patricio Aylwin comme étant un parti de "gauche".

Malgré certaines divergences, l'unification se fera et le peuple chilien vaincra, dit le MIR, car une grande partie de la base du Parti communiste et de la Jeunesse a tiré des leçons suffisamment grandes sur "la voie pacifique vers le socialisme" et sur la "collaboration de classes" et est en faveur de la création du Front Révolutionnaire. Mais, comme le MIR le fait remarquer, une des tâches prioritaires à l'intérieur de ce Front restera pendant longtemps encore, la lutte contre le réformisme.

Le Parti Socialiste

Déclaration de Carlos Altamirano

Le 3 janvier 1974, Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste du Chili, donnait une conférence de presse à la Havane. Devant une centaine de journalistes cubains et étrangers, Altamirano a fait appel à la constitution d'un front de lutte antifasciste qui ferait l'unité de tous les secteurs révolutionnaires, démocratiques et patriotes de son pays, et serait placé sous la conduite révolutionnaire unique, avec l'appui moral et matériel de tous les peuples du monde. Sorti clandestinement du Chili avec "l'appui des travailleurs et de l'organisation de son parti", Altamirano a alors fait un exposé basé sur son discours tenu dans la clandestinité et retransmis par Radio La Havane, le 17 décembre 1973.

Nous reprenons ici de larges extraits de ces deux documents, tels que traduits et publiés dans les bulletins de l'Agence chilienne de contre-information.

D'une manière générale, Altamirano a repris, le 3 janvier, les grandes idées émises dans son dernier discours fait dans la clandestinité mais il a ajouté dans cette intervention de nombreuses précisions sur la situation au Chili et sur le jeu de l'impérialisme.

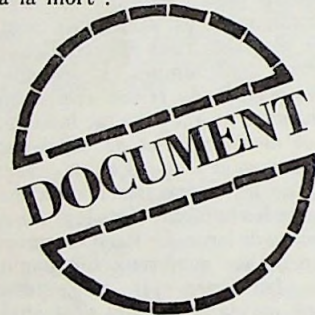
"L'impérialisme, a signalé Carlos Altamirano, a obtenu des succès provisoires, non seulement au Chili, mais au Brésil, en Uruguay et en Bolivie. Il a pour objectifs immédiats de renverser les gouvernements d'Argentine, du Pérou et de Panama. La très grave crise qu'affrontent les Etats-Unis, crise qui s'exprime sur un plan politique, économique, militaire et moral à travers le Watergate, le Vietnam, la guerre du Proche-Orient, la crise de l'énergie, la crise monétaire, la crise de la société de consommation, les contradictions croissantes entre les grandes puissances capitalistes occidentales, a obligé les U.S.A. à se replier sur leurs arrières. Ils prétendent consolider leur pouvoir grâce à des régimes dictatoriaux et ils sont parvenus à la forme la plus extrême en imposant la dictature fasciste au Chili."

Le secrétaire général du Parti socialiste du Chili a signalé comme la tâche "première et plus importante" de former l'unité de toutes les forces révolutionnaires et de toutes les forces démocratiques patriotiques antifascistes. "Son succès, a-t-il ajouté, sera la première grande victoire du peuple et son unique garantie pour une victoire finale".

"Une unité véritable, a dit Altamirano, présuppose une direction unique de lutte antifasciste, au delà de tout sectarisme, en oubliant les rancœurs et récriminations passées. Cette unité est destinée à renverser le régime fasciste, pour établir un nouvel état qui rendrait impossible le

retour à des formes fascistes de domination".

Dans un des passages les plus expressifs de son discours, Altamirano a averti qu'il ne rentrerait pas au pays pour retourner à une démocratie bourgeoise. "Le peuple, a-t-il dit, ne luttera pas pour le simple rétablissement des institutions bourgeoises, détruites sauvagement par la bourgeoisie elle-même. L'unité a-t-il ajouté, ne devra pas être basée exclusivement sur de grandes décisions stratégiques, mais aussi sur les lignes de conduite pratiques les plus importantes pour éviter les actions unilatérales, incorrectes, dispersées. "La lutte pose, d'après le sénateur, une alternative unique à chaque Chilien: "On est pour la junte fasciste ou on est contre la junte fasciste. Personne ne peut éviter de prendre parti dans cette lutte à la vie ou à la mort".



"De leur côté, a ajouté Altamirano, les partis démocrates chrétiens du monde, et les partis et mouvements qui sont membres de l'Internationale Socialiste ne peuvent plus endosser une expérience aussi sanglante et encore moins le maintien d'une dictature fasciste dont la liquidation a coûté au monde pendant la seconde guerre mondiale, le massacre de 56 millions d'êtres humains".

Le sénateur Altamirano a terminé son intervention en remerciant le Parti communiste cubain et le premier ministre, le Commandant Fidel Castro, pour leur solidarité avec la cause du Chili et des réfugiés chiliens et rendu hommage au 15ème anniversaire de la Révolution cubaine.

Plus tard, Altamirano qui était accompagné par Julio Benítez, Hernan Coloma et Guarani Pereda, tous membres de la Commission politique du Parti socialiste du Chili, a tenu une conférence de presse. En voici un extrait:

"Pourriez-vous, sans trahir aucun secret naturellement, nous décrire l'odyssée qui vous a amené de Santiago à La Havane?" (Question de l'AFP)

Altamirano: "En réalité, je pourrais pas répondre à cette question sans trahir des secrets. Comme je l'ai déjà dit, je suis sorti grâce à l'organisation de mon parti

et au travail de camarades de l'Unité Populaire, d'une façon que je ne pourrais pas expliquer ici. Je dois seulement dire que j'étais l'homme le plus recherché par la junte militaire. Je figurais en tête de sa liste, ce qui m'honore. Tous les jours, ils publiaient des photographies de moi, en modifiant mon visage, pour tenter de me capturer. Nous avons réussi à les déjouer. Et cela, la junte militaire qui se croit invincible, le regrettera longtemps. Car, comme nous l'avons dit, quand la direction de mon parti et du mouvement populaire le décidera, nous retournerons à la lutte du peuple chilien."

Question: Camarade Altamirano, nous aimerions savoir si vous pouvez nous relater quelques-unes de vos expériences personnelles face aux actes de barbarie, aux malversations commises par les fascistes depuis le coup, et également votre expérience vis-à-vis la résistance du grand peuple chilien?

Altamirano: En réalité, je ne me suis pas étendu dans mon premier exposé, sur ce sujet, car je sens que le monde entier a conscience de la barbarie des actes de la junte militaire. Tous ceux qui sont sortis du Chili font des témoignages là-dessus. Dans tous les pays du monde, des réfugiés chiliens sont arrivés. Ils ont été torturés avec barbarie. Tous les procédés les plus criminels sont utilisés. Et bien qu'il existe pourtant dans l'histoire latino américaine, une longue histoire de coups d'Etat, aucun n'avait été aussi brutal, aussi sanglant, que celui que nous avons vécu au Chili. Je peux répéter ce qui a déjà été dit. La junte militaire a nié avoir bombardé des villages (banlieues). Je me suis trouvé, par hasard, dans l'un de ces lieux bombardés. Pouvoir vivre une telle horreur: ils lancaient d'hélicoptère d'énormes quantités de bombes.

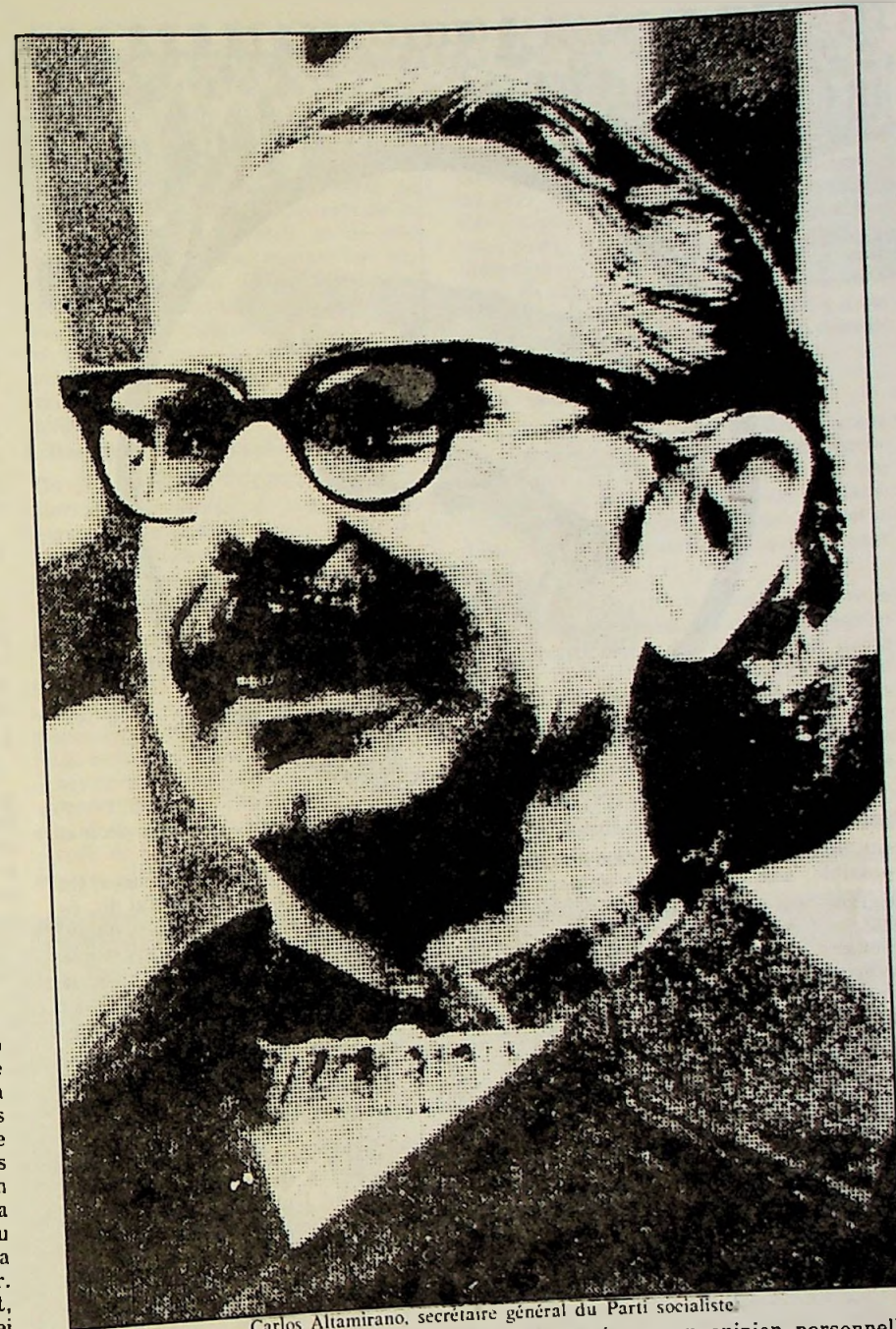
Le sénateur Altamirano a relaté les tortures qu'ont subi les parents des prisonniers politiques, comme celle du fils du sénateur Luis Corvalán; la détention et la torture de parents de mandataires, ou militants de gauche qui sont retenus comme otages; l'utilisation de toute une série de méthodes de terreur physique et psychologique. En même temps, il a souligné la valeur et le courage du peuple, de personnes qui s'offrent comme agents de liaison de la résistance. De ceux qui, de mille façons, luttent contre la terreur et la dictature fasciste.

Répondant à des questions sur la démocratie chrétienne, Altamirano a rappelé qu'elle avait offert une révolution sans effusion de sang, mais qu'elle a fait couler le sang du peuple sans donner la révolution. Il a ajouté que Salvador Allende avait offert la révolution sans effusion de sang, mais que c'est la bourgeoisie qui a fait couler le sang.

"Ceux qui ont fait couler le sang à flots sont ceux-là même qui parlaient constamment des valeurs chrétiennes de vie, qui parlaient de la liberté, qui parlaient de la dictature totalitaire marxiste, qui disaient

constamment que le marxisme niait les valeurs humaines essentielles, et ce sont précisément ceux-là qui ont déclenché cette vague de sang dans notre pays. Ils ont été ceux qui ont mis cet épilogue à la longue histoire de notre patrie dans laquelle le peuple, les travailleurs, avaient consolidé des victoires importantes en matière de garanties individuelles, de droits humains, de liberté syndicale. C'est pour ça que je crois que des secteurs importants de la Démocratie Chrétienne surtout les ouvriers, les travailleurs de la Démocratie Chrétienne, les employés de la D.C. vont se joindre à cette grande croisade de lutte anti-fasciste. Vous devez savoir que dans la dernière élection de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), la D.C. a obtenu approximativement 27% des votes des travailleurs chiliens. Elle avait donc une force réelle au sein de la classe ouvrière. Nous ne doutons pas que ces ouvriers et ces paysans, pas dans l'avenir, mais déjà aujourd'hui, sont dans la lutte anti-fasciste. Parce qu'ils ont vécu la terreur déclenchée là-bas, ils ont vécu les exécutions massives qui ont eu lieu dans les entreprises, dans les usines et dans les mines chiliennes (à Ita), ainsi que parmi les principaux dirigeants paysans de notre pays."

Interrogé sur les contradictions qui existaient au sein de la junte militaire, Altamirano a répondu: "Nous n'avons pas le moindre doute qu'il existe des contradictions au sein de la junte. Pas des contradictions idéologiques, pas des contradictions de classe, pas des contradictions d'intérêt profond, mais des contradictions d'ambitions personnelles. Comme vous devez le savoir, lun des quatre membres de la junte, l'amiral Toribio Merino avait déjà réclamé la présidence de la junte et le général Pinochet lui a répondu que la présidence n'est pas rotative et donc qu'il veut conserver le poste. Comme déjà surgissent différents et contradictions, il va sûrement y en avoir d'autres. De plus, il existe dans la junte fasciste, quelques éléments du secteur le plus réactionnaire de la Démocratie Chrétienne qui obéissent à Mr. Frei. Ils voulaient, après le coup d'état, avoir recours à des élections pour que Frei assure le pouvoir. Monsieur Frei a perdu la partie. Il n'a déjà plus de pertinence, dans la politique chilienne. Il a déjà souillé ses mains dans le sang, à travers ce coup militaire homicide, et la junte ne lui a rien donné et ne lui donnera rien non plus. Aujourd'hui, Frei et son groupe, qui ont dirigé pendant un temps la D.C., sont en marge de la vie politique chilienne. Mais comme je le disais, il existe des conflits d'intérêt au sein de la junte. Et en plus, il n'a jamais existé de gouvernements de quatre personnes. Ces gouvernements ont toujours abouti au mandat d'un seul. De plus, nous insisterons de nouveau sur ce que nous avons dit: l'image internationale de la junte est insoutenable. Je ne crois pas que ce soit un simple hasard si Mr. Kissinger, dans la tournée qu'il entreprend en Amérique Latine, ne passe pas par le Chili. Nous avons déjà dit que les

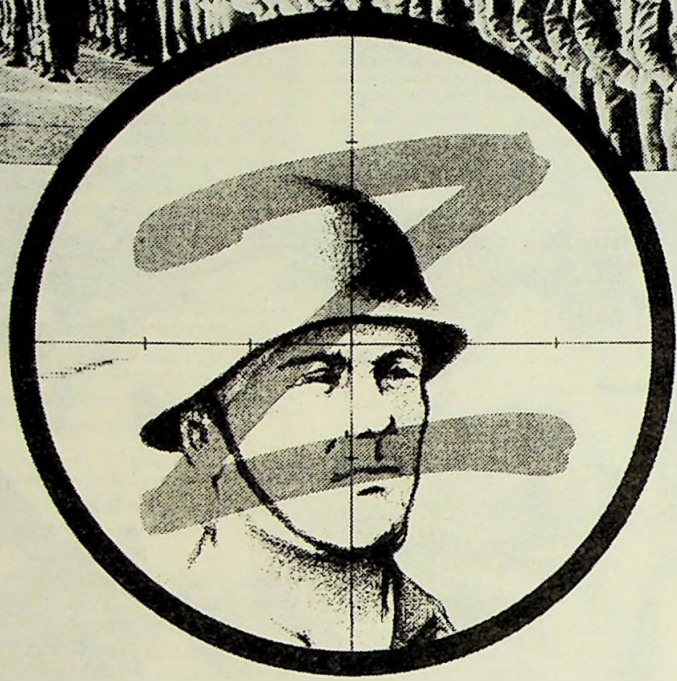
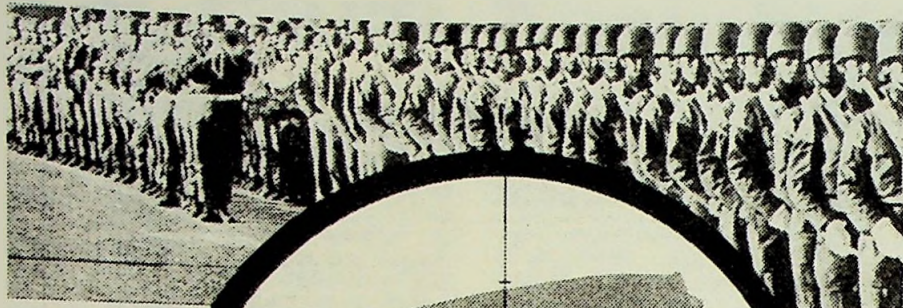


Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste.

Etats-Unis ne veulent pas s'associer publiquement avec ces individus, ce qui ne signifie pas qu'en privé, ils ne leur fournissent pas les moyens économiques et militaires nécessaires pour se maintenir."

Interrogé par le correspondant du quotidien Clarin de Buenos Aires sur la direction unique de la lutte anti-fasciste et du Front révolutionnaire, Altamirano a répondu: "Dans les faits, cette direction unique existe au Chili, direction unique du processus révolutionnaire chilien et de la lutte anti-fasciste. Mais comme je l'ai mentionné, moi-même, et la direction de mon parti, nous pensons que les conditions sont données par la situation même du processus chilien. Il ne suffit donc seulement de donner un aspect juridique à ce qui, dans les faits, fonctionne."

Interrogé sur son opinion personnelle face aux erreurs éventuelles qui auraient été commises pendant le gouvernement de l'Unité Populaire et qui en définitive auraient permis le coup d'état brutal des fascistes, Altamirano a signalé: "Indubitablement, camarade, nous avons commis des erreurs. Nous n'avons pas été infaillibles en fixant la politique de l'UP, mais nous pensons que ce n'est pas aujourd'hui le moment, dans les circonstances présentes, de regarder vers le passé et de commencer à nous reprocher mutuellement ce que nous aurions pu faire et que nous n'avons pas fait, et ce que nous devions avoir fait. Nous croyons qu'il faut regarder vers l'avenir et qu'analyser le passé nous diviserait. Nous croyons que nous devons porter tout l'effort à agir unis, à livrer cette grande bataille en un



Le plan Z, largement utilisé par la junte pour justifier le coup d'Etat, fabriqué de toutes pièces et "illustré" dans une publication officielle.

Front unique, avec une direction unique et si possible, une organisation unique."

Interrogé sur le Livre Blanc, édité par la dictature, le sénateur socialiste et secrétaire général du Parti socialiste chilien a dit:

"J'ai eu l'occasion de voir le fameux Livre Blanc. C'est une chance que la junte ait eu l'idée d'éditer ce Livre Blanc. C'est lamentable qu'il n'ait pas circulé suffisamment, parce que ce Livre Blanc est la meilleure preuve qu'il n'existait pas de Plan "Z". Il est la meilleure preuve qu'il n'y avait aucune raison pour commettre un tel crime. Le Livre Blanc est un ensemble de documents; dont la majorité sont sans signature, dont la majorité ne prouve rien. La majorité d'entre eux peuvent être des documents que peut être un militant de la UP, à un moment donné aurait pu penser, mais qui ne correspondent ni à la direction, ni aux partis de l'Unité Populaire dans leur ensemble, ni au gouvernement formé par eux. C'est pourquoi ce Livre Blanc est totalement risible, grotesque. On y trouve par exemple le document qui prétendait prouver l'existence de ce plan si sinistre du gouvernement pour assassiner tous les hauts mandataires de l'année, un jour déterminé; pour assassiner tous les dirigeants de l'opposition politique à date signalée. Un tel plan n'a jamais existé. Un tel plan sert uniquement à cautionner les massacres, les tortures et les crimes de la junte.

Et ce Livre Blanc prouve qu'un tel plan n'a pas existé parce qu'on peut toujours le chercher à une place précise. Où est ce complot? Nulle part. En quel endroit

aurions nous pu commettre ces crimes? On ne le dit nulle part. Comme je l'ai dit, ce Livre Blanc, est la meilleure preuve que ce Plan Z n'a jamais existé et qu'il n'est que la justification politique et morale de la junte pour assassiner.

Interrogé par un correspondant de la République Démocratique du Vietnam, sur la perspective de la formation d'un Front de Libération Nationale pour diriger la lutte, Altamirano a répondu:

"La direction de notre parti, envisage cette perspective. Que cela s'appelle Front National, Front Unique ou Résistance, il n'a pas été question d'appellation. La perspective est d'élargir les forces qui constituent le parti fédéré de l'Unité Populaire à toutes les forces patriotiques qui voudront lutter avec les partis et les mouvements membres de la UP. Logiquement ce front, nous l'appelons pour le moment ainsi, doit comme je l'ai dit, avoir à notre point de vue une direction unique pour éviter des actions unilatérales qui pourraient amener à des frictions stériles au sein des partis de l'UP. C'est pour cela que notre objectif est une direction unique d'un Front le plus large possible répondant à une définition idéologique et politique et aux grandes lignes que nous avons signalées dans la perspective de persévérer dans les changements révolutionnaires, de créer de nouvelles institutions, différentes de celles qui ont été démolies par la bourgeoisie, séditionnelle elle-même. Nul doute que, NOUS N'AVONS PAS RENONCE A NOTRE POSITION SOCIALISTE ET REVOLUTIONNAIRE. De telle sorte que sans y

renoncer, nous croyons que ce front doit être le plus large possible. Nous sommes évidemment prêts à discuter sur le caractère de la lutte, sur les formes de lutte, sur les moments où doit s'engager cette lutte, sur le contenu idéologique qu'elle doit avoir et sur le programme éventuel qui nous unira.

C'est sans aucun sectarisme que nous voulons engager ces discussions qui vont avoir lieu à un moment donné, et que nous avons abordé déjà quand nous n'étions pas encore tous unis, mais que nous avons déjà eues et qui vont avoir de nouveau lieu bientôt."

Afin de préciser davantage la question des tâches prioritaires pour la résistance chilienne, voici une partie du discours prononcé par Altamirano dans la clandestinité, en décembre dernier.

Les tâches du moment

C'est pourquoi la grande tâche de notre parti et des partis qui constituent l'Unité populaire est de se fonder dans la lutte de tout le peuple chilien, de tous les vrais patriotes, de tous les authentiques démocrates, contre la dictature fasciste.

1. Unité

L'unité indissoluble des partis d'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, constitue une pièce maîtresse de la lutte antifasciste. La classe ouvrière et les paysans seront le noyau central et les protagonistes de cette lutte historique.

De même, il est indispensable de raffermir l'unité des partis communiste et socialiste avec les autres partis et mouvements de l'Unité Populaire, et même de forces politiques qui sont en dehors de l'U.P. mais qui sont conséquentes avec leurs convictions démocratiques et libertaires. L'unité et l'ampleur de ce Front ont surgi spontanément et naturellement, comme une nécessité impérieuse pour affronter et mettre en déroute la barbarie fasciste.

Unité pour persévérer dans la voie des grandes transformations révolutionnaires de notre peuple.

2. Rétablir le régime démocratique

Cette unité, en plus, doit se fixer comme objectif de base le rétablissement du régime démocratique, des garanties civiles, systématiquement violées par la dictature militaire.

3. Défendre les conquêtes des travailleurs

C'est aussi une tâche de ce vaste Front démocratique de lutter pour la défense des droits des travailleurs, aujourd'hui écrasés. On a mis hors la loi la Centrale Unique des Travailleurs, on a aboli le droit d'association syndicale, on a prohibé le droit de formuler des revendications salariales et on a supprimé le droit de grève. La défense des conquêtes de la classe ouvrière et des paysans, faites sous le gouvernement de l'Unité Populaire, constitue une tâche primordiale des révolutionnaires, de tous les authentiques

démocrates et patriotes.

4. Lutte prolongée

Nous devons aussi nous préparer et nous organiser pour la longue lutte, inévitablement victorieuse. La conscience du peuple et du prolétariat chilien est trop haute, trop longue sa tradition de lutte, trop profonde sa volonté indomptable d'être libre, pour qu'il se déclare vaincu par une clique militaire de traîtres.

5. Lutte de masses

Cette lutte doit être une de masses, masses unies, masses organisées, masses disciplinées. Devront participer à cette lutte, où elles ont leur place, toutes les organisations de masse.

6. Conduite unifiée

Je pense que ce sera aussi une tâche primordiale de constituer une conduite unifiée des forces révolutionnaires, démocratiques et populaires, qui luttent contre la tyrannie militaire fasciste.

7. Non au terrorisme

Dans ces luttes, il n'y aura pas de place pour des actions aventurières ni pour des opérations terroristes. Ces choses-là serviraient seulement de justification à la Junte militaire pour déclencher de nouveaux crimes et de nouvelles répressions, et, en plus, lui permettraient de résoudre les graves contradictions internes qui lui sont propres.

8. Liberté pour les prisonniers politiques

Il faut exiger la liberté pour Luis Corvalan, Secrétaire Général du Parti Communiste, liberté pour Anselmo Sule, Président du Parti Radical, liberté pour Oscar Garretón, secrétaire général du MAPU, liberté pour les dirigeants de la Gauche chrétienne, du MIR, et de mes compagnons socialistes, aujourd'hui emprisonnés, torturés. Que cessent les jugements sommaires et secrets, les exécutions sous n'importe quel prétexte, les condamnations à perpétuité, sans aucune règle de droit. Tout accusé doit avoir son avocat. Les procès doivent être publics.

9. Respect du droit d'asile

On doit exiger le respect des traités internationaux signés par le Chili, parmi lesquels il y a le droit d'asile, institution latino-américaine qui est respectée même par les pires dictatures du continent, alors qu'elle est bafouée par la tyrannie fasciste.

10. Solidarité internationale

La solidarité de tous les peuples du monde et de tous les pays est nécessaire et indispensable pour que se développe le processus de libération du peuple chilien. Nous devons la stimuler encore plus. La Junte de militaires fascistes sent le blâme universel pour ses crimes et les horreurs commises. Elle sait qu'elle se trouve coupée de l'appui de tous les peuples du monde. Et elle ne compte que sur l'aide

des grands milieux financiers et impérialistes des USA et d'autres pays capitalistes. Tandis qu'est unanime la réprobation des hommes, des femmes et de la jeunesse libres de la terre. C'est avec nous que sont les peuples libres du monde, les pays socialistes, l'Union soviétique, la Révolution cubaine, les mouvements populaires pour la révolution et la libération en Amérique, en Afrique et en Asie. Et même plusieurs gouvernements d'Etats capitalistes, et aussi ce qu'il y a de meilleur parmi les intellectuels du monde entier.

Nous vaincrons!

La grande bataille pour la liberté vient de commencer. Comme l'a dit notre compagnon Salvador Allende, sous le feu homicide de la clique militaire fasciste: "ici s'écrit la première page de cette histoire. Le peuple et l'Amérique écriront le reste".

Il peut en avoir la certitude, notre héroïque et inoubliable Compagnon Président, martyr des libertés et de la dignité du Chili, de l'Amérique et des peuples opprimés de la terre: nous continueront à écrire les pages qu'il faut, jusqu'à en finir avec le chapitre le plus triste, le plus noir et le plus sanglant de notre histoire.

Venceremos!
Carlos Altamirano



"Ici s'écrit la première page de cette histoire. Le peuple et l'Amérique écriront le reste." paroles d'Allende pendant l'attaque de la Moneda.

Le MIR

Entrevue avec Miguel Enriquez

Un mois après le coup d'Etat, une entrevue avec le secrétaire général du MIR était publiée dans le quotidien Libération en France. Il s'agissait de la première prise de position de Miguel Enriquez dans la clandestinité; nous en reproduisons ici des extraits ainsi qu'une partie de l'appel d'Enriquez, en date du 11 octobre 1973.

«La fin tragique d'une illusion réformiste»
Question: A ton avis, quelles sont les raisons de la chute du gouvernement de Salvador Allende?

Miguel Enriquez: La crise du système de domination qui depuis plusieurs années de développait au Chili s'est cristallisée dans l'arrivée de l'UP au gouvernement. Celle-ci a accéléré la crise de l'appareil d'Etat, la crise interne de la bourgeoisie, elle a considérablement favorisée la montée du mouvement des masses. Tout ceci avait créé des conditions suffisantes pour aboutir à la conquête du pouvoir par les travailleurs, à la révolution prolétarienne, à condition que le gouvernement ait été utilisé comme l'instrument des luttes des travailleurs. Mais la tentative réformiste de l'UP s'est enfermée dans l'ordre bourgeois, l'UP n'a pas frappé l'ensemble des classes dominantes, dans l'espoir de s'allier un secteur de la bourgeoisie. L'UP ne s'est pas appuyée sur l'organisation révolutionnaire des travailleurs dans leurs



propres organes de pouvoir; elle a refusé l'alliance avec les soldats et sous-officiers; elle a préféré se renforcer à l'intérieur de l'appareil de l'Etat capitaliste et dans le corps des officiers des forces armées. L'UP a toujours été à la recherche d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie. L'illusion réformiste a permis aux classes dominantes de renforcer leurs positions dans la superstructure de l'Etat et à partir de là, d'engager leur contre-offensive réactionnaire en s'appuyant premièrement sur les syndicats patronaux capitalistes, puis sur la petite bourgeoisie et finalement sur le corps des officiers des forces armées. Pour ensuite renverser sanginairement le gouvernement et réprimer les travailleurs.

L'illusion réformiste, les travailleurs l'ont payée et la payent aujourd'hui cruellement. Leurs leaders et leurs partis qui l'ont héroïquement et tragiquement défendue jusqu'à la dernière minute la payent aussi, confirmant aujourd'hui de façon dramatique la phrase de Saint-Just: "Celui qui fait la révolution à moitié, creuse sa propre tombe".

Question: L'échec de la gauche retarde-t-il pour quelque temps la lutte pour le socialisme au Chili?

Enriquez: Il ne nous semble pas que ce soit le moment de revivre les vieilles divergences au sein de la gauche; cependant, il est nécessaire que les travailleurs et la gauche tirent tous les enseignements qu'offre l'expérience chilienne pour éviter des erreurs futures. C'est pourquoi je précise: au Chili, ni la gauche, ni le socialisme, ni la Révolution, ni les travailleurs n'ont échoué. Au Chili, c'est la fin tragique d'une illusion réformiste consistant à croire qu'on peut modifier des structures socio-économiques et faire des révolutions avec la passivité et le consentement de ceux qui sont les plus touchés, les classes dominantes. Par ailleurs, la lutte n'est pas retardée, elle ne fait que commencer. Elle sera dure et longue. Ni le mouvement des masses, ni la gauche n'ont été écrasés. Dans ces nouvelles conditions, les travailleurs, l'ensemble de la gauche et des révolutionnaires qui ont été frappés, mais qui se relèvent voient leur force s'accroître avec le ralliement de secteurs de la petite bourgeoisie en lutte contre la dictature. Ces secteurs qui hier encore s'opposaient vivement à l'UP réagissent contre la répression fasciste de la junte, contre les



«La fin tragique d'une illusion réformiste»

Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, toujours dans la clandestinité.

mesures antipopulaires et régressives qu'elle impose. Maintenant, progressivement mais solidement, va se développer une authentique résistance populaire contre la dictature fasciste.

Question: La junte militaire explique son intervention en disant que le Parlement avait déclaré que le gouvernement Allende était illégitime. Ils auraient agi aussi pour empêcher la mise en œuvre d'un plan Z selon lequel la gauche se préparait à exterminer tous les secteurs démocratiques, le corps des officiers et même Allende. Que penses-tu de ces déclarations?

Enriquez: C'est dans ces affirmations de la junte militaire que réside le caractère tragiquement ridicule et bouffon de la dictature des gorilles. Après avoir bombardé le palais de la Moneda, ils prennent le soin de préciser qu'il ne s'agit pas d'un "coup militaire" mais d'un "pronunciamento" militaire sans oublier d'ajouter que les Forces Armées restent des "institutions professionnelles et non délibérantes". Ils affirment être "intervenus" comme l'exigeait l'un des pouvoirs de l'Etat fondamental, Le Parlement; pour immédiatement le fermer. Ils déclarent que leur objectif est de "restaurer la légalité" mais ils créent des dizaines de camps de concentration tout le long du pays pour y emprisonner des dizaines de milliers de Chiliens accusés d'être "marxistes". Ils disent que le mouvement militaire devait mettre fin au sectarisme qui étouffait le Chili pour ensuite déclarer illégaux et persécuter 44% de la population qui était de gauche. Leur objectif est de reconstruire l'économie du pays; ils le font en mitraillant les usines, en licenciant des milliers d'ouvriers et d'employés accusés d'être "marxistes". Ils affirment être intervenus pour éviter le

plan Z qui "prévoyait l'assassinat d'Allende le 19 septembre" mais ils l'ont assassiné à l'avance, le 11. Ils disent encore que leur action militaire était pour défendre les droits de l'homme; ils ont fusillé au moins un millier de personnes et causé la mort de dizaines de milliers. Le but fondamental de leur action est de défendre les "valeurs nationales". Pour cela ils brûlent les livres dans les rues, ils pillent et volent la maison de Pablo Neruda, ils investissent militairement les universités; la troupe perquisitionne la maison du Cardinal. Tout cela, d'après eux, est fait pour assurer la défense des travailleurs et de leurs conquêtes et ils commencent par dissoudre leurs organisations, puis ils en licencient par milliers, ils suppriment le paiement des heures supplémentaires, ils augmentent le nombre d'heures de travail avec un véritable système de travaux forcés, ils gèlent les salaires, augmentent les prix.

Pour la révolution prolétarienne

Abordant ensuite l'avenir de la junte militaire, Enriquez affirme que la résistance populaire renversera la dictature; il ajoute que la solidarité internationale est fondamentale dans la lutte du peuple chilien et aussi que cette lutte sera favorisée par les conditions générales actuelles où l'impérialisme subit d'importantes défaites, particulièrement en Indochine, et où s'accroît la crise interne de la bourgeoisie en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Voici comment il trace les perspectives du processus révolutionnaire chilien dans son appel aux militants révolutionnaires.

"La classe ouvrière et le peuple, la gauche et les révolutionnaires sont encore puissants. La lutte sera longue et dure. Mais nous sommes sûrs de vaincre. A

partir de la lutte pour la restauration des libertés démocratiques, aujourd'hui abolies par la dictature, à partir de la défense du niveau de vie des masses, aujourd'hui attaqué de front par le fascisme, unissant la totalité de la gauche et des secteurs démocratiques disposés à impulser la lutte contre la dictature, se réorganisera le mouvement des masses, se développera et croîtra la résistance populaire contre la dictature dans les campagnes et dans les villes. Ce qui conduira au renversement de la dictature, à la restauration des libertés démocratiques, et ouvrira la voie à un puissant processus révolutionnaire, ouvrier et paysan qui culminera dans la révolution prolétarienne et socialiste.

La lutte de la classe ouvrière et du peuple chilien contre la dictature militaire fasciste est partie intégrante de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme. La solidarité internationale des pays socialistes, des pays et secteurs démocratiques et révolutionnaires, et tout particulièrement de la révolution cubaine et des mouvements révolutionnaires frères d'Amérique Latine, l'ERP d'Argentine, les Tupamaros, et l'ELN de Bolivie, a été et continue à être fondamentale.

Je ne voudrais pas terminer sans rendre un hommage à Salvador Allende, qui a donné sa vie pour la défense de ses convictions, aux travailleurs et aux militants de toutes les organisations de la gauche, et en particulier à nos militants qui sont morts, meurent, et sont aujourd'hui emprisonnés en combattant la dictature militaire fasciste.

La classe ouvrière, le peuple, la gauche, et les révolutionnaires, VENCEREMOS!"

Miguel Enriquez
Secrétaire général du MIR,
le 11 octobre 1973



Manifestation de militants du MIR.

Entrevue du représentant du MIR en Europe

L'hebdomadaire français Politique Hebdo présentait dans son numéro du 29 novembre 1973 une entrevue avec Julio Gomez, représentant du MIR en Europe. Cette entrevue vise entre autres à situer la place de la junte militaire chilienne dans la stratégie du sous-impérialisme brésilien et suggère aussi aux organisations révolutionnaires de "faire le bilan politique de l'expérience chilienne."

PH : Depuis un mois déjà, les nouvelles en provenance du Chili font état d'une répression aussi brutale qu'aux premiers jours du putsch, mais de plus en plus sélective. Peux-tu nous apporter des précisions à ce sujet ?

J.G. : Les informations que nous recevons permettent en effet d'affirmer que la répression est, d'une certaine manière, plus féroce en ce moment qu'elle ne l'était en septembre. Tout d'abord, la répression physique est devenue plus dure, même si elle est moins « spectaculaire ». Non seulement des dizaines de militants sont exécutés chaque semaine, à Santiago comme en province, mais, parallèlement, la torture se généralise. Les moyens utilisés connaissent des « perfectionnements techniques » acquis au Brésil et qui se propagent à travers l'internationale contre-révolutionnaire de l'impérialisme, à travers l'utilisation directe de la police brésilienne. Ce qui se faisait au Brésil au niveau de centaines de militants se fait aujourd'hui au Chili au niveau de milliers de militants.

Nous croyons d'autre part que les actions militaires dont la presse se fait l'écho — sans jamais mentionner, ni leur nature politique, ni leurs répercussions — sont, au même titre que les « tentatives de fuite », des prétextes de la junte, pour justifier les exécutions sommaires. Celles-ci ont été très nombreuses ces jours derniers dans le nord, à Chuquicamata et Antofagasta en particulier, et dans le sud, dans les mines de charbon, à Valdivia.

Une autre junte militaire ?

Mais il ne faut pas oublier non plus la répression économique, qui s'est, elle aussi, élargie en devenant plus brutale. Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a considérablement diminué depuis le 11 septembre. On peut parler, à l'heure actuelle, d'une surexploita-

tion de la classe ouvrière, conçue par la junte comme un appui à la « reconstruction nationale » dont parlait déjà Eduardo Frei.

Puisque tu abordes ce problème, pourrais-tu essayer de nous définir l'orientation générale que prend la politique économique de la junte ?

Pour nous, cette orientation est parfaitement claire : c'est le modèle brésilien, l'intégration autour de l'axe du sous-impérialisme brésilien. La forme même du coup d'Etat en était déjà le signe : d'abord, ce sont les forces armées en tant qu'institution qui l'ont déclenché, et non pas quelques militaires à l'intérieur de l'armée. Ensuite, la junte a organisé la répression la plus rapide et la plus sauvage possible pour essayer de donner au régime qu'elle a instauré, une garantie de stabilité immédiate. Enfin, les lignes politiques et économiques de la junte relèvent entièrement du modèle brésilien.

Du côté politique, les déclarations officielles ne cessent d'insister sur la nécessité de mettre fin à la surpolitisation de la vie publique, ce qui correspond à une tentative d'éliminer l'instance politique telle qu'elle existait jusqu'à présent. Non contente de vouloir « extirper le cancer marxiste », la Junte vise à liquider des formes traditionnelles de domination de la bourgeoisie. C'est la fin du Parlement, des partis traditionnels de la bourgeoisie du type Démocratie-chrétienne, Parti National, etc. Et ceci non pas tant au nom de la dépolitisation qu'aux fins de remplacement d'une forme de domination politique par une autre, plus violente, plus directe, plus sauvage : la dictature militaire.

Sur le plan économique, le « modèle brésilien » signifie une répression systématique contre les organisations de la classe ouvrière afin d'imposer une surexploitation sur laquelle

doit se baser un nouveau processus d'accumulation de capitaux. Mais le Chili n'est pas le Brésil : il ne possède ni les moyens économiques, ni sur tout le niveau de développement industriel de ce pays.

La junte a tout d'abord pris une première mesure de « libération des prix », ce qui impliquait un rapprochement avec la bourgeoisie en tant que classe, matérialisé par la nomination comme ministre de l'Economie du président de la société du journal ultra-conservateur « El Mercurio ». Mais dans un second temps, la junte a dû s'attaquer à l'inflation générale et elle a bloqué les prix en même temps qu'elle s'est lancée dans une répression sauvage contre les salariés.

Ces deux mesures traduisent deux tendances à l'intérieur de la bourgeoisie et de la junte : celle de Pinochet et de certains militaires, d'une part, et, d'autre part, celle du ministre de l'Economie, partisan d'un combat plus graduel contre l'inflation. Il s'agit là cependant de nuances.

Nous croyons, de toute façon, que cette première phase du putsch, la phase la plus ouvertement fasciste, ne va pas pouvoir se prolonger longtemps. Les militaires de la junte doivent faire le « sale boulot » de la répression radicale de la classe ouvrière, mais ils en sortiront marqués à vie pour les travailleurs chiliens, et pour l'histoire, comme des assassins. C'est pourquoi nous croyons possible leur remplacement par une autre junte militaire, dont la nature serait la même, mais dont les mains seraient apparemment plus blanches.

Le rôle de la bourgeoisie

Dans cette perspective de « dictature prolongée », quel peut être le rôle de la bourgeoisie, et en particulier de la DC ?

Nous croyons que la période de l'Unité Populaire a permis de révéler de façon très ouverte une crise de la représentation politique de la bourgeoisie. Cette crise avait commencé bien avant 70, c'est-à-dire sous le gouvernement réformiste bourgeois de Frei, mais sous l'Unité Populaire la bourgeoisie avait ressenti la nécessité de changer sa forme de direction politique pour mainte-

nir sa position d'hégémonie. Nous avons du reste pu voir que, dans la toute dernière période, les classes sociales bourgeoises s'exprimaient davantage au niveau des « gremios », des organisations patronales, qu'au niveau de la Démocratie-chrétienne, qui était en perte de vitesse. Ce phénomène est un des facteurs qui ont fait que le MIR a qualifié cette période de pré-révolutionnaire.

En fait, jusqu'à la fin, la bourgeoisie a plutôt utilisé la Démocratie-chrétienne en tant que parti mais son projet réel était de changer tout le système de domination politique existant au Chili. Du reste, après le 11 septembre, le porte-parole officiel de toute la bourgeoisie, de ses intérêts historiques, « El Mercurio », a dit, de façon tout à fait claire, qu'il n'y avait plus de place pour les politiciens civils, pour les politiciens traditionnels, et que toute une période de l'histoire chilienne était révolue. La bourgeoisie préfère une fin avec violence à une violence sans fin, et elle l'a montré par le coup d'Etat.

Du point de vue historique, nous ne voyons pas d'incompatibilité entre la dictature militaire et la bourgeoisie, qui ont globalement les mêmes intérêts. Nous croyons même que le secteur le plus dynamique de la bourgeoisie, le secteur que représente Frei, est tout à fait d'accord avec la junte, même s'il avait d'autres projets politiques que ce putsch. Mais nous pensons que les rapports entre les classes dominantes et la junte vont dépendre de la capacité de cette dernière à « normaliser » le pays.

En effet si, au Brésil, une cohabitation pacifique et amicale est possible entre la bourgeoisie, monopoliste surtout — mais aussi moyenne — et la dictature militaire, c'est grâce au service que la dictature a réussi à rendre à la bourgeoisie : une pacification sociale relative, un certain progrès économique et un taux de profit énorme. La bourgeoisie accepte donc de payer le prix de ce service en perdant une représentation politique directe. Elle accepte même que certains de ses membres soient frappés par la répression. Mais nous sommes convaincus qu'au Chili, la junte ne pourra pas rendre ce service de « pacification nationale » à la bourgeoisie : le niveau de politisation des travailleurs et leur capacité de lutte



sont trop élevés.

Pour une résistance de masse

En tenant compte de cette attitude de la bourgeoisie, quelle résistance propose le MIR, dans l'avenir immédiat ?

Le MIR propose en ce moment la constitution d'un front révolutionnaire regroupant toutes les organisations de gauche, du PC au MIR en passant par le PS, le MAPU, l'IC, enfin tous les courants de la gauche en général. Nous sommes actuellement en discussion avec toutes ces organisations.

Nous croyons que la tâche fondamentale de ce front est la reconversion, la réorganisation du mouvement de masse en vue de nouvelles conditions de lutte clandestine. Nous croyons qu'au Chili la résistance peut avoir, dès le départ, un caractère de masse. Ce sera une résistance qui connaîtra, dès le début, des affrontements violents avec le système, mais qui pourra, en même temps, compter sur un peuple tout entier, capable de lutter contre la junte militaire.

Cette lutte entraînera certainement des revendications de caractère démocratique, pour la défense du niveau de vie de la classe ouvrière, mais sa dynamique est tout à fait explosive dans la mesure où il s'agit de revendications que la junte ne pourra pas satisfaire et qui seront le point de départ d'une

révolution ouvrière-paysanne, prolétarienne, socialiste.

Il ne s'agit pas, pour nous, de retourner aux conditions de lutte d'avant le putsch, mais il ne s'agit pas non plus de remettre la formation de ce front à un débat polémique dans l'ensemble de la gauche sur la stratégie qui aurait dû être suivie. Nous avons toujours dit qu'il existait deux lignes politiques à l'intérieur de la gauche : l'une réformiste et l'autre révolutionnaire, et, pour nous, les analyses de la gauche révolutionnaire restent justes.

Aujourd'hui, l'impératif immédiat est la constitution de ce front uni pour la réorganisation clandestine du mouvement de masse, mais aussi, parallèlement, pour développer la lutte idéologique et faire un travail de clarification politique qui rendra possible une unification plus profonde à moyen terme.

Mais, ce qui nous semble important, c'est que cette résistance n'aura pas seulement une valeur nationale, car ce n'est pas seulement le destin du peuple chilien qui est en jeu. Nous croyons que cette lutte relancera le mouvement révolutionnaire à l'échelle continentale, seule possibilité de barrer la route au développement du sous-impérialisme brésilien dans le continent.

Pour nous, en effet, l'opération du coup d'Etat au Chili a été, bien sûr, une opération menée par les Etats-Unis, mais surtout par le sous-impérialisme



Bautista Van Schowen, arrêté et torturé en décembre 1973, et Miguel Enriquez, lors d'une réunion du Front des travailleurs révolutionnaires.

brésilien, qui va, le premier, en retirer les bénéfices politiques. Nous pensons que les Etats-Unis ne se trouvent pas dans une position politique et économique favorable à ce genre d'intervention. Par contre, le Brésil a déjà commencé au Chili sa politique d'intégration en offrant l'échange du sucre brésilien contre le cuivre chilien, comme il l'a fait avec l'Uruguay, la Bolivie et le Paraguay.

C'est pourquoi, devant ces liaisons stratégiques de plus en plus étroites, à l'échelle continentale, entre les classes dominantes, les peuples eux-aussi

doivent coordonner leur lutte. Pour sa part, le MIR travaille déjà avec les organisations sœurs comme l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) d'Argentine, les Tupamaros d'Uruguay et l'Armée de Libération Nationale de Bolivie, et nous serons côte à côte dans la guerre révolutionnaire prolongée qui se développera dans le continent.

Deux mois et demi après le putsch, qu'attendent les militants chiliens des militants français en ce qui concerne la solidarité à la résistance qui s'organise ?

Au Chili, on ne s'attendait pas à une solidarité aussi large que celle qui s'est manifestée jusqu'à maintenant en Europe, en particulier en Italie et en France. Pour ce qui est des besoins de la résistance, nous croyons, tout d'abord, qu'il faut poursuivre et multiplier l'aide matérielle, non seulement pour les travailleurs au chômage (plus d'un tiers de la classe ouvrière à l'heure actuelle), mais aussi pour les victimes de la répression. Mais il faut aussi apporter une aide plus directe aux organisations révolutionnaires, précisément pour que le front uni de la résistance parvienne à s'organiser à l'échelle nationale.

Faire un bilan politique

D'autre part, il faut empêcher, par tous les moyens, le rétablissement d'un contact politique, militaire et économique étroit entre la junte militaire et les gouvernements européens. En décembre, la junte enverra une délégation en France pour assister à la réunion du « Club de Paris » qui doit renégocier la dette extérieure du Chili. Jusqu'ici, elle n'avait pas osé déléguer comme elle l'avait prévu, des représentants comme Léon Vilarin, le dirigeant du syndicat des propriétaires de camions responsable de la grève de juillet, août et septembre derniers. Mais ce type de mission n'a pas été officiellement annulé. Les militants français doivent donc rester en alerte et se mobiliser de façon à poursuivre et à élargir la campagne d'isolement politique de la dictature, et de relancer, avec plus de force encore, la campagne du peuple chilien en général, et des militants révolutionnaires en particulier.

Enfin, nous croyons qu'il appartient aux organisations révolutionnaires européennes de faire le bilan politique de l'expérience chilienne. Nous, organisations révolutionnaires chiliennes, nous devons être prêtes à vous fournir tous nos documents, toutes nos analyses, mais nous croyons que c'est plutôt aux organisations de la gauche européenne de tirer leurs propres conclusions des événements qui se sont déroulés au Chili au cours de ces dernières années.

(Les intertitres sont de la rédaction de « Politique Hebdo »)

Le MAPU

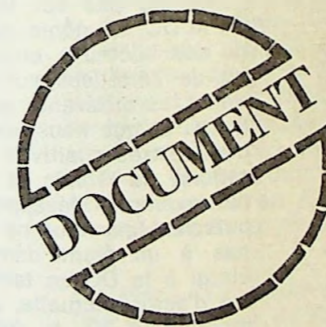
Mouvement d'Action Populaire Unifiée

L'entrevue accordée par le représentant du MAPU à Politique Hebdo a été publiée le 25 octobre, peu après que ce représentant soit arrivé du Chili. On y retrouve surtout une évaluation des positions et réactions des partis avant et immédiatement après le coup d'Etat.

Il s'agit ici du MAPU tendance Garretton, plus proche du Parti Socialiste et du MIR. Nous n'avons pu obtenir de texte donnant la position du parti MAPU ouvriers et paysans [Gazmuri].

PH — Avant le 11 septembre, les partis de l'UP avaient-ils conscience de l'imminence d'un coup d'Etat fasciste et, surtout, s'y préparaient-ils ?

MAPU — Tous les partis de l'UP avaient conscience de la possibilité d'un coup d'Etat — je dis bien de la possibilité et non de l'imminence — mais ils ne le prévoyaient pas sous la forme qu'il a finalement prise. En fait, ils avaient surtout conscience d'une grave situation de crise, et c'est pourquoi, le vendredi précédent le coup d'Etat, c'est-à-dire le 7 septembre, l'UP a tenu une réunion au cours de laquelle Allende a proposé trois solutions pour « dénouer la crise » : organiser un plébiscite, reprendre le dialogue avec la Démocratie-chrétienne ou se résoudre à l'affrontement violent.



Le lendemain, le 8, au cours d'une nouvelle réunion, les partis ont fait connaître leur décision : tous rejetaient le plébiscite et seul Allende déclarait qu'il ne l'excluait pas ; quatre partis (le Parti communiste, le Parti radical, l'Action populaire indépendante et le MOC, fraction de droite du MAPU) proposaient le dialogue avec la DC, et donc la promulgation immédiate de la réforme constitutionnelle (1) ; et enfin, trois partis (le Parti socialiste, le MAPU et la Gauche chrétienne) esti-

malent qu'il fallait se préparer à un affrontement militaire. Devant ce désaccord, Allende a déclaré qu'il prendrait lui-même ses responsabilités, et qu'il trancherait.

Trois conditions

Ces trois derniers partis, qui représentaient la gauche de l'Unité Populaire, prévoyaient, bien sûr, le coup d'Etat, mais pour plus tard et dans d'autres conditions. Ils comptaient sur une division à l'intérieur de l'armée, et donc sur la possibilité d'une zone de résistance et de libération qui aurait permis aux partis et à la masse de se transformer en combattants.

Pour que l'affrontement nous permette de sortir victorieux, nous pensions qu'il fallait réunir trois conditions. Premièrement, une organisation de masse suffisante et qui annonce un peu l'Etat populaire. Cette organisation de masse, nous l'avions vue naître dans les « cordons industriels » et les « commandos communaux » (2), qui n'en étaient qu'à leur phase de gestation, qui n'avaient pas de portée globale et qui reproduisaient à leur niveau les contradictions de l'UP, mais qui représentaient une forme d'organisation supérieure qu'ils auraient pu atteindre avec deux, trois ou quatre mois de plus.

La deuxième condition pour gagner une bataille supposait une division de l'armée. Il est difficile d'avoir des informations précises à ce sujet, car, à Santiago, on ignorait tout de ce qui se passait à l'intérieur du pays et vice-versa, mais il est certain qu'il y a eu une grande surprise et une profonde déception devant l'absence de résistance importante à l'intérieur de l'armée.



Oscar Garretton
secrétaire général du MAPU.

La troisième et dernière condition était la formation d'un « Parti de la Révolution », parti que les masses réclamaient et construisaient en débordant la politique du gouvernement, et en allant de plus en plus souvent au-delà de son action.

En ce qui concerne le coup d'Etat, personne, sauf un individu isolé, ne nous a donné d'information permettant de croire à son imminence. Pourtant, les partis avaient reçu des renseignements assez précis sur ce qui pourrait arriver entre le 8 et le 12 septembre, mais il les avaient interprétés comme l'annonce d'une action massive de perquisition de la part de l'armée, sous le prétexte d'appliquer la « Loi de Contrôle des Armes ». Ces renseignements n'ont été pris au sérieux que dans la soirée du 10, vers minuit.

A cette époque, la tactique d'Allende était de compter sur sa capacité — qui était réelle — de diviser l'armée. Et à ce sujet, je voudrais te raconter une anecdote significative : après le putsch, le secrétaire d'Etat de la Junte a déclaré que les militaires n'étaient pas allés parlementer avec Allende le matin du 11, « de peur que le président ne réussisse à les diviser ».

Pour résumer la situation avant le 11 septembre, la gauche de l'UP, et probablement aussi le MIR, avaient commencé un travail de mobilisation des masses qui s'est reflété, entre autres, dans le discours prononcé le 9 par le secrétaire général du PS, Carlos Altamira-



no, qui appelait le peuple à passer à l'offensive et rejetait toute collaboration avec la DC. Quant au PC, au secteur modéré de l'UP et surtout à Allende, ils avaient ouvertement rejeté la possibilité d'un affrontement. Mais il est difficile de dire si c'est parce qu'ils jugeaient le rapport des forces défavorables ou parce qu'ils y renonçaient a priori.

Face au putsch

PH — A l'annonce du coup d'Etat, quelles ont été les réactions des différents partis de l'UP et du MIR, et quelles ont été les directives données à leurs militants ?

MAPU — Vers la fin de la matinée du 11, lorsque chacun a pu voir clairement de quoi il s'agissait, les directives générales données aux militants ont été celles des « replis tactiques ». C'est assez vrai, je crois, au niveau du PC. C'est vrai au niveau du MAPU et du MIR, et aussi au niveau du PS, bien que l'ordre ait été donné quelques heures plus tard.

En fait, lorsqu'ils ont vu les mouvements de troupes, vers 8 ou 9 heures le matin, les partis n'étaient pas persuadés qu'il s'agissait d'un véritable coup d'Etat, sans division de l'armée, et dans certains cas, ils ont donné l'ordre de rejoindre les centres de travail et de commencer des actions de masse, mais pas d'actions militaires. La population aussi, surtout

dans le centre de Santiago, près de La Moneda, qui est un secteur de banques et de grands bureaux, a réagi comme s'il s'agissait d'un nouveau 29 juin, d'un essai de coup d'Etat, et elle s'est donc mobilisée sur les lieux de travail. Les gens qui étaient là se sont défendus face aux militaires, et sont tombés — ou ont été faits prisonniers.

Quand les partis ont pris conscience de la gravité de la situation, de la cohésion de l'armée et donc de l'impossibilité de résister selon l'analyse du moment, l'ordre de repli a été donné par tous les partis. Les jours suivants, il n'y a eu qu'une seule réelle action contre-offensive, à Valparaíso, sur l'initiative du MIR, selon mes informations. Partout ailleurs, il y a bien sûr eu des fusillades, mais elles étaient davantage le fait de groupes isolés que de groupes liés à un parti.

PH — Comment les différents partis de l'UP et le MIR ont-ils agi en vue d'organiser tactiquement et stratégiquement la résistance ? Où en est-on, de ce point de vue, à l'heure actuelle ?

MAPU — Dès les premiers jours s'est constitué un commandement unitaire de la résistance regroupant tous les partis de l'UP, le MIR et l'USOPO (3). Mais il ne s'agissait encore que d'un regroupement organique au niveau des dirigeants, pour l'action immédiate, et l'accord politique sur la stratégie militaire à suivre était encore en discussion.

Le problème est le suivant. Avant le coup d'Etat, il y avait une lutte idéologique sérieuse à l'intérieur de la gauche chilienne, et cette lutte continue. Les partis ne peuvent donc songer à une unification ou à un front unique que dans la mesure où la lutte idéologique trouve une solution. Or il ne semble pas que ce soit encore le cas.

Il y a des conversations bilatérales entre partis et, pour notre part, nous avons eu des entretiens avec le PS et le MIR. Notre position s'appuie actuellement sur l'analyse suivante : nous considérons d'abord, que, d'une manière générale, nous nous trouvons toujours, au Chili, dans une période pré-révolutionnaire, mais que nous sommes, à l'heure actuelle, dans une situation de reflux des masses. Pour nous, l'essentiel est donc de créer une action massive de résistance politique à la

Junte fasciste, et de lui donner un appui militaire. Alors seulement se justifiera une résistance armée réelle avec la perspective probable, à long terme, d'une guerre populaire prolongée.

Cette position rejoint en grande partie la ligne stratégique du PS, et en particulier la ligne développée par Altamirano, c'est-à-dire la ligne hégémonique à l'intérieur du PS, mais nous considérons que la forme d'organisation du parti socialiste a été, jusqu'ici, insuffisante.

Nous avons certainement aussi de nombreux points communs avec le MIR, mais je ne connais pas le détail de sa position, ni le degré d'exactitude de l'interview de son secrétaire général, Miguel Enriquez, qui a été publiée dans le quotidien français *Libération* les 16 et 17 octobre.

Au sein du PC

Quant au document du PC chilien publié par l'*Humanité* le 15 octobre, il nous paraît vague sur certains points, et l'alliance qu'il préconise avec la Démocratie chrétienne ne nous paraît pas raisonnable.

Je ne parle évidemment pas de l'alliance avec la base de la DC, avec laquelle nous pouvons avoir des contacts étroits et même former un front de résistance commun, ce que nous proposons du reste. Mais nous ne comptons pas sur la direction de la DC, ni même sur certains de ses secteurs, encore qu'il y ait de sérieuses contradictions entre les différents secteurs de la DC et que nous considérons comme très positives les déclarations de Tomić et Leighton, par exemple, désapprouvant le putsch. Mais nous ne songeons pas à un front démocratique élargi à la DC en tant que forme d'action actuelle, comme le propose le PC. Je dois ajouter que nos relations avec le PC ne sont pas encore clarifiées, et je ne connais pas les derniers résultats des discussions en cours.

PH — Il semble que ce document du PC ait été beaucoup plus exploité à l'extérieur du Chili qu'à l'intérieur. Peux-tu nous préciser ce point ?

MAPU — Le document du PC, selon les informations publiées dans les journaux français, aurait été diffusé au Chili le 11 octobre. Personnellement, je n'étais plus sur place à cette date et je n'ai donc pas pu vé-



La Centrale unique des travailleurs (CUT) a lancé à plusieurs reprises le mot d'ordre de mobilisation générale.

rifier si c'était exact. Mais selon des camarades — des cadres de notre parti — qui sont sortis ces derniers jours, cette déclaration ne serait pas connue, pas plus d'ailleurs que l'interview du leader du MIR, Enriquez. Ce qui laisse évidemment certains doutes sur le bien-fondé d'une vision présentée par l'extérieur sur une lutte idéologique, au Chili, au sein de la gauche chilienne. Et on peut se demander jusqu'à quel point l'utilisation de cette lutte idéologique hors du Chili, dans un contexte qui n'est pas celui du Chili, ne nuit pas plus qu'elle n'aide à l'action, tant de la lutte révolutionnaire au Chili, qu'en France, en Italie et où que ce soit.

PH — On parle d'une gauche à l'intérieur du PC, qui serait représentée par la Centrale Unique des Travailleurs et la jeunesse. Qu'en penses-tu ?

MAPU — On sait, et on a pu voir plusieurs fois qu'il existait des contradictions au sein du PC. Au cours du dernier plénum du PC, par exemple, qui réunissait le Comité central et les dirigeants régionaux, le rapport présenté par Corvalán n'a pas été approuvé par la base et la discussion a été renvoyée au Congrès, prévu pour la fin de l'année. Si mes informations sont bonnes, Corvalán lui-même

n'a finalement pas, non plus, approuvé son propre rapport.

Il y avait certainement des différences tactiques — je ne crois pas aux différences stratégiques — entre les divers courants du PC, en particulier entre la CUT et la jeunesse d'une part, et, d'autre part, certains secteurs de l'appareil. Cette lutte idéologique s'exprimait aussi dans différentes zones du pays, où des fédérations étaient nettement plus à gauche que d'autres, et prenait des formes beaucoup plus aiguës.

D'autre part, au cours des derniers mois, lorsqu'on a commencé à parler, surtout après le 29 juin, d'une action possible de l'armée, et que le PC lui-même en a informé ses bases, on a pu constater, à ce niveau, un phénomène de doute, presque de décomposition, et de remise en question de l'analyse de la direction. En effet, le PC avait toujours défendu la thèse de l'armée constitutionnaliste et, un beau jour, il lui a fallu informer sa base de la possibilité d'une action factieuse de l'armée. Ces contradictions ont posé un certain nombre de problèmes aux militants.

On a souvent vu aussi des militants de base du PC participer au travail des militants d'autres partis, en plein accord

avec eux, dans des actions, bien sûr, ponctuelles, mais qui reflétaient une certaine contradiction avec la ligne générale des dirigeants.

La résistance

PH — Comment vois-tu le développement de la résistance ?

MAPU — Dans la mesure où on peut se prononcer en ce moment, alors que les partis mènent une discussion idéologique et définissent leur stratégie, certains points nous semblent clairs. D'abord, comme je l'ai déjà dit, nous pensons que le caractère pré-révolutionnaire de la période précédente se maintient et, d'autre part, que nous vivons une étape de reflux du mouvement de masse, dû à la conjoncture actuelle. Il faut aussi ajouter un élément positif : c'est que les partis restent intacts.

Bien sûr, leur articulation avec le mouvement de masse est difficile, étant donné la férocité de la répression. Mais le problème pour nous est de résister à cette répression et d'aller d'une certaine manière plus vite qu'elle, en déclenchant une offensive de masse avant que cette répression n'ait le temps d'arriver à une phase efficace et intelligente qui tou-



La base de la CUT allait souvent beaucoup plus loin que la direction syndicale dans ses revendications et sa mobilisation.

cherait, non plus, comme elle le fait aujourd'hui grossièrement, la masse, mais les appareils des partis.

De notre capacité à passer cette période difficile et à organiser un mouvement de masse, qui devra nécessairement être accompagné d'actions militaires, dépend le sort de la lutte révolutionnaire et la possibilité de déclencher une guerre populaire prolongée qui conduira à la victoire. Je crois que dans cette perspective, nous pouvons distinguer trois phases : une phase défensive, celle dans laquelle nous sommes actuellement, une phase d'équilibre et

une phase d'insurrection que nous voulons victorieuse.

Je crois que la perspective qui s'ouvre aujourd'hui à la gauche chilienne rejoint maintenant la perspective générale que connaissent déjà la gauche argentine, la gauche uruguayenne et la gauche de différents pays latino-américains. Ceci repose le problème, sur lequel avait insisté « Che » Guevara, de la « révolution continentale » en Amérique latine, non plus seulement de la révolution à l'échelle nationale. Et ceci remet aussi en question la stratégie générale de la gauche au niveau mondial.

- (1) Cette réforme votée par le Parlement mais à laquelle Allende avait mis son veto, devait délimiter les trois secteurs de l'économie, social, mixte et privé, et donc mettre fin à la politique de nationalisation de l'UP.
 (2) Voir PH n° 94, du 13 septembre 1973.
 (3) Fraction du PS.

Le Parti Communiste

Appel au peuple Chilien

Plusieurs textes du Parti communiste chilien ont été publiés depuis le coup d'Etat. Celui-ci est l'appel du 11 octobre 1973, repris des Cahiers du communisme, revue du Parti communiste français. Le PC y propose l'unité la plus large contre la dictature, tout en dénonçant les positions « ultra-gauchistes » et « réformistes » qui se sont manifestées au sein du gouvernement d'Unité Populaire.



Le putsch militaire du 11 septembre a plongé le pays dans un climat de terreur et de brutalité sans précédent dans l'histoire. L'acharnement, la cruauté avec lesquels a été réprimé le mouvement démocratique tout entier et en particulier le mouvement ouvrier, n'ont pas de précédent dans notre pays ni en Amérique latine. Le seul point de référence est le massacre déclenché par le coup d'Etat en Indonésie en 1965.

Il n'est pas un seul acte de la junte militaire qui ne soit la négation absolue de tout ce que l'opposition au gouvernement populaire entendait défendre. Ces gens-là parlaient de démocratie et ils imposent la dictature. Ils parlaient de liberté et ils ont ouvert des camps de concentration. Ils parlaient du respect de la personne humaine et ils ont fait des exécutions sommaires leur pain quotidien. Ils prétendaient défendre le pluralisme idéologique et l'autonomie des universités et ils les ont militarisées.

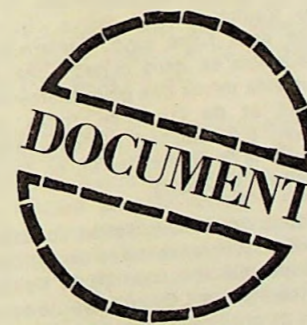
En bref, une dictature fasciste s'est installée dans notre pays, avec la séquelle de crimes et d'abus qui caractérise ce type de régime. Le plan du putsch, sa mise en œuvre, ses méthodes bestiales sont d'origine étrangère. Tout cela a vu le jour dans les bureaux de la C.I.A. en liaison directe avec l'I.T.T. et la Kennecott. A cet effet, un groupe de travail spécial a été constitué au Pentagone et à la Maison-Blanche.

La junte fasciste ne représente pas le moindre esprit national ou patriotique. Elle est antipatriotique par essence, elle attente aux intérêts du Chili com-

me nation indépendante. Elle n'est qu'un appendice fasciste au service de l'impérialisme et de la réaction interne.

Le jour même du putsch se sont déroulées en face des côtes du Chili les manœuvres « Unitas », avec la participation de bâtiments et d'avions nord-américains.

Quelques heures à peine après s'être constituée, la junte militaire a décrété l'état de siège, s'asseyant sur la Constitution et sur le Parlement. Après quoi,



elle a proclamé la suspension du congrès jusqu'à « nouvel ordre ». Nouvel ordre qui ne s'est pas fait attendre, puisque bientôt après, les deux Chambres ont été fermées et le mandat des députés et sénateurs déclaré caduc. Ceux qui naguère, à tout propos et sans raison, faisaient grand tapage pour la « défense » du pouvoir législatif n'ont pas pipé mot cette fois. C'est le cas du sieur Frei, président du Sénat, et du sieur Pareto, président de

la Chambre, qui ont docilement accepté ces agressions.

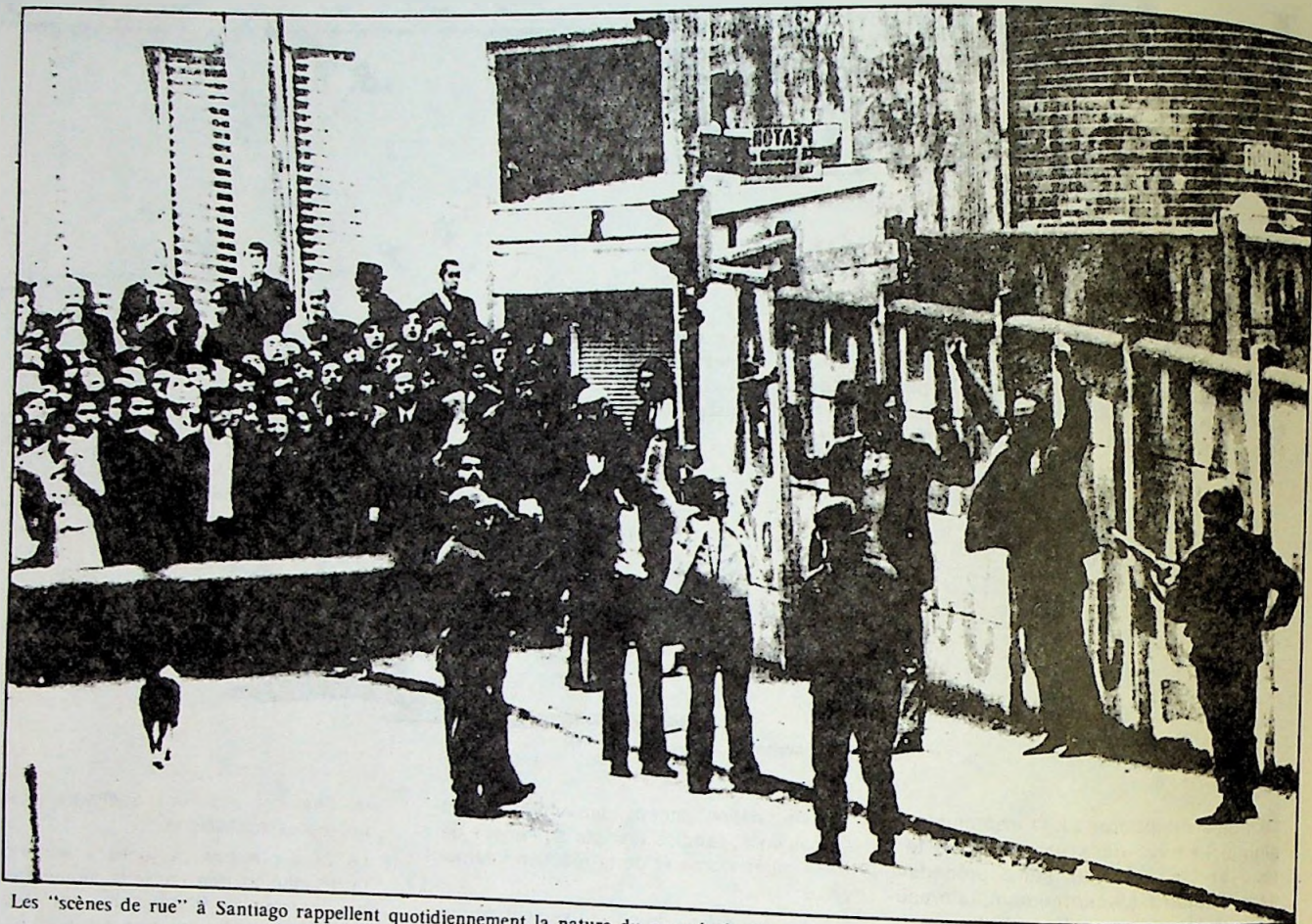
Le 24 septembre, la junte a annoncé la dissolution des conseils municipaux qui, comme le Parlement, sont issus du suffrage universel. Les autorités municipales seront désormais « élues » par la junte.

Celle-ci a ensuite décidé de nommer des militaires comme recteurs de toutes les universités sans exception. Elle a également résolu d'éliminer de l'enseignement supérieur tous les professeurs marxistes et de proscrire le marxisme de l'enseignement universitaire. L'autonomie universitaire est morte.

On a organisé des rafles dans le plus pur style fasciste. Toutes les libertés politiques ont été liquidées. Il n'y a plus de liberté de réunion, d'association ni d'expression orale ou écrite.

Les opérations punitives ont atteint un degré de brutalité inouï. Les populations civiles, surtout dans les quartiers populaires ont été soumises à toute sorte de vexations qui font bouillir le sang aux plus indifférents eux-mêmes. Les violations de domicile ne se comptent plus. On a flagellé des gens. On a brûlé des montagnes de livres, comme aux plus beaux jours de l'hitlérisme. Les fusillés se comptent par centaines. L'état de siège a été complété par un autre décret-loi qui donne carte blanche à la peine de mort.

(*) Appel publié clandestinement par le Parti communiste du Chili le 11 octobre 1973, un mois après le putsch.



Les "scènes de rue" à Santiago rappellent quotidiennement la nature du pouvoir fasciste.

Le droit de pétition et de grève des travailleurs est virtuellement supprimé. Les promesses de la junte militaire de ne pas se livrer à des représailles ne correspondent absolument pas aux faits. La chasse aux militants de tous les partis de gauche, aux dirigeants syndicaux, aux simples travailleurs dont beaucoup n'ont aucune appartenance politique, est à l'ordre du jour. Des milliers et des milliers de Chiliens patriotes, depuis d'humbles ouvriers jusqu'à des personnalités comme le docteur Asenjo, prix national des sciences 1973, ont été expulsés pour le seul « délit » d'avoir des idées avancées ou de sympathiser avec elles. La chasse aux sorcières ne connaît plus de limites. Plus de 10 000 Chiliens sont enfermés ou confinés dans de véritables camps de concentration, au stade national ou sur des îles lointaines.

la technique du blitzkrieg

La politique internationale a fait un virage à 180 degrés. Celui-ci a été précédé de faits jamais vus dans l'histoire du Chili, comme l'attaque à main armée contre l'ambassade de Cuba et les provocations en série contre des bateaux et les équipages soviétiques, cubains et allemands, contre des techniciens et des spécialistes de ces pays

ainsi que le personnel auxiliaire employé par leurs représentants diplomatiques. On a vu par ailleurs se déchaîner une hystérie chauvine contre tous les citoyens étrangers, dont beaucoup sont des professionnels de haut niveau qui coopéraient avec le Chili à la solution de nos problèmes, tandis que d'autres étaient venus chercher asile dans notre pays, conformément à nos lois et, dans certains cas, à la demande même des gouvernements du Brésil et de l'Uruguay, après qu'ils eurent été relâchés de leurs prisons contre la libération de tel ou tel personnage sequestré.

Face à cette accumulation de faits qui révèlent l'instauration d'une dictature de type fasciste, que dit la Démocratie chrétienne ? Qu'en est-il de ses prises de position de naguère contre toute issue antidémocratique ? Qu'en est-il de ses conceptions favorables au pluralisme idéologique et politique ?

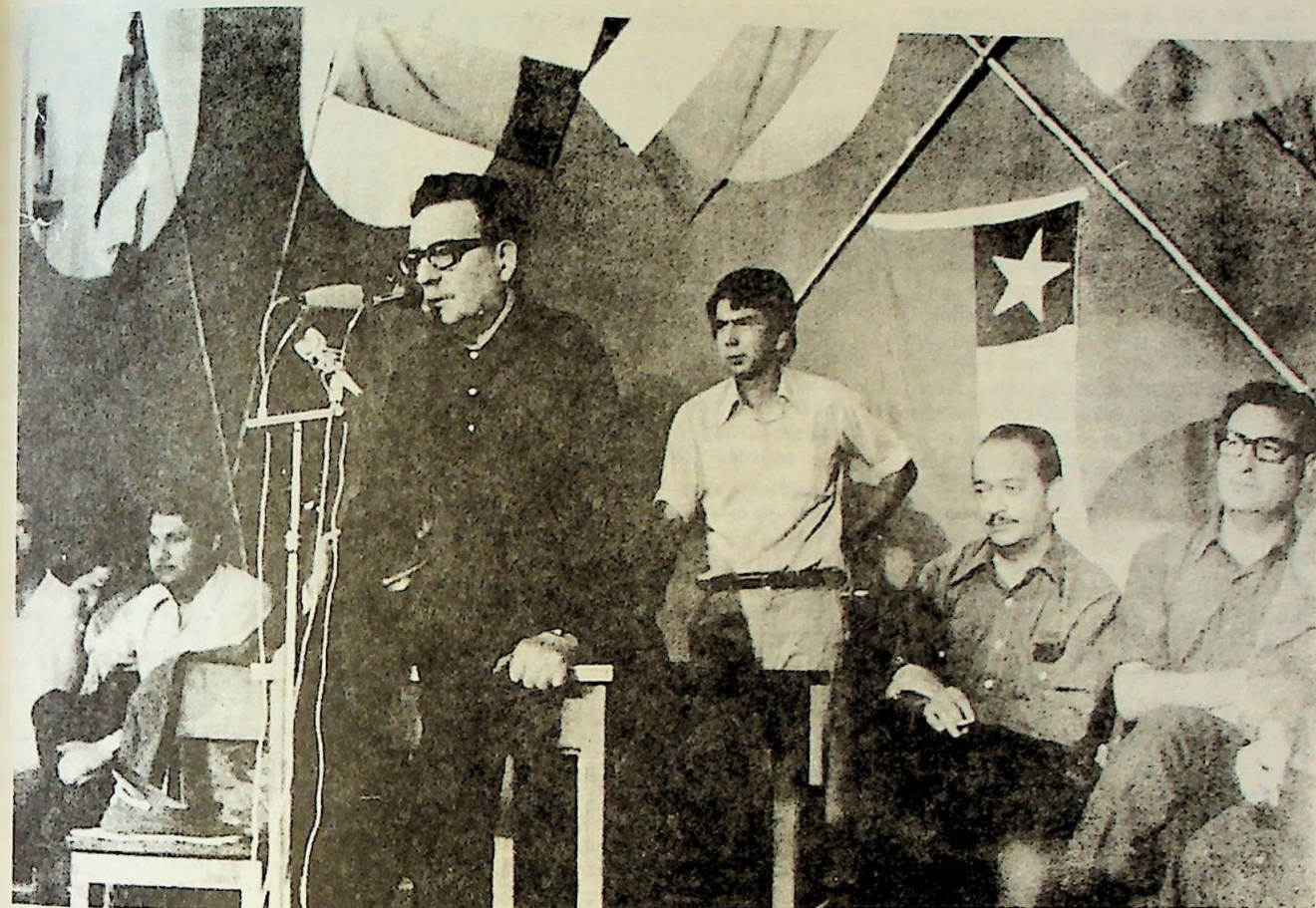
Nous avons pris acte de l'opinion dissidente de parlementaires et de dirigeants démocrates-chrétiens ayant à leur tête des personnalités comme Raimiro Tomic, Bernardo Leighton, Renan Fuentealba et autres qui sont demeurés fidèles à leurs principes et ont répudié publiquement le putsch et ses suites. Cela les honore et nous sommes persuadés qu'ils interprètent

l'immense majorité du peuple démocraté-chrétien que ses dirigeants officiels, compromis dans la conjuration, ont purement et simplement trahi.

Le cardinal Raul Silva Henriquez et le Comité permanent de l'Episcopat ont émis une déclaration qui dit entre autres choses : « Nous demandons le respect pour ceux qui sont tombés dans la lutte et en premier lieu pour celui qui fut jusqu'au mardi 11 septembre le président de la République. »

Ce respect n'est apparu nulle part. Bien au contraire. La junte militaire, avec l'aide de tous les moyens d'expression de masse réactionnaires, s'est lancée dans une campagne ignoble visant à dénigrer sa figure. Les vautours se sont mis à déchieter et à dévorer le cadavre du Président. Mais ils se trompent lourdement. Ils n'arracheront jamais du cœur du peuple le souvenir d'un homme qui, comme Allende, a aimé sa patrie par-dessus tout et a lutté durant des décennies pour la libération des opprimés et des exploités, combattu au combat en héros.

Les jours noirs que nous vivons passeront. Et la figure de Salvador Allende, du Président qui a rendu son culte au Chili, qui a affronté l'impérialisme et l'oligarchie, qui n'a cédé ni aux flatteries ni aux menaces de l'ennemi, qui fut loyal jusqu'à la mort, cette



"Depuis le moment même où nous avons triomphé électoralement, le 4 septembre 1970, nous nous sommes vus affrontés au développement d'une action extérieure de grande envergure, qui a prétendu empêcher la mise en place d'un gouvernement librement élu, et depuis lors, a constamment cherché à le renverser." Allende à l'ONU, 4 décembre 1972

figure restera fixée dans l'histoire de notre pays et de l'Amérique latine auprès de celles d'O'Higgins, de Balmaçada, de Recabarren, de Pedro Aguirre Cerda et de tant d'autres chiliens qui ont tout donné pour la patrie et pour le peuple. Leurs détracteurs en revanche ne feront même pas figure de pygmées.

Ce qui a été fait a été conçu de sang-froid et avec une longue préméditation, à commencer par le bombardement et la destruction du palais de la Moneda, barbarie pour laquelle il ne sera point de pardon. Le bombardement absolument inutile des résidences présidentielles de Tomas Moro et du Canaveral, les opérations militaires contre les usines et les « poblaciones », les décrets-lois de la junte, l'arrestation de milliers de citoyens, étaient préparés depuis longtemps. Comme l'a avoué le « Mercurio », on a appliqué la technique fasciste du « Blitzkrieg », du coup foudroyant et sur tous les fronts, dans le but, entre autres, de semer la panique au sein des populations civiles.

Tout le monde sait également que les graves difficultés économiques et financières que nous traversons ont leur origine non dans les erreurs du gouvernement, même si elles y ont eu leur part mais dans l'énorme dette extérieure que nous avons héritée en accédant

au gouvernement, dans le retard agropastoral du pays, dans la pauvreté de son infrastructure, dans le bas prix du cuivre durant deux ans, dans la dévaluation du dollar, dans la fermeture des lignes de crédit de la part des Etats-Unis, dans le sabotage économique, dans les dommages considérables provoqués par les « grèves du transport », dans le vote sans financement des lois de finance et de rajustement des rémunérations, etc.

L'impérialisme et l'oligarchie n'ont pas pardonné au président Allende et à l'Unité populaire tout ce qui a été fait en matière de nationalisation des industries extractives, d'approfondissement de la réforme agraire, d'étatisation du secteur de propriété sociale de l'économie.

C'est pourquoi ils ont voulu abattre le gouvernement par n'importe quel moyen. Personne ne peut le nier. Ils ont maintes fois proclamé cette intention et ils l'ont froidement mise à exécution. Ils n'ont pas hésité dans ce but à causer les pires dommages à l'économie chilienne.

la calomnie comme prétexte

Dans le vain espoir de se justifier aux yeux de l'opinion nationale et interna-

tionale, on a inventé l'histoire la plus extravagante qui soit : on a voulu faire croire que les Forces Armées s'étaient trouvées devant l'alternative ou d'attaquer ou d'être attaquées et, pour commencer, décapitées par de prétendus effectifs paramilitaires de l'Unité populaire.

Selon cette histoire à dormir debout, l'Unité populaire avait l'intention de mettre en œuvre ce plan diabolique le lundi 17 septembre. Ce plan est une invention grossière de l'impérialisme et de ses fantoches fascistes intérieurs. Ils ont lancé cette fable lorsqu'ils ont senti le poids de l'immense indignation mondiale devant leurs crimes qui offensent la conscience universelle.

Cette version est tellement extravagante que dans les journaux du 18 septembre, Pinochet lui-même, consulté sur cette affaire, a déclaré : « Il est possible en effet qu'on ait forgé un tel « auto-coup d'Etat ». Il y a tellement de bruits qui courent... Il y a tellement de gens qui s'acharnent à semer le doute ou l'inouïté dans la population. »

la lutte pour le futur

Mais l'état de choses actuel ne sera pas éternel. Le mensonge ne prévau-

dra pas sur la vérité, ni l'oppression sur la liberté, ni le fascisme sur la démocratie. Avant longtemps le pays sortira de cette nuit et de cette régression. Il n'y a pas et il n'y aura pas de forces capables d'enchaîner notre peuple pour longtemps ni d'écraser les courants rénovateurs de la société.

Les nouveaux gouvernants ont peur du peuple. C'est pourquoi ils maintiennent l'état de siège et le couvre-feu, sèment la terreur, prennent le contrôle total de la télévision et de la radio, ferment la presse de gauche, suppriment les droits syndicaux, poursuivent ceux qui ne pensent pas comme eux et déclarent hors-la-loi les partis marxistes. Et tout cela avec la bénédiction et la complicité de beaucoup de faux démocrates.

Les travailleurs et les masses populaires se remettront du coup reçu et recommenceront, sans le moindre doute, à conduire les destinées de la patrie.

Comme toujours, nous mettrons l'accent sur l'organisation, l'unité et la lutte des masses et sur le développement croissant de sa conscience politique. La confusion et le découragement qui, en ce moment, peuvent prévaloir dans certains secteurs du peuple, sont des états d'âme transitoires. La classe ouvrière et le peuple en général sortiront plus forts des épreuves et des combats à venir.

Le putsch militaire a liquidé les institutions, ne laissant debout que le vétuste et rampant pouvoir judiciaire et le fantoche qui officie comme contrôleur général de la République. Il en a terminé avec l'état de droit. Le Chili est devenu un Etat policier, où ne prévalent ni la Constitution ni la loi mais les proclamations militaires du temps de guerre. On a répandu brutalement le sang du peuple ; il n'y a pratique-

ment pas une seule famille qui ne soit angoissée pour le sort de l'un des siens.

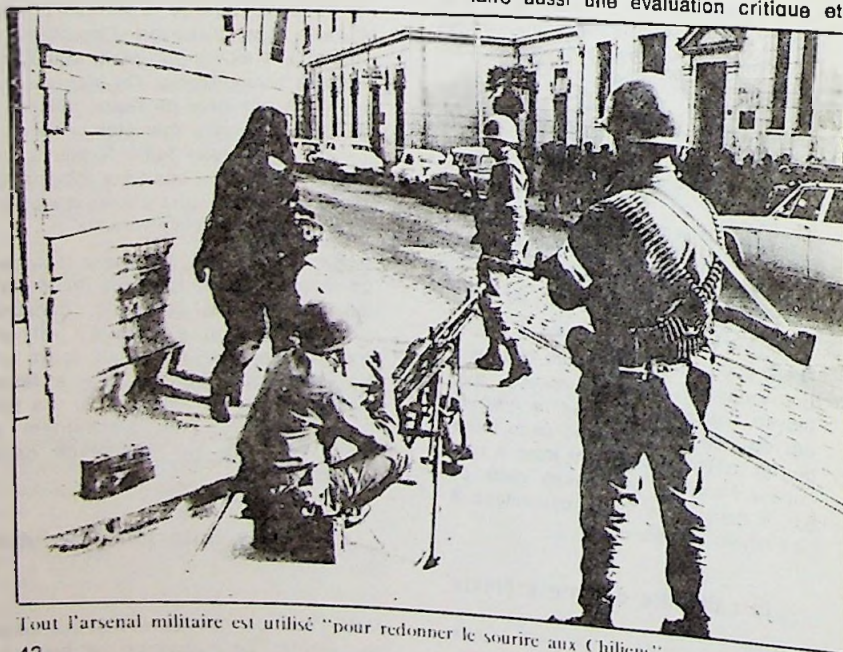
Mais le peuple reviendra au gouvernement et il ne sera pas obligé, c'est certain, de rétablir la situation institutionnelle antérieure. Il dictera démocratiquement une nouvelle Constitution, de nouveaux codes, de nouvelles lois ; il créera de nouvelles formes de pouvoir, un Etat de droit supérieur à celui que le putsch militaire a jeté bas. Sous un tel Etat de droit, toutes les croyances religieuses seront respectées, il y aura un pluralisme idéologique, un humanisme, mais il n'y aura pas le moindre appui légal pour le fascisme, les délits économiques et les activités séditieuses.

Après ce qui est arrivé, le peuple a le droit de se fixer aussi comme objectif la mise sur pied de forces armées et policières de type nouveau, ou, à tout le moins, l'élimination des institutions militaires, des carabiniers et de la sûreté, des éléments fascistes, afin d'assurer le Chili que ce qui vient d'arriver ne se renouvellera plus.

Ce n'est pas en vain que notre pays fera la douloureuse expérience qu'il est en train de vivre. De fausses valeurs en lesquelles beaucoup de gens croyaient avec sincérité sont allées pourrir dans les poubelles de l'histoire. Qui pourrait défendre demain un pouvoir judiciaire comme celui d'aujourd'hui ou un type de Parlement qui est mort de sa propre et complète inaction devant le putsch militaire ?

Ces problèmes et bien d'autres devront faire l'objet de réflexions de la part de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques pour arriver à un critère commun sur ces matières et sur d'autres.

Il sera nécessaire, indispensable, de faire aussi une évaluation critique et



Tout l'arsenal militaire est utilisé "pour redonner le sourire aux Chiliens"

autocritique des presque trois ans de gouvernement populaire. Au cours de cette période ont été faites de grandes choses mais de grosses erreurs ont également été commises

le devoir des communistes

Les positions et les activités de l'ultra-gauche ont causé des dommages sérieux, ainsi que les tendances réformistes qui se sont exprimées à tel ou tel moment dans l'action du gouvernement populaire lui-même. Le Parti communiste est absolument convaincu que sa position de défense sans réserve du gouvernement populaire, son acharnement à rechercher l'entente avec d'autres secteurs démocratiques, principalement à la base ses efforts en vue de donner la sécurité aux couches moyennes de la population, son action destinée à concentrer le feu sur les ennemis principaux — l'impérialisme et l'ultra-réaction — sa persévérance à consolider l'unité socialiste-communiste, l'unité de la classe ouvrière et l'entente entre tous les partis de l'Unité populaire, son obstination à obtenir un accroissement de la production et de la productivité, l'auto-financement des entreprises du secteur social et une plus grande discipline dans le travail, constituent une politique générale entièrement juste.

Cependant il n'exclut pas qu'il y ait eu des faiblesses et des erreurs dans son action.

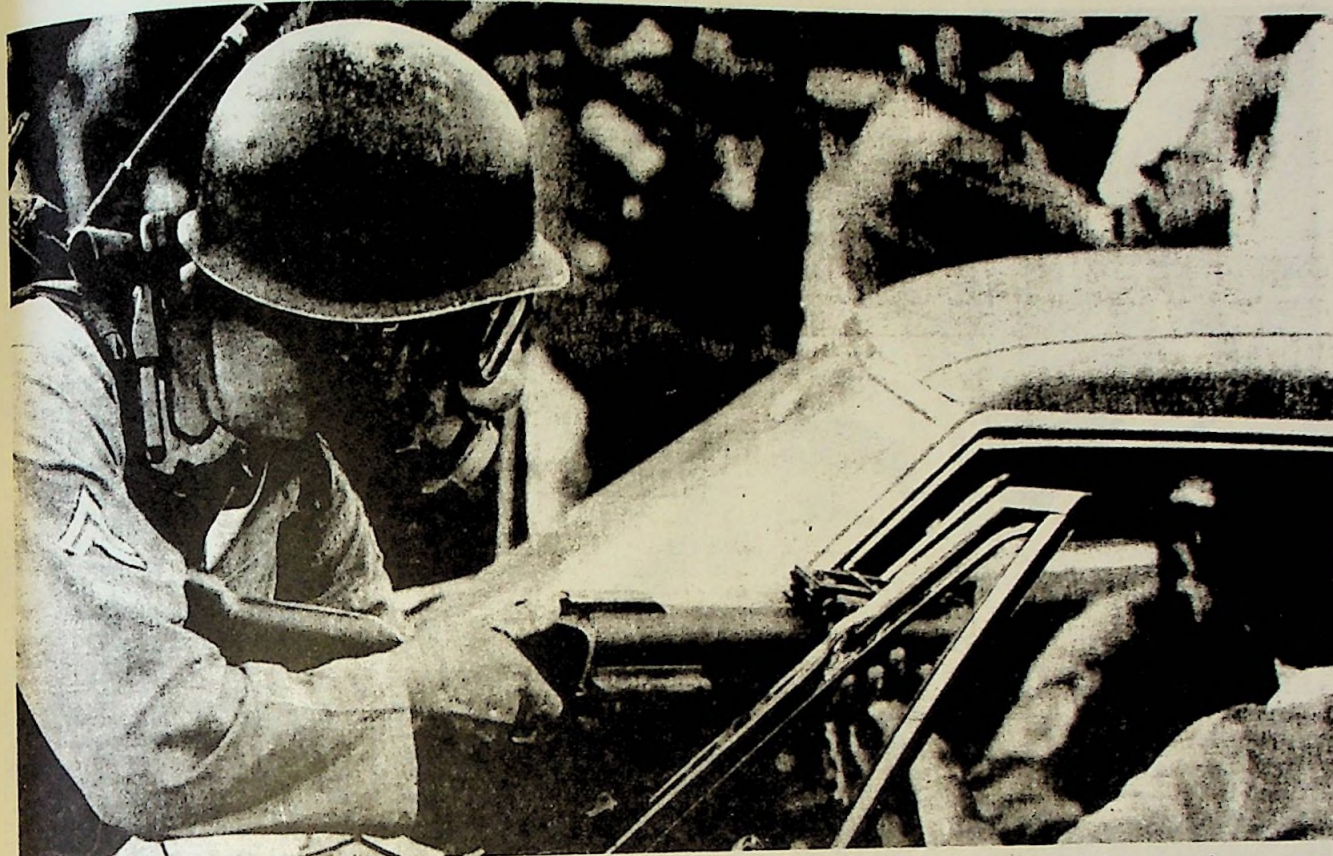
Il estime, d'autre part, que le moment actuel n'est pas précisément le moment le plus favorable pour discuter des erreurs commises par le gouvernement et l'Unité populaire dans son ensemble ou tel ou tel secteur politique en particulier. Chaque chose en son temps. Mettre l'accent maintenant sur cette discussion pourrait affecter la cohésion entre les partis populaires, alors que l'essentiel est précisément de maintenir et de développer leur unité pour faire face à la dictature militaire et entreprendre dans un esprit unitaire les nouvelles tâches que la classe ouvrière et le peuple ont à affronter.

Dans ces nouvelles conditions, le Parti communiste et les Jeunesses communistes sauront faire leur devoir.

La junte militaire nous a proscrits, ainsi que le marxisme et toutes les organisations qui se réclament de la doctrine de Marx, Engels et Lénine. Elle nous présente, en outre, comme étrangers à la nation chilienne.

Le Parti communiste a 53 ans de vie et ses origines remontent aux temps qui ont précédé la Première Guerre mondiale, à l'époque où le grand dirigeant révolutionnaire et patriote conséquent, Luis Emilio Recabarren, a fondé en 1912, dans la région du salpêtre, le Parti ouvrier socialiste.

Plus encore, quiconque connaît un peu



Les mesures répressives de la junte restent toujours aussi brutales; les militaires tiennent à garder le pouvoir pendant de longues années.

l'évolution sociale du Chili sait que derrière chaque classe sociale qui est apparue dans son histoire ont surgi une ou plusieurs organisations politiques, comme expression de ses intérêts et de ses aspirations.

Le Parti communiste est l'expression politique de la classe ouvrière. Le marxisme est l'idéologie scientifique de cette classe. Par conséquent, le Parti communiste ne pourra jamais être détruit, il existera toujours, tant qu'existera la lutte des classes sous n'importe laquelle de ses formes. Et le marxisme, comme idéologie scientifique, comme philosophie de la connaissance, comme doctrine appelée à interpréter le monde et à le transformer sans cesse, subsistera dans les siècles des siècles.

Nombreux sont nos militants et nos dirigeants qui souffrent les rigueurs de la persécution déchaînée. Mais le Parti communiste et la glorieuse organisation de ses Jeunesses sauront se maintenir debout et garder avec courage entre leurs mains les drapeaux du combat. Une fois de plus l'acier de notre Parti sera trempé dans les nouvelles et dures conditions dans lesquelles il agira dans un futur immédiat. Il en resurgira plus grand et plus prestigieux, même si pour le moment il est affecté partiellement par la marée basse.

Nous représentons avant tout les intérêts de la classe ouvrière à laquelle nous avons été, nous sommes et nous

serons fidèles jusqu'aux dernières conséquences. Nous représentons en même temps les intérêts du peuple et de de la patrie auxquels se conjuguent étroitement les intérêts des travailleurs.

Nous avons subi de nombreux coups mais nous nous en relèverons.

pablo neruda

En ces jours amers est survenue la mort de Pablo Neruda, affecté sans le moindre doute par les crimes qui ensanglantent le Chili. Pablo Neruda n'était pas seulement un grand poète, le plus grand poète de notre temps, il était aussi un militant communiste à 100%, membre du Comité central de notre Parti. Il a chanté dans des vers immortels les héros de l'Araucanie, les héros de l'indépendance, les héros de la lutte ouvrière comme Recabarren et Lafferte, la faune et la flore de nos campagnes, la mer et les pierres de notre long littoral. Homme d'une vaste culture, d'une profonde intelligence, de larges conceptions, il a mis l'art de la poésie au service des grandes causes, de la cause de la paix et du socialisme à l'échelle du monde. Son cœur était ouvert à l'être humain sous quelque latitude qu'il vécut, quelle que fût la couleur de sa peau, quelle que fût sa langue. Mais par-dessus tout, il gardait en lui une tendresse, un amour

profond pour son peuple et pour sa terre, pour sa patrie, pour le Nord sauvage, pour le Sud pluvieux, pour Valparaiso, ses collines et ses habitants.

Le patriotisme de Neruda est le patriotisme de tous les communistes, bien que tous ne l'aient pas exprimé, comme il est naturel, de manière aussi belle que le poète

Le patriotisme des communistes et leur internationalisme sont deux éléments inséparables. O'Higgins a été patriote et internationaliste. Il s'est inspiré des idées les plus avancées de son temps et il a maintenu d'étroits liens d'amitié, et même de collaboration dans le combat pour l'indépendance de l'Amérique avec les patriotes et révolutionnaires d'autres terres américaines

sauver Luis Corvalan

A la mort de Neruda s'est ajoutée, quelques jours après, l'arrestation par les usurpateurs de notre secrétaire général, Luis Corvalan.

Luis Corvalan est un révolutionnaire à toute épreuve, un patriote combattif qui a souvent affronté, au cours de sa vie de lutteur, les rigueurs de la torture et de la répression.

Nous ressentons comme un haut devoir révolutionnaire la nécessité de défendre sa vie, d'obtenir sa libération, de l'arracher des mains des putschistes



Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste.

L'urgente mobilisation de tous les démocrates est à l'ordre du jour pour préserver son intégrité physique et pour obtenir sa libération, comme celle de milliers de révolutionnaires et de démocrates qui se trouvent dans les camps de concentration de la junte. Il faut arrêter, par la mobilisation des masses, la répression et le crime !

Les Chiliens honnêtes ne doivent plus mourir !

Assaz de sang ! Il y a des milliers de victimes !

Plus d'assassinats comme celui commis contre Victor Jara, chanteur éminent, contre Litro Quiroga, directeur général des prisons, et tant d'autres dont les noms ne sont pas encore connus !

La vie de Luis Corvalan doit être préservée. Sa liberté immédiate conquise par le peuple. Malgré la brutale censure sur toute information que la junte impose au pays, le peuple est parvenu à savoir l'indignation universelle contre le putsch militaire fasciste.

Tous les peuples du monde condamnent les crimes fascistes au Chili. L'humanité exige la fin du bain de sang et

de la persécution. Cette extraordinaire solidarité mondiale qui a rarement atteint dans l'histoire une telle ampleur nous encourage dans notre combat parce que nous savons que le Chili n'est pas seul.

Nous devons mettre fin à la terreur exercée contre le peuple et ouvrir la voie à de nouveaux horizons révolutionnaires.

Dans ce but le mot d'ordre de l'heure présente est : unité la plus large du peuple !

Unité pour défendre le droit à la vie et mettre fin à la répression et à la mort !

Unité pour défendre le droit au travail et en finir avec les licenciements et les représailles !

Unité pour défendre les conquêtes de la classe ouvrière, pour obtenir les rajustements de salaires et de traitements qui préserveront le niveau de vie atteint sous le gouvernement populaire, pour maintenir l'organisation syndicale, pour éviter le retour des exploitateurs à la direction des entreprises !

Unité pour reconquérir les libertés publiques !

Unité pour reprendre la route des changements révolutionnaires !

Dans cette unité ont leur place tous les hommes, toutes les femmes, tous les jeunes de notre peuple. Qu'importe si tel d'entre eux s'est trouvé hier dans l'opposition, trompé par la propagande des réactionnaires. Des millions d'entre eux ont vu en face le fascisme et sont désormais disposés à lutter contre lui.

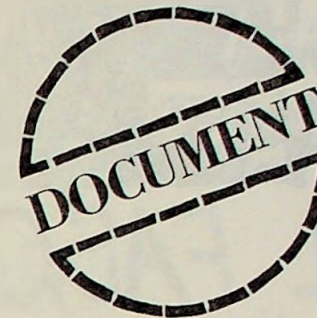
Avec eux, avec le peuple tout entier, le Chili s'en sortira.

« La terre ne cesse pas de tourner, même la nuit », affirme dans l'un de ses livres le camarade Volodia Teitelboim. Il fait allusion dans ce livre à la nuit du fascisme au temps d'Hitler. Il en est ainsi en effet.

La lutte des masses permettra la victoire définitive du peuple dans le travail créateur conscient, dans les salles d'université ouvertes au dialogue fécond et à la rébellion de la jeunesse, dans la paix et la tranquillité des foyers.

Parti communiste du Chili
Santiago du Chili, 11 octobre 1973

Déclaration conjointe de la Résistance



Les représentants des partis de l'Unité Populaire et du MIR diffusaient une déclaration conjointe à Rome, en décembre dernier. Posant d'abord la nécessité de la résistance et laissant les questions de stratégie de discuter plus à fond en d'autres lieux, ce texte pose l'objectif du mouvement unitaire contre le fascisme et indique que c'est de l'intérieur même du Chili que vient la direction de la lutte.

Nous, représentants de différentes forces organisées du peuple chilien, réunis pour adopter des décisions communes concernant la solidarité avec la lutte pour la libération, nous manifestons de nouveau notre inquiétude croissante devant les informations en provenance de notre pays et faisant état d'une recrudescence de bestialité dans la sanglante répression fasciste.

Chaque jour, les secteurs les plus divers de la population sont touchés par les exécutions, sous couvert du monstrueux état de guerre interne. La meute fasciste frappe même des militaires, des personnes et des groupes qui, hier encore, se situaient dans l'opposition au gouvernement populaire de Salvador Allende. Il est maintenant devenu courant de transférer les prisonniers politiques d'une prison à une autre, afin de leur appliquer en chemin la « loi de fuite ».

En plus des camps de concentration des îles Dawson, Santa Maria et Quiriquina, du stade Chile, de Chacabuco, Pisiqua, etc., des navires de guerre sont transformés en prisons flottantes. La situation chilienne se caractérise encore aujourd'hui par l'utilisation de la torture, par l'attaque systématique et l'interdiction de toute idée de progrès. Il s'agit de détruire, par le feu et le sang, les acquis des cent dernières années de l'histoire du peuple chilien et de sa pensée. Les autodafés se poursuivent, la xénophobie criminelle se développe.

Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste ; Anselmo Sule, président du Parti Radical ; Pedro Felipe Ramirez, de la Gauche Chrétienne, et d'autres personnalités ont été transférés dans le camp de concentration de l'inhospitalière île Dawson, dans le détroit de Magellan. Ils s'y trouvent avec plus de quarante hautes personnalités du gouvernement légitime du président assassiné, Salvador Allende. Parmi eux se trouvent deux vice-présidents de la République : José Toha et Clodomiro Almeyda. Pour ce dernier, ancien ministre des Affaires étrangères, il a été demandé, après une parodie de procès, trois cent soixante-huit ans de prison ou la peine capitale. La junte fait peser sur chacun des détenus le risque constant de la mort.

A l'exécution des dirigeants socialistes Arnoldo

Camu, Eduardo Paredes, Arsenio Poupin, Hector Martinez, Luis Norambuena, Ricardo Pincheira sont venus s'ajouter d'innombrables assassinats en différents points du pays.

A la mort du remarquable universitaire communiste Enrique Paris, des dirigeants ouvriers Isidoro Carrillo et David Miranda, du chanteur populaire Victor Jara, sont venus s'ajouter de nouveaux assassinats, comme ceux du journaliste et avocat Carlos Berquer, d'Alberto Molina et de l'ingénieur Eugenio Ruiz Tagle, du MAPU ouvrier et paysan.

La liste est très longue des patriotes tombés. Ils appartenaient à différents partis, ils professaient des idées différentes, mais leur vie et leur exemple font partie de l'inoubliable patrimoine moral du peuple tout entier.

Des personnalités et des militants de partis et groupes d'inspiration chrétienne sont également victimes d'une terreur qui s'attaque avec une hargne sans précédent aux marxistes, aux rationalistes, aux croyants, à des gens de différentes idéologies qui n'acceptent pas le régime d'horreur





et de génocide imposé par la junte.

Au Chili, il n'est pas de sécurité, même pour les femmes gravement malades ou les ambassadeurs qui exigent le respect du droit d'asile. Les traités internationaux sont violés. Les biens des réfugiés sont confisqués.

Le niveau de vie du peuple est réduit. L'impérialisme impose sa loi de rapine, de spoliation et de pillage. Les banques et les grandes entreprises sont rendues aux monopoles et les terres aux anciens exploités des paysans. Le chantage, l'extorsion sont pratiqués sur une grande échelle. On assassine et on vole impunément. Les droits de l'homme, politiques, sociaux et économiques ont été abolis, y compris le droit à la vie. Tout ce que le peuple avait conquis sous le gouvernement Allende lui a été arraché.

Le fascisme est rejeté par l'immense majorité de nos compatriotes, et il est condamné par l'opinion universelle.

Celle-ci demande qu'il soit mis fin aux exécutions et aux tortures et que tous les camps de concentration soient fermés. Elle réclame le respect des êtres humains, la libération immédiate de tous les patriotes emprisonnés, l'inviolabilité des droits des ressortissants étrangers et la délivrance immédiate des sauf-conduits nécessaires à toutes les personnes réfugiées dans des ambassades.

Enfin, elle exige l'arrêt des licenciements et la réintégration de tous ceux qui ont été privés par la junte de leur emploi, de leur droit inaliénable à gagner leur pain par leur travail légitime.

Le Chili lutte et luttera jusqu'à recouvrer la liberté qui lui a été arrachée par un coup d'Etat militaire fasciste tramé depuis les bureaux de la CIA de Washington en complicité la réaction intérieure.

Le peuple chilien réorganise ses rangs. Il se regroupe pour lutter dans un climat de dure clandestinité. Il est en train de construire le plus large mouvement unitaire possible pour mobiliser la grande majorité de nos compatriotes.

C'est le peuple chilien qui, à l'intérieur de ses frontières, dirige et définit la résistance antifasciste. C'est à lui qu'il revient d'en déterminer le caractère, la forme, la portée et les facteurs constitutifs. Il ne fait aucun doute qu'il la comblera au maximum de ses forces, avec une ferme détermination de triompher, avec un esprit unitaire qui cherche à élargir le vaste courant de sentiment antifasciste qui se généralise dans le pays.

Nous qui, momentanément, nous trouvons hors du pays, nous consacrons toutes nos énergies à contribuer à la lutte commune dirigée de l'intérieur par ses organes responsables.

Dans sa tâche libératrice, le Chili n'est pas seul. Tous les peuples de la terre le soutiennent. Jamais ne s'était encore manifesté un mouvement de solidarité mondial aussi vaste que celui qui soutient aujourd'hui la cause de notre peuple. Nous sommes profondément touchés d'une telle fraternité, aussi large et aussi généreuse. Nous exprimons ici notre vive reconnaissance à toutes les entités, personnes, peuples et gouvernements qui nous ont tendu la main dans cette période, la plus dramatique de notre histoire.

Nous appelons les organisations nationales et internationales et les personnalités antifascistes de toutes tendances à adhérer à cette déclaration.

Le peuple du Chili n'oubliera jamais cette aide généreuse. Il sait qu'elle grandira de jour en jour. Pour sa part, il poursuivra, minute après minute, son difficile et héroïque combat, confiant dans la justesse de sa cause.

Le Chili sera de nouveau aux Chiliens. La patrie sera alors libre et souveraine, maîtresse de sa liberté et de ses droits. Pour elle, pour le peuple, pour nous, le mot d'ordre immortel légué par Salvador Allende reste vivant : Venceremos !

Rome, décembre 1973 ■

Parti socialiste du Chili, Parti radical, Parti communiste, Parti MAPU, Gauche chrétienne (IC), Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), Parti MAPU ouvrier et paysan.

Bibliographie

Chili, l'affrontement de classes; 95 p., Paris, novembre 1973. Le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien y présente de nombreux documents de la période de l'Unité Populaire.

Chili 1970-1972: la mobilisation des masses; 22 p., février 1973. Réalisé par le CEDETIM, porte sur les changements politiques, économiques et sociaux sous Allende, sur les problèmes rencontrés.

Temps Modernes: spécial Chili; juin 1973.

L'enjeu latino-américain après le coup de Santiago, numéro spécial de la revue Politique aujourd'hui, janvier-février 1974.

L'expérience chilienne, réformisme ou révolution, Alain Labrousse, éd. du Seuil, 1972.

Entretien avec Allende, Régis Debray, éd. Maspero, 1971.

Chili de l'Unité Populaire, 190 p., éditions sociales, Paris 1971; rappel historique et présentation du programme de gouvernement de l'UP.

Chili 1973, texte en deux parties, dans Mobilisation, vol. 3 nos 2 et 3; les forces politiques de la gauche et l'évolution de la situation pendant la dernière année de l'Unité Populaire.

Solidarité Québec-Chili

Le Comité de solidarité Québec-Chili a été formé à Montréal le 19 septembre 73 il s'est fixé les buts suivants:

- 1) Information et mobilisation des travailleurs québécois sur la situation chilienne dans le but de construire la solidarité ouvrière internationale.
- 2) Soutien aux forces populaires chiliennes de résistance.
- 3) Accueil des Québécois et étrangers revenant du Chili.
- 4) Pression auprès du gouvernement canadien pour qu'il accepte toute personne du Chili désirant immigrer au Canada.

Le Comité mène actuellement une campagne de souscription qui vise à recueillir \$50,000. pour la résistance chilienne. Les contributions doivent être envoyées au Comité de solidarité Québec-Chili, "Fonds de secours", C.P. 672, Outremont, H2V 4N6.

Le Comité organise aussi des réunions d'information sur le Chili avec ceux qui en font la demande.

Pour plus de détails, communiquez avec:

Comité de solidarité Québec-Chili,
356 est, Ontario,
Montréal H2X 3K6
tél.: 842-8459

Des macarons sont aussi en vente et à la fin de mars, les résultats de cette campagne seront rendus publics lors d'un spectacle de solidarité avec le peuple chilien, au Centre sportif de l'Université de Montréal.



D'autres comités de solidarité existent dans quelques villes du Québec; à Montréal, il y a aussi le comité interuniversitaire de soutien à la lutte du peuple chilien.